

VéLa rité

Revue théorique de la IV^e Internationale



La guerre impérialiste et la révolution

Déclaration
du Secrétariat
international
de la IV^e Internationale
sur les menaces
de guerre
en Syrie et en Iran

Traités européens :
toute l'Europe
à l'heure grecque ?



Le 19 février 2012, à Madrid, 500 000 travailleurs et jeunes manifestent contre la réforme du code du travail.

N° 73

Nouvelle série (n° 679) - mars 2012 - Prix : 4 euros - 8 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

VéLa Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

SOMMAIRE

- **La guerre impérialiste
et la révolution** p. 3
Déclaration du secrétariat international
de la IV^e Internationale sur les menaces de guerre
en Syrie et en Iran
- **L'Europe, la crise...
et "le facteur décisif"** p. 11
(Par Daniel Gluckstein)
- **La place de l'Allemagne dans la crise
qui secoue l'Europe** p. 15
(Par Marc Lacaze)
- **Problèmes de la crise révolutionnaires
en Grèce**..... p. 19
(Par Christel Keiser et Dominique Ferré)
- **Il y a un an Moubarak tombait**..... p. 27
(Par Samir Hassan)
- **La Tunisie, un an après** p. 37
(Par Lucien Gauthier)

- **La classe ouvrière chinoise,
la bureaucratie
et le “cap sur l’Asie” d’Obama**
(première partie) p. 41
(Par Alain Frandor)
- **Economie d’armement
et crise de dislocation
du capitalisme** p. 51
(Par Pierre Cise, Daniel Gluckstein, Jean-Pierre Raffi)
- **Etats-Unis - Amérique latine
La lutte des classes aujourd’hui :
“Préparez-vous au pire !” (FMI).....** p. 63
(Par Markus Sokol)
- **A nouveau sur les “indignés”** p. 71
(Par Andreu Camps)
- **Une revue qui soutient l’intervention
de l’OTAN en Lybie : Inprecor** p. 75
(Par Dominique Ferré)

La guerre impérialiste et la révolution

Déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale sur les menaces de guerre en Syrie et en Iran

Au moment même où nous publions ce numéro de *La Vérité*, les menaces de guerre s'aggravent. Les appels à une intervention militaire en Syrie se multiplient. Israël réaffirme son objectif de bombarder l'Iran au printemps.

Or, il y a un siècle, Lénine écrivait, à propos de la période historique dans laquelle l'humanité était entrée, qu'elle était celle de « *l'impérialisme, époque des guerres et des révolutions* ». Plus que jamais, la situation politique mondiale actuelle confirme entièrement l'actualité de cette affirmation.

La multiplication en chaîne des guerres — depuis la première guerre du Golfe en 1991, censée, selon le mot du président des Etats-Unis après la dislocation de l'URSS, inaugurer un nouvel ordre mondial — implique directement l'impérialisme : en 1999, l'intervention militaire de l'Otan en Serbie et au Kosovo, dernière phase de la guerre de dislocation de la Yougoslavie commencée dans les années 1990. En 2001, sont déclenchés les bombardements, puis l'occupation militaire de l'Afghanistan. En 2003, l'Irak est de nouveau envahi. En 2011, c'est la Libye. Cela, sans même parler de l'occupation militaire en Haïti et des multiples conflits dits « régionaux », notamment en Afrique, alimentés par l'impérialisme.

Le capitalisme, régime social à l'agonie, a déclenché une véritable guerre contre les travailleurs et les peuples du monde entier, une guerre de dislocation des nations. Les travailleurs et les peuples, en cherchant à résister à la barbarie dans laquelle l'impérialisme les entraîne, n'ont d'autre issue que d'avancer dans celle de la révolution émancipatrice.

«L'ordre» impérialiste

Dès le 21 janvier 2011, devant les développements révolutionnaires en cours en Tunisie, la IV^e internationale affirmait qu'il s'agissait bien d'une révolution prolétarienne, et non d'une prétendue « révolution arabe ». Ce processus révolutionnaire, qui dans la région s'est étendu principalement en Egypte, frappe aux portes de l'Europe. Il s'agit de la marche mondiale de la révolution contre « l'ordre » impérialiste.

L'accélération des menaces de guerre d'agression contre la Syrie et l'Iran procède de cette crise du capital. C'est ce qu'exprime la crise de la domination politique américaine, dont l'ordre international a été déstabilisé par le développement de la révolution prolétarienne en Tunisie et en Egypte (et ses répercussions mondiales), et par sa propre crise de décomposition, éléments qui sont indissociables.

Pour la préservation de « l'ordre » impérialiste mondial, il faudrait que l'impérialisme américain écrase la planète sous un talon de fer par une dictature de type fasciste. Cela lui serait nécessaire, aussi bien aux Etats-Unis mêmes qu'à l'échelle internationale, mais les conditions ne sont pas réunies pour y arriver.

La classe dominante américaine s'est révélée incapable de maîtriser sa propre crise (dont le 11 septembre 2001 a ouvert une nouvelle phase), qui n'a cessé de s'approfondir dans des proportions inédites, et d'opérer une restructuration de l'ordre mondial sous son

contrôle. Cela l'amène à chercher à reporter sur les autres impérialismes tous les effets de sa crise, et à provoquer des explosions en chaîne sur tous les continents, sans être à même de les maîtriser.

Les conséquences profondes de la crise généralisée du système d'exploitation capitaliste – amorcée en 2008, au cœur même de l'impérialisme, aux Etats-Unis, par ce qu'on a appelé la crise des *subprimes* – se matérialisent dans la crise de domination de l'impérialisme américain, qui se conjugue aujourd'hui aux processus de la révolution mondiale à l'œuvre en Tunisie et en Egypte ; cette combinaison explosive a servi de détonateur, en 2011, à la crise longtemps contenue de l'Union européenne, ouvrant ainsi la voie à une marche accélérée de celle-ci vers la dislocation. A cette occasion, l'impérialisme américain a franchi un nouveau pas dans la prise de contrôle de l'Union européenne et ses gouvernements, par l'introduction du FMI dans les plans européens (troïka). De ce point de vue, les mobilisations des travailleurs d'Europe, quelles que soient les formes de l'action contre-révolutionnaire des appareils qui dirigent le mouvement ouvrier pour les contenir, s'inscrivent dans cette montée mondiale de la lutte des classes contre l'impérialisme.

Dans les pays d'Europe, pour mettre en œuvre les exigences des marchés à coups d'austérité et de déréglementation, les gouvernements, qu'ils soient de gauche ou de droite, cherchent à s'orienter vers des « unions nationales » pour imposer ces plans aux peuples ; pour ce faire, ils doivent s'attaquer à l'indépendance des organisations syndicales, sommées de s'intégrer à l'accompagnement de ces plans. C'est le sens de l'adoption par les pays de l'Union européenne, les 1^{er} et 2 mars, d'un nouveau traité européen destructeur de tous les droits et garanties arrachés par les classes ouvrières (*lire le dossier Europe dans ce numéro*).

La guerre, une condition nécessaire, mais pas suffisante

La marche à la révolution prolétarienne en Tunisie et en Egypte s'est certes dressée contre les régimes de Ben Ali et de Moubarak, mais aussi contre les maîtres de ces derniers : les puissances impérialistes. Dans cette mesure, elle a puissamment contribué à déstabiliser « l'ordre » américain dans une partie du monde où la moindre remise en cause de l'équilibre existant menace les conditions mêmes de la domination impérialiste à l'échelle mondiale.

La signification de la chute de Moubarak est internationale. En effet, l'Egypte occupe une place particulière dans la région. A la fin des années 1970, l'accord passé entre l'appareil militaire qui dirige le pays et l'impérialisme américain a abouti à la signature, en 1978, des accords de Camp David, prétendus « accords de paix » avec l'Etat d'Israël. En échange d'une « paix » entre l'Egypte et l'Etat d'Israël, Camp David fut le point de départ du renforcement de l'enfermement du peuple palestinien et de son écrasement, avec la complicité de la plupart des gouvernements des pays de la Ligue arabe. Les accords signés à Camp David, aux Etats-Unis, sous l'égide de l'administration américaine, étaient les premiers pas de l'établissement de la domination directe de l'impérialisme américain sur cette partie du globe (la première région productrice de pétrole du monde).

Les accords de Camp David ont rendu possible, en 1993, la signature des accords d'Oslo, accords instaurant une « Autorité palestinienne » dans les territoires de Gaza et de Cisjordanie, celle-ci s'engageant à assurer la « sécurité » d'Israël et à abandonner la charte de l'OLP dont l'objectif était une seule Palestine libre, laïque et démocratique où Juifs et Arabes pourraient vivre à égalité. Au lendemain des bombardements et de la deuxième guerre contre l'Irak, fut ensuite développée la ligne des prétendus « deux Etats » sur les terres historiques de la Palestine. Mais la poursuite de la mobilisation du peuple palestinien, le refus de renoncer à l'exigence du droit au retour pour les millions de Palestiniens qui vivent en dehors de la Palestine, témoignent de l'actualité de la révolution palestinienne.

C'est en partant de là que l'administration américaine, démocrate comme républicaine, a développé ce qu'elle a appelé le GMO (la politique du « Grand Moyen-Orient »). Au travers de ce GMO, il s'agit de disloquer l'ensemble du Moyen-Orient et du Proche-

Orient, incluant l’Afghanistan et le Pakistan, de remodeler cette région pour y assurer un contrôle américain direct.

Le « Grand Moyen-Orient », c’est la remise en cause des barrières douanières, la déréglementation, la privatisation et l’instauration d’un dispositif militaire sous contrôle américain : c’est bien la voie dans laquelle l’ensemble des gouvernements de la région, sommés d’aller plus loin dans les « réformes », ont été poussés par les exigences du FMI. La Tunisie et l’Égypte, dont les partis dirigeants étaient membres de l’Internationale socialiste, sont les pays qui ont le plus avancé dans ce sens, provoquant la réaction des populations.

La chute de Ben Ali, puis celle de Moubarak, ont remis en cause l’ordonnancement de ce plan. Pour l’impérialisme américain, il fallait d’abord et de toute urgence stopper la vague révolutionnaire dans la région. Cette urgence exigeait la guerre en Libye. Une campagne de propagande médiatique a été organisée, dénonçant Kadhafi et son régime comme « sanguinaires », chose que personne n’ignorait, car les Américains comme les Français et les Anglais avaient soutenu jusque-là ce régime, et accueilli Kadhafi chez eux avec les honneurs. Mais ce dernier n’était plus à même de jouer le rôle que lui avaient assigné les grandes puissances.

Avec les impérialismes anglais et français au premier rang dans l’exécution, mais sous la direction du maître américain, l’impérialisme a alors procédé à la liquidation de Kadhafi. Ce faisant, il a détruit, disloqué la Libye, l’a “somalisée” en quelque sorte, privée de toute souveraineté, et donc dénié au peuple libyen toute possibilité d’exprimer démocratiquement sa volonté. Cette agression annonce ce que l’impérialisme prépare dans le cas de la Syrie, comme éventuellement, demain, dans le cas de l’Iran. Face au risque d’extension de la vague révolutionnaire mettant en cause les régimes dictatoriaux de Tunisie et d’Égypte, il fallait interdire l’activité indépendante des masses, la détourner de ses objectifs, la mettre sous le contrôle de l’impérialisme et ses instruments. La guerre en Libye est de ce point de vue une menace directe contre les peuples tunisien et égyptien, mais également contre tous les autres peuples.

Mais si la guerre d’agression et de dislocation de la Libye était une condition nécessaire à la défense de « l’ordre » impérialiste, elle n’était pas suffisante.

La “transition démocratique”

Il fallait, pour préserver les régimes aux ordres de l’impérialisme, les « rénover » pour maintenir l’essentiel, c’est-à-dire leurs liens de subordination. L’impérialisme américain, au nom de la « démocratie », mettait en place la ligne de la « transition démocratique ». L’ennemi d’hier, « l’islamisme », est devenu l’allié d’aujourd’hui. En Tunisie, Ennahda constituait un gouvernement d’union nationale avec deux partis laïques, dont l’un est membre de l’Internationale socialiste. Au Maroc, les islamistes sont entrés au gouvernement après les dernières élections. Le nouveau « gouvernement » de Libye propose de rétablir la charia. Et en Égypte, les Frères musulmans ont passé un accord avec l’armée. Rappelons que dès la chute de Moubarak, l’administration américaine s’est dite prête à reconnaître tout nouveau régime, à condition que celui-ci respecte les traités internationaux signés par l’Égypte. Cela se référait bien évidemment aux accords de Camp David.

La réponse positive de l’appareil militaire égyptien ne suffisait pas à l’impérialisme américain, qui a poursuivi sa pression jusqu’à ce que les Frères musulmans, qui avaient toujours dénoncé les accords de Camp David comme une trahison, déclarent qu’ils ne remettraient pas en cause ces accords. La base d’une union nationale entre l’armée et les Frères musulmans se réalisait alors, à la grande satisfaction de l’administration américaine (*lire l’article « Il y a un an Moubarak tombait » dans ce numéro*).

Le résultat de cette offensive de l’impérialisme américain, c’est la guerre qui commence dans toute la région sahélienne. La Libye est disloquée, soumise aux différentes cliques mafieuses et aux milices religieuses, tribales ou autres. Les incidents se multiplient à la frontière de la Tunisie et de l’Algérie, avec des milices venant de Libye. Des milliers d’armes circulent dans la région. Le Mali est aujourd’hui un pays en guerre, avec d’un côté

une armée dite touareg et des mercenaires venus de Libye, qui veulent l'autonomie du nord du Mali, et de l'autre côté du pays, une guérilla menée par un groupe d'al Qaida. Au nom de « l'aide » à l'armée malienne, des avions américains ont bombardé, le 4 mars, le nord du Mali.

L'Algérie est particulièrement menacée. Pays central au Maghreb et dans le Sahel, son gouvernement n'a pas obtempéré à plusieurs des exigences impérialistes, en reprenant partiellement le contrôle de son économie, et en refusant d'intégrer le dispositif militaire sous contrôle américain. Ce pays a été dès lors soumis à une campagne visant à provoquer une « révolution », ce qui, dans le vocabulaire impérialiste, signifie « dislocation ».

Les “amis de la Syrie”

C'est dans ces conditions qu'il faut comprendre la tenue, le 24 février, d'une « conférence des Amis de la Syrie », réunissant la plupart des pays de la Ligue arabe et des représentants des impérialismes français, anglais et américain. Une délégation du Conseil national syrien (CNS) a officiellement participé à cette conférence. Ce dernier est un regroupement d'opposants qui se trouvent principalement à l'étranger, se sont réunis en Turquie et ont fondé le CNS comme un « gouvernement en exil » ou « provisoire » de la Syrie. Ses principaux chefs sont liés aux Frères musulmans. La conférence a décidé de faire un premier pas vers la reconnaissance de ce CNS et de financer les activités de « l'Armée syrienne libre ».

C'est très exactement le scénario qui avait vu se réunir à Paris, quelques semaines avant l'intervention en Libye, une « conférence des Amis de la Libye » et la marche à la reconnaissance du Conseil national de transition en Libye. Il ne s'agit pas de la Syrie. Il s'agit de l'ordre mondial, dont la Syrie et son peuple devraient payer les frais.

Depuis des décennies, la Syrie joue un rôle important dans le maintien de l'ordre existant dans cette partie du monde, notamment eu égard à la Palestine. Le régime mis en place sous l'égide d'Hafez el Assad faisait partie du jeu mené entre l'impérialisme américain et la bureaucratie du Kremlin. En 1976, c'est l'armée syrienne qui liquide dans le sang les bastions de la révolution palestinienne au Liban. En 1991, la Syrie est l'un des États arabes qui participent à la première “croisade mondiale” contre l'Irak, tout en se présentant comme le principal soutien des Palestiniens.

Après l'effondrement de l'URSS, la Syrie est contrainte de réajuster sa politique mondiale. Le gouvernement de Hafez el-Assad multiplie les actes de rapprochement avec l'impérialisme.

Le tournant le plus significatif a été la réaction du gouvernement syrien aux attentats du 11 septembre 2001 à New York. Le régime syrien, longtemps mis sur la liste des « pays terroristes » par l'administration américaine, a dénoncé le terrorisme. En 2003, le gouvernement syrien a appuyé et aidé l'intervention américaine en Irak. Durant cette même période, ce régime militaire, qui développait une démagogie « nationaliste arabe » et socialisante, fondée à la fois sur une répression politique intense et une politique économique protectionniste fonctionnant à coups de subventions, va devoir opérer un tournant qui s'est matérialisé dans le retrait des troupes syriennes du Liban en 2005 et par la mise en œuvre des réformes économiques demandées par le FMI. Les privatisations, la hausse des prix et l'arrêt des subventions ont plongé la grande majorité de la population syrienne dans la misère.

L'existence d'un Etat syrien centralisé dont les décisions ne dépendent pas directement de l'impérialisme, jouant un rôle essentiel par rapport au Liban, se refusant à l'isolement de l'Iran, avait pu paraître comme un facteur de stabilité mais, à présent, il devenait contradictoire avec la politique de l'impérialisme américain telle qu'elle s'est manifestée à travers l'agression contre la Libye.

La politique répondant aux exigences du FMI a aggravé les disparités régionales, jusqu'alors tempérées plus ou moins par les subventions du régime. L'aggravation de ces disparités régionales a plongé certaines régions dans une pauvreté accrue. La ville de Homs illustre ce fait : troisième ville du pays, elle a vu des dizaines de milliers de jeunes

paysans chassés de leurs terres venir s'entasser comme chômeurs aux abords de la ville, constituant de véritables bidonvilles tel le quartier de Baba Amro, qui a été récemment le lieu des combats les plus violents.

Ce tournant du régime a provoqué en son sein des contradictions intenses entre ceux qui voulaient aller plus loin dans la collaboration avec les Etats-Unis et ceux qui s'y opposaient, entraînant règlements de compte et exécutions.

Telles sont les conditions de tension dans lesquelles, après la chute de Ben Ali en Tunisie, en janvier 2011, le gouvernement syrien annonçait qu'il verserait 11 dollars par mois aux familles les plus déshéritées. Aussitôt, le FMI enjoignait à la Syrie d'abandonner les subventions alimentaires. Le FMI recommandait également d'augmenter les prix de l'électricité, qui restaient bas grâce aux subventions de l'Etat.

C'est cette situation qui a avivé les particularismes existants, aidée en cela par divers groupes et services secrets étrangers, mais aussi par certaines fractions issues du régime. La Syrie est en effet une mosaïque de groupes de populations et de religions (sunnites, chiïtes, alaouites, druzes, chrétiens, arabes et Kurdes), « tenus » depuis un demi-siècle par un régime dont les dirigeants, notamment les officiers militaires, sont issus de la communauté alaouite.

Face aux premières mobilisations qui ont eu lieu en Syrie comme un peu partout dans le Moyen-Orient, le régime a réagi comme il l'a toujours fait, par la répression. Mais du fait des processus révolutionnaires en cours en Tunisie et en Egypte, qui avaient abouti à chasser les dictateurs en place, la situation dans la région et au niveau international n'était plus la même.

Le peuple syrien doit payer la note

Dans une situation mondiale et régionale où l'impérialisme américain ne peut accepter la marche à la révolution (contre des régimes dictatoriaux en crise qui révèlent leur faiblesse), l'action de différents groupes liés à des pays étrangers : l'organisation des Frères musulmans, longtemps réprimés par le régime, ainsi que le jeu du Qatar et de l'Arabie Saoudite au compte de l'impérialisme, a poussé au développement incontrôlé de forces centrifuges.

Dans un premier temps, l'impérialisme n'a pas plus dénoncé la répression que par le passé. Il a au contraire appelé le régime syrien à se « réformer », c'est-à-dire à appliquer servilement toutes ses exigences.

L'impérialisme, lorsqu'il y est contraint, est capable de reculer pour sauver l'essentiel. Face à la mobilisation révolutionnaire du peuple égyptien qui, au fur et à mesure qu'elle s'amplifiait, était plus profondément marquée par l'action de la classe ouvrière, l'impérialisme, après avoir appelé Moubarak à faire des réformes, a décidé de le lâcher pour tenter de préserver le régime militaire. La chute de Moubarak fut une première victoire du peuple égyptien contre ce régime militaire et contre l'impérialisme.

L'impérialisme sait sacrifier des dirigeants et des régimes pour préserver l'essentiel – son contrôle – face à la mobilisation révolutionnaire d'un peuple.

Il sait aussi – et il a une longue pratique dans ce domaine – liquider des régimes avec lesquels il a longtemps coopéré et qui deviennent un obstacle à sa politique.

Le sort ultime du régime de Bachar el-Assad est aujourd'hui secondaire pour l'impérialisme. La mobilisation « humanitaire », le recours à l'ONU et à l'Union européenne, les sanctions sont le prélude à une nouvelle agression dont le but, encore une fois, serait de détruire toute souveraineté d'un Etat, de disloquer une nation, de la livrer à une chaîne sans fin de « conflits ethniques », « régionaux » et religieux. C'est ce qui est en cours aujourd'hui par rapport à la Syrie. C'est ce qui se profile pour demain dans le cas de l'Iran.

Jusqu'à récemment donc, tout en dénonçant formellement la répression, l'impérialisme américain appelait le régime à se « réformer ». Puis, devant le développement des événements, il a commencé à envisager le départ de Bachar el-Assad, afin de chercher une

solution pour préserver éventuellement le régime militaire en Syrie, ou une partie de l'appareil militaire dans une combinaison d'union nationale. Mais il y a une différence : la Syrie n'est pas l'Égypte. En Égypte, c'est la mobilisation révolutionnaire des masses qui a chassé Moubarak ; en Syrie, dès les premières manifestations, l'impérialisme et ses agents sont intervenus pour pousser à la guerre civile. Ils ont de ce fait empêché, dès les premières manifestations, toute mobilisation du peuple, en constituant des groupes militaires combattant l'armée du régime.

Le déclenchement d'une guerre civile signifie que le peuple, pris entre deux feux, est terré, soumis à la violence et la barbarie de tous côtés. C'est très exactement la répétition de ce qui s'est passé en Libye. Les officines et services secrets agissent délibérément pour pousser à la guerre civile, et utilisent les images de combat pour justifier l'intervention militaire impérialiste.

Les contradictions et les divisions au sein de la classe dominante américaine, les désaccords qui s'y font jour sur la question du Moyen-Orient, poussent à l'aventure. Certains secteurs de la classe dominante appellent à l'intervention directe en Syrie et au soutien à la guerre qu'Israël veut lancer contre l'Iran ; d'autres hésitent, s'y opposent ou temporent.

Pour l'impérialisme, il ne s'agit ni des droits de l'homme, ni de la démocratie, ni des droits des peuples, mais de la nécessité, face à la révolution, de préserver son contrôle, et c'est à cette aune qu'est jugé le régime syrien en place.

Non à l'ingérence étrangère, non à la guerre

Cette ingérence impérialiste déjà en cours et une intervention militaire ouverte conduiraient à la dislocation de la Syrie. De fait, dix ans après l'intervention en Irak, celui-ci est disloqué, divisé entre des zones chiïtes, sunnites et kurdes, cette dernière étant quasiment autonome.

L'intervention en Syrie aura les mêmes conséquences qu'en Libye, pays également disloqué. Mais la Syrie n'est pas la Libye. Aux frontières de l'Irak, de l'État d'Israël, de la Turquie, du Liban, la Syrie a, du fait de l'histoire, une place particulière. L'explosion de ce pays, mosaïque culturelle, linguistique et de peuples, aura des répercussions immédiates sur les pays voisins. Que deviendra le territoire syrien peuplé majoritairement de Kurdes, à la frontière du territoire kurde d'Irak, quasiment autonome ? Et les deux sont voisins des territoires majoritairement peuplés de Kurdes au sud de la Turquie.

L'offensive contre la Syrie est liée à celle contre l'Iran. Le blocus de l'Iran, perpétré par les grandes puissances depuis quelques mois, prépare à son tour la dislocation de l'Iran. La menace de bombardement de ce pays par l'État d'Israël accélère ce processus. Même si l'administration Obama cherche à freiner l'État d'Israël, il entend bien, comme pour la Syrie, disloquer l'Iran. Sa politique conduit à la dislocation des nations et des États. Aucune zone de la région ne devrait échapper au contrôle et au pillage de l'impérialisme.

Là réside la cause de son offensive contre la Syrie et l'Iran. Ce serait la voie ouverte à de nouvelles violences, à de nouvelles guerres, à l'aventure et la barbarie. Cette nouvelle offensive visant à disloquer les nations, constitue également une attaque supplémentaire contre le peuple palestinien, dont le combat ininterrompu pour le droit à la nation et donc à la terre de Palestine a, depuis plus de soixante ans, interdit toute « stabilisation » de la situation sous contrôle impérialiste. Il est significatif, de ce point de vue, qu'à Gaza, le Hamas — branche gazaouie des Frères musulmans égyptiens — se soit démarqué du régime syrien, s'alignant ainsi sur les exigences de l'impérialisme, après avoir accepté la feuille de route du quartet (États-Unis, Chine, Union européenne, Russie) sur le règlement de la question palestinienne.

Mais cette région n'est pas seule menacée. Toute la planète peut subir les conséquences de cet embrasement. En novembre 2011, à l'initiative du Parti des travailleurs d'Algérie et de l'Union générale des travailleurs algériens, une conférence d'urgence contre la guerre, l'occupation militaire et la dislocation des nations se tenait à Alger. L'Entente internationale

des travailleurs soutenait cette conférence. Les délégations de militants ouvriers et démocratiques de plus de 40 pays ont adopté une résolution qui déclarait :

« Nous condamnons les visées impérialistes de pillage des ressources des peuples et de domination qui motivent cette intervention (en Libye – NDR).

Nous dénonçons cette intervention dont un des objectifs consiste à menacer les peuples qui luttent pour leurs droits et leur souveraineté, à vouloir leur imposer “un protectorat” étranger, confisquant leur droit de disposer de leur présent et de leur avenir.

Nous dénonçons les plans des grandes puissances dont le “Grand Moyen-Orient” américain visant à désintégrer les nations sur des bases tribales, ethniques et religieuses à des fins de pillage et d’oppression. (...)

Il y a situation d’urgence lorsque les grandes puissances préparent les conditions de la guerre généralisée dans la région du Machrek, tout en continuant à dénier ses droits historiques imprescriptibles au peuple palestinien, le droit au retour chez eux pour tous les réfugiés, soumettant ce peuple à l’enfermement à Gaza et en Cisjordanie, à la répression et aux agressions.

Nous déclarons notre plein soutien aux aspirations du peuple syrien à la démocratie, à l’égalité, mais nous condamnons avec force les manœuvres et complots matérialisés dans l’instrumentalisation de ces mêmes aspirations par les puissances impérialistes et leurs sous-traitants, pour en faire un prétexte pour l’intervention militaire étrangère en Syrie.

Nous sommes opposés à toute intervention militaire étrangère partout dans le monde, et donc en Syrie et en Iran, avec ou sans l’aval de l’Onu (...).

Il y a situation d’urgence lorsque les mêmes puissances impérialistes et les institutions internationales déchaînent une guerre sociale en Europe et aux Etats-Unis, par des plans de rigueur assassins, pour sauver les spéculateurs, les banques et assurances privées.

Il y a situation d’urgence lorsque les grandes puissances érigent l’ingérence dans les affaires des pays en système mondial, s’arrogeant le droit de disposer du sort des nations et des peuples. »

Cette déclaration sonne l’alarme auprès de tout le mouvement ouvrier mondial à la veille d’une possible intervention en Syrie et en Iran.

A l’inverse, les dirigeants de l’Internationale socialiste appellent de leurs vœux l’intervention militaire. Des partis issus des PC, notamment en Europe (en Amérique latine, à l’inverse, les partis issus du castrisme ou des PC soutiennent le régime de Bachar el-Assad) ou membres du Secrétariat unifié (SU) (1) déclarent « *soutenir le peuple syrien* » contre le régime. Ils déclarent du bout des lèvres ne pas souhaiter une intervention militaire de l’impérialisme. Mais ils appellent à l’armement des milices d’opposants, ce qu’actuellement, par l’intermédiaire du Qatar, certains secteurs impérialistes font déjà. Milices qui, elles-mêmes, appellent à haute voix à l’intervention militaire étrangère.

La IV^e Internationale considère que le premier ennemi des nations et de leur souveraineté, c’est l’impérialisme, et que d’aucune manière on ne peut transiger avec la défense des peuples contre l’impérialisme.

La IV^e Internationale pour la révolution

La IV^e Internationale se tient entièrement sur le terrain constitutif du mouvement ouvrier dès le XIX^e siècle, celui du combat contre la guerre menée par les grandes puissances. La IV^e Internationale, comme elle l’a fait pour la Libye, se prononce contre toute intervention, même sous des prétextes humanitaires, contre la Syrie et l’Iran.

(1) Dans une déclaration du comité international du Secrétariat unifié qui se prétend frauduleusement la IV^e Internationale, on peut ainsi lire, à propos de la Syrie : « *Des forces militaires syriennes de gauche se sont engagées dans cette insurrection pour que l’auto-organisation du peuple se développe* » ! Les forces militaires de gauche armées et financées par l’impérialisme ou le Qatar... ! Quant à l’auto-organisation du peuple soumis aux violences et à la guerre civile... Derrière le langage radical, c’est la couverture à l’extrême gauche de l’impérialisme.

La guerre en Syrie entraînera encore plus de morts, de souffrances pour le peuple syrien. Soutenir et aider le peuple syrien, c'est défendre son droit comme nation à se dresser contre toute tentative de dislocation, car le cadre national est celui dans lequel les peuples peuvent chasser les régimes inféodés aux grandes puissances impérialistes.

A l'inverse des « solutions » impérialistes, par la mobilisation, les travailleurs et les jeunes de Tunisie, s'appuyant sur leur organisation syndicale historique, l'UGTT, ont interdit, malgré les nombreux morts et blessés du fait de la répression de Ben Ali, que le pays soit entraîné dans la guerre civile et la barbarie.

A la différence de la Libye, de l'Afghanistan et de l'Irak, les travailleurs en Tunisie, se saisissant de leur organisation, l'UGTT, par la grève et la mobilisation de rue, ont été au cœur de la mobilisation populaire. Ils ont ainsi fédéré toutes les couches de la population. Bref, ils ont dressé le peuple contre la petite minorité aux ordres des puissances étrangères. Cette révolution s'est heurtée et se heurte aux obstacles dressés par l'impérialisme et ses supplétifs, tels la transformation de la Constituante en élections législatives, et la formation sur cette base d'un gouvernement d'union nationale composé d'un parti islamiste, d'un parti de droite et d'un parti membre de l'Internationale socialiste, soumis à l'impérialisme et qui s'attaque aux travailleurs et à l'UGTT.

Il est de ce point de vue significatif que se soit tenue, au lendemain du sommet des « Amis de la Syrie » à Tunis, une manifestation convoquée pour la défense de l'UGTT, soumise depuis plusieurs semaines à des attaques et des provocations. Manifestation imposante, qui a rassemblé autant de monde que les manifestations lors de la chute de Ben Ali, et dont le mot d'ordre le plus repris était : « *Ni Qatar ni Etats-Unis* ». Deux jours plus tôt, la commission administrative de l'UGTT adoptait une motion dénonçant la menace d'intervention militaire en Syrie (*lire l'article* « La Tunisie un an après »).

Cette question est internationale : l'existence des organisations de la classe ouvrière, notamment des syndicats, cadre élémentaire d'organisation des travailleurs, matérialise, quelle que soit la nature des appareils dirigeant l'organisation, que la société est divisée en classes qui ont des intérêts irréconciliables. Au Maghreb, en Europe, aux Etats-Unis et ailleurs, s'opposer à la politique qui consiste à impliquer les organisations syndicales dans la mise en œuvre des plans capitalistes, c'est préserver le cadre de combat de la classe ouvrière contre le capital. S'opposer à l'action des appareils dirigeants du mouvement ouvrier qui voudraient accompagner ces plans, c'est aider la classe ouvrière à surmonter les obstacles dressés sur la voie de sa mobilisation.

C'est par la mobilisation des travailleurs sur leur propre terrain, avec leurs revendications, se dressant nécessairement contre la subordination à l'impérialisme et ses exigences, que peut être réalisée la défense de la nation souveraine, c'est-à-dire du peuple libre et indépendant, par la rupture de tous les liens de sujétion aux puissances impérialistes.

La seule voie vers la paix, la démocratie, la liberté et l'indépendance nationale, c'est celle de la mobilisation des masses sur leurs propres revendications, dont le contenu économique, social, ouvrier, est inséparable des revendications démocratiques, et se dresse contre les régimes agissant comme les courroies de transmission de l'impérialisme.

L'objectif de la IV^e Internationale n'est pas la « réforme » ou « l'humanisation » du régime impérialiste, mais son renversement. C'est le sens de l'opposition résolue de la IV^e Internationale aux menaces de guerre contre la Syrie et l'Iran, et de son soutien inconditionnel au combat des peuples pour l'émancipation sociale et nationale, que cherchent à réaliser les peuples de Tunisie et d'Egypte, de l'ensemble de la région, d'Europe et du monde entier.

« *A bas la guerre, à bas l'exploitation !* » est le mot d'ordre de l'avenir et de la préservation de l'humanité.

L'Europe, la crise... et "le facteur décisif"

Par Daniel Gluckstein

La signature, à quelques semaines d'intervalle, de deux nouveaux traités européens, en ce début d'année 2012, traduit tout à la fois le degré de dislocation des institutions de l'Union européenne et, en creux, le mouvement en profondeur qui s'oriente vers la révolution prolétarienne.

Le premier traité (2 février 2012) constitue le Mécanisme européen de stabilité (MES), un « fonds monétaire international » européen. Comme le FMI, il accorde des prêts aux « pays en difficulté », assortis de « *clauses de conditionnalité* ». Comme le FMI, il a tout pouvoir pour imposer les « plans d'ajustement structurel » et en vérifier l'exécution sur le terrain par l'envoi d'experts. Comme le FMI, il est abondé par des contributions proportionnelles à la puissance économique des Etats. Particularité : à l'intérieur de ce MES, se trouve, inscrit dans ses statuts, la représentation du FMI.

Ce MES mérite le nom qui lui a été attribué par les autorités américaines : un pare-feu. Sa fonction première est de protéger le capital financier nord-américain des soubresauts de la crise de dislocation qui a provoqué l'effondrement de l'économie grecque et menace de développements similaires d'autres pays d'Europe. Cette fonction de pare-feu est d'ailleurs à

l'origine de la crise qui a marqué d'emblée la naissance du MES. Appuyée par une dizaine de chefs d'Etat et de gouvernement européens, l'administration américaine a en effet exigé que le MES soit abondé à un niveau bien supérieur à celui prévu initialement (700 milliards d'euros), dans le but avoué de protéger les intérêts financiers américains de la contagion européenne. L'impérialisme allemand, qui à lui seul finance plus du quart des fonds du MES, trouve la pilule amère (*lire dans ce numéro l'article consacré à l'Allemagne*). A quoi sert cet argent ? A l'instar des milliers de milliards de dollars engloutis depuis le début de la crise, il s'agit de renflouer banquiers, spéculateurs et autres capitalistes. Les sommes gigantesques dégagées au nom de « l'aide à la Grèce » n'aident... que les banques et enfoncent le peuple dans la misère.

Le 2 mars, les chefs d'Etat et de gouvernement se sont à nouveau réunis à Bruxelles, cette fois pour signer le « *traité de stabilité, de coopération et de gouvernance dans l'Union économique et monétaire* » (TSCG). Les deux traités sont liés. Le traité MES formule comme condition pour l'obtention de prêts l'application et le respect des normes du TSCG. Le texte du TSCG consacre une très longue partie au rappel de tout ce qui figure déjà dans le traité de Maastricht, signé et ratifié il y a

vingt ans. Qu'est-ce que cela signifie ? Le traité de Maastricht, rappelons-le, a constitué l'Union européenne. Sa décision majeure était la mise en place de l'euro, administré par une Banque centrale européenne, chargée de faire respecter les fameux critères de Maastricht (interdiction de dépasser 60 % du PIB pour la dette publique et 3 % pour les déficits publics, obligation de mettre en œuvre la « concurrence libre et non faussée », généralisant les privatisations-destructions, etc.) A l'époque, l'un des responsables de la Banque centrale allemande, Hans Tietmeyer, avait déclaré : « *Nous ne pouvons plus jouer sur les taux de change (...). Le fardeau de l'ajustement (...) reposera désormais exclusivement sur les coûts du travail nationaux.* » Depuis vingt ans, les gouvernements, de toutes couleurs politiques, ont usé et abusé de cette « variable », s'attaquant aux régimes de protection sociale, aux droits ouvriers, tentant, à chaque étape, d'associer les organisations syndicales à cette besogne. Des coups extrêmement violents ont été portés. C'est l'existence même des nations et des cadres de démocratie politique qui y ont été constitués qui est mis en cause.

Mais c'est un fait aussi que, dans tous les pays concernés, ces attaques ont suscité contre elles les plus grandes luttes de classe. Certes, ces mobilisations de classe se sont heurtées au refus des dirigeants des organisations ouvrières d'organiser l'action unie contre les contre-réformes : sans la politique d'accompagnement de la centrale syndicale allemande, le DGB, Schröder, le chancelier social-démocrate, n'aurait jamais pu imposer ses mesures de déréglementation destructrices ; en France, dans le grand mouvement contre la réforme des retraites en 2010, c'est le refus obstiné des dirigeants (notamment de la principale centrale syndicale) de formuler l'exigence de retrait qui a permis, malgré les millions de travailleurs mobilisés, de faire passer la contre-réforme ; en Espagne et en Italie, des pactes honteux, signés par les dirigeants des organisations syndicales, ont permis de faire passer des contre-réformes destructrices. Des coups majeurs ont été portés à la classe ouvrière. Mais cela n'a pas suffi. Car, dans tous ces pays, les travailleurs, quelles que soient les difficultés, ont repris le chemin de la

lutte de classe, en cherchant à se saisir de leurs organisations, malgré la politique des dirigeants, pour en faire l'instrument du combat de résistance et de reconquête. Aussi, dès 2007-2008, partie des États-Unis et s'étendant rapidement au Vieux Continent, la crise, sous la forme apparente de la crise des subprimes, puis de la crise de la dette, s'est révélée crise de dislocation de toute l'économie capitaliste, et les critères de Maastricht ont-ils volé en éclats. Tous les États européens affichent aujourd'hui des taux d'endettement proches de 100 %. Les déficits publics atteignent, voire dépassent, le double de ce qui est autorisé par Maastricht. Cela résulte à la fois de l'incapacité de la classe capitaliste à faire face à sa propre crise, pour des raisons qui renvoient à la nature même du système capitaliste entré dans sa phase de putréfaction (1), et à la résistance de la classe ouvrière.

D'une certaine manière, les considérants du TSCG sont une expression inversée de la lutte de classe cristallisée. C'est la résistance de la classe qui a rendu et qui rend impossible pour le capital d'aller aussi loin qu'il eût été nécessaire dans l'offensive de destruction. La pression exercée par le capital financier nord-américain, s'exprimant en particulier à travers les agences de notation, se concentre sur cette question. Lorsque Standard and Poor's, au début de l'année 2012, abaisse la notation de la France, c'est en accusant explicitement « *les trop grandes rigidités du marché du travail* ». Aux gouvernements européens déjà étran­glés par le capital financier américain enjoint : « *Vous devez frapper beaucoup plus fort votre propre classe ouvrière, briser ces rigidités du marché du travail — traduisons : Code du travail, conventions collectives, régimes de protection sociale, toutes les garanties arrachées par la lutte de classe — et, à cette condition, peut-être, nous, les détenteurs du capital financier, nous ferons-vous confiance à nouveau.* » La baisse de la notation, ce n'est pas une « appréciation économique », mais avant tout une appréciation sociale et politique sur le terrain de la lutte de classe portée par

(1) Lire, dans *La Vérité*, n° 71, l'article « *Crise de la dette ? Non, un système à l'agonie* » et, dans ce numéro, l'article « *Economie d'armement et crise de dislocation du capitalisme* ».

la classe capitaliste, qui fixe ses conditions.

C'est là toute la particularité non seulement du nouveau traité TSCG, mais du contexte dans lequel il est mis à l'ordre du jour. Ce traité est d'une brutalité inouïe. Sa mise en œuvre jusqu'au bout supposerait d'infliger une défaite majeure à la classe ouvrière et de franchir un pas décisif dans le sens de la transformation de l'Union européenne en une dictature supranationale démembrant tout ce qui reste des segments de démocratie politique et de souveraineté des nations d'Europe (2).

Faire passer un tel plan supposerait d'anéantir toute forme d'indépendance du mouvement ouvrier. Car, en dépit des capitulations et des pactes d'accompagnement des plans de démantèlement, la classe ouvrière reste debout. Ainsi, en Espagne, quelques semaines seulement après que les dirigeants syndicaux Toxo et Mendez eurent accepté de signer un pacte honteux avec le gouvernement Zapatero, ils sont contraints, face aux premières mesures du nouveau gouvernement Rajoy, d'appeler à des manifestations. Elles ont rassemblé un million et demi de travailleurs et de jeunes qui en appellent ouvertement à la préparation de la grève générale. La conséquence : après avoir signé le TSCG, Rajoy annonce qu'il ne pourra l'appliquer ! Ici s'exprime une loi fondamentale de la lutte de classe : à la première étape de leur mobilisation, les masses se tournent inévitablement vers leurs vieilles organisations et, parfois en dépit de l'orientation des dirigeants, cherchent à s'en saisir pour en faire les instruments de leur lutte de classe. C'est, sous une certaine forme, ce qui s'est passé en Tunisie, quand les travailleurs se sont saisis de la vieille centrale UGTT comme d'un outil pour leur lutte de classe, expression même de l'existence de la classe comme classe ouvrière pour soi, consciente de ses intérêts et combattant pour les défendre.

C'est là tout le paradoxe de la situation européenne, qui n'est pas appelé à s'apaiser dans la prochaine période. Bien évidemment, cette situation est rendue possible par le fait qu'au plan politique, les dirigeants des partis historiquement nés dans le mouvement ouvrier ont accepté — et depuis belle lurette — le cadre

même des institutions de l'Union européenne. Papandréou en Grèce, Zapatero en Espagne, Socrates au Portugal ont fidèlement et loyalement accepté de mettre en œuvre tous les plans meurtriers dictés par la classe capitaliste. Mais, répétons-le, en dépit de cette pression constante dans le sens de l'union sacrée se subordonnant les organisations, la classe ouvrière est debout. Elle cherche la voie du combat. En Grèce même, après plus d'un an de crise, de plans de destruction à répétition, de grèves générales d'une journée, conduites le plus souvent à l'impasse par des directions qui veulent préserver l'existence précaire de gouvernements serviles vis-à-vis de la troïka, la situation conduit à la crise révolutionnaire ouverte. Le peuple grec ne peut pas accepter d'être réduit à néant pour le seul besoin du renflouement des banques et des spéculateurs faillits.

« *L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant ; d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est, bien entendu, le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques.* » Cette affirmation du programme de fondation de la IV^e Internationale est essentielle pour qui veut comprendre la combinaison des aspects contradictoires qui marquent la situation aujourd'hui en Europe et en dégager le point d'appui pour l'action.

Le combat politique contre la ratification du TSCG concentre, au moment où nous écrivons, le combat pour l'indépen-

(2) « *Ce nouveau traité de Bruxelles impose l'adoption de la "règle d'or" sur l'équilibre des finances publiques "de préférence en les inscrivant dans la Constitution". Il prévoit des "corrections automatiques" et la comparution devant la Cour européenne de justice en cas de non-respect. Il impose de réduire d'au moins 5 % par an la dette publique lorsqu'elle dépasse 60 % du PIB. Pour la France, cela représenterait 90 milliards d'euros par an, bien plus que le budget l'Education nationale ! Et "en cas de déficit excessif", il oblige à adopter un programme de "réformes structurelles" (privatisation, déréglementation, démantèlement des régimes de protection sociale et du Code du travail, baisse des salaires et des retraites...). Ces réformes structurelles devront être approuvées par la Commission européenne qui en contrôlera directement l'exécution* » (déclaration du POI, France, 2 mars 2012).

dance de classe. Si l'on prend en considération l'architecture d'ensemble des traités MES et TSCG, elle se résume à une fonction : être le gourdin entre les mains du capital financier nord-américain pour préserver ses intérêts et contraindre les gouvernements européens à écraser la classe ouvrière et imposer le cadre corporatiste (3).

C'est pourquoi les sections et militants de la IV^e Internationale agissent pour aider à la réalisation de l'unité des travailleurs et de leurs organisations pour mettre en échec la ratification du TSCG. Ils le font à l'échelle de tout le continent, dans le cadre ouvert par le meeting internationaliste tenu le 1^{er} octobre à Paris avec des travailleurs et militants de toutes tendances, venus de différents pays d'Europe et rassemblés dans un même combat contre les plans de la troïka UE-FMI-BCE. Ils le font dans chaque pays, sous des formes correspondant à la situation nationale et à leurs propres forces.

Il s'agit là de la défense de la classe ouvrière comme classe, mais aussi de la défense de la démocratie politique (qui en est inséparable) et de la souveraineté des nations. Dans ce mouvement, les plus grandes différenciations se dessinent. Même lorsque le sommet des organisations semble prêt à s'engager sur la voie de l'accompagnement, il n'en est pas de même à tous les niveaux des organisations ouvrières, où les cadres et les militants — certes avec des illusions, des confusions, des contradictions — restent attachés à l'indépendance de leurs organisations et n'acceptent pas de se voir transformés du jour au lendemain en supplétifs des plans américains. C'est à partir de la compréhension de ce mouvement contradictoire que les sections de la IV^e Internationale, mettant en œuvre une politique audacieuse de front unique, jouent le rôle qui est le leur. A savoir : aider à la mobilisation des masses autour d'un système de revendications transitoires, dont la première, aujourd'hui, est la non-ratification des traités, forme concentrée de l'exigence de rupture avec l'Union européenne, condition politique pour émanciper le mouvement ouvrier de la tutelle corporatiste

dans laquelle les dirigeants voudraient l'enfermer. Il s'agit ainsi d'aider la classe à se préparer aux grands chocs de lutte de classe à venir dans la prochaine période, dans un contexte où, nous l'avons souligné, la révolution prolétarienne frappe aux portes de l'Europe.

Les militants de la IV^e Internationale ne sous-estiment pas la complexité de la situation et les menaces qui pèsent sur la classe ouvrière et, au-delà, sur toute la civilisation humaine. Ils comprennent à quel point se trouve ici vérifiée l'absolue nécessité d'aider à résoudre la crise de la direction. C'est-à-dire aider, sous les formes appropriées, à jeter les bases ici de partis ouvriers indépendants, là de groupements politiques qui, au sein des organisations traditionnelles, vont combattre et agir pour préserver, restaurer, reconquérir l'indépendance politique du mouvement ouvrier. Les formes varient d'un pays à l'autre. Mais le contenu est le même. C'est en se séparant totalement de la classe capitaliste que la classe ouvrière est à même de défendre ses intérêts. C'est ainsi que, historiquement, s'est constitué le mouvement ouvrier et qu'il a été capable d'arracher les plus grandes conquêtes de la classe ouvrière. Ce n'est pas autrement qu'il peut agir aujourd'hui.

C'est un combat pour gagner. La classe ouvrière a toutes les ressources pour renverser l'ordre des choses. La décision que les militants de la IV^e Internationale ont prise de jeter les bases de tels partis et regroupements politiques indépendants, c'est-à-dire d'œuvrer à la résolution de la crise de la direction, est la condition pour aider le mouvement de toute la classe à se constituer. Et à vaincre.

Daniel Gluckstein

(3) A l'heure où nous écrivons, en pleine campagne présidentielle en France, Sarkozy déclare que « *la lutte de classe n'a pas sa place dans la République* », et François Hollande (PS) affirme « *qu'un président de la République a besoin des syndicats pour gouverner avec lui* ». Sous deux formes différentes, une même inspiration corporatiste, qui remet en cause l'essence même de la démocratie politique.

La place de l'Allemagne dans la crise qui secoue l'Europe

Par Marc Lacaze

Le déroulement des événements qui ont immédiatement précédé le report du sommet européen qui devait avoir lieu les 1^{er} et 2 mars 2012 mérite d'être retracé brièvement car ils illustrent la place qu'occupe l'Allemagne dans la crise.

Début février, la pression de l'administration américaine se fait plus forte sur les Européens qui sont sommés de mettre de l'ordre dans leurs affaires de façon à rassurer les « marchés ». La pression n'est pas désintéressée. Obama, lui-même confronté à la crise politique qui ravage les sommets de l'impérialisme le plus puissant, aimerait se présenter devant ses électeurs comme l'homme qui a mis le monde à l'abri d'un krach mondial.

La dégradation par l'agence Standard and Poor's de la note de la France le 14 janvier indiquait que, pour les principaux représentants du capital financier, les affaires européennes devaient désormais se traiter à Berlin.

S'il avait fallu, après cela, mettre encore les points sur les « i », Robert Zoellick, président de la Banque mondiale, l'a fait à Munich, le 4 février, lors de la « Conférence annuelle pour la sécurité ». Il a mis ses hôtes en garde :

« 2012 est l'année où l'Allemagne pourra prendre le leadership en Europe

mais aussi celle où elle pourra échouer (...). L'Allemagne doit proposer un cap et pas seulement des plans de rigueur. (...) Que va-t-il se passer si Mario Monti perd sa majorité ? Il ne s'agit pas d'économie mais de stratégie. »

Quelques jours plus tard, les 25 et 26 février à Mexico, le FMI revenait à la charge et exigeait des ministres des Finances du G 20 qu'ils augmentent de 600 milliards les réserves du fonds, en prévision des « risques » encourus dans la zone euro et dans les économies fragiles sur les autres continents. La pression montait à nouveau d'un cran sur l'Allemagne.

Merkel faisait savoir qu'elle n'était favorable ni au renforcement des réserves du FMI ni, d'ailleurs, à l'augmentation des capacités du FESF-MES. Le sommet européen était reporté...

A la veille de l'adoption par le Bundestag du deuxième plan de 130 milliards « d'aide à la Grèce », elle jouait gros, et en était très consciente. Elle craignait par-dessus tout de contribuer à provoquer une réaction de la population à ces sorties massives d'argent, destinées à garantir les milliards « prêtés » par les banques et les spéculateurs, alors que la population allemande est encore sous le coup des dix ans d'austérité et de déréglementation qu'elle vient de subir.

Le surlendemain (29 février), au Bundestag, elle reçoit un sérieux avertissement. Vingt députés de sa majorité (CDU/CSU-FDP) lui ont refusé leurs voix. Elle a perdu ce qu'on appelle en Allemagne la « majorité du chancelier » (majorité absolue des députés) et a dû s'appuyer sur le vote de « l'opposition » SPD-Verts.

La belle assurance de la chancelière n'est plus qu'un souvenir. Les fissures qui se sont ouvertes dans la coalition gouvernementale expriment, jusqu'au sein de sa majorité, le sentiment qu'il est impossible pour l'Allemagne de jouer, en Europe, le rôle qui lui est dévolu par l'impérialisme américain. Merkel sait, comme tous — sociaux-démocrates compris — qu'un tournant dans la situation est en train de s'opérer. Les signes qu'un processus moléculaire se développe dans les profondeurs de la classe ouvrière allemande, en dépit de la chape de plomb que fait peser sur elle, depuis la brutale offensive du social-démocrate Schröder, la direction sociale-démocrate du DGB, ne trompent pas.

Le changement précipité de président de la République fédérale a donné lieu à une concertation de l'ensemble des partis. Le fait qu'un accord soit intervenu entre Merkel et le SPD pour proposer la candidature de Gauck laisse transparaître d'autres discussions. L'insistance mise, ces derniers jours, au sein de la direction du SPD sur le resserrement nécessaire des liens avec la direction du DGB indique qu'on se prépare à toute éventualité — y compris la reconstitution d'un gouvernement de grande coalition — si le maintien de l'ordre social l'exigeait.

Il est indispensable de comprendre les raisons qui poussent l'impérialisme américain à vouloir faire jouer à l'Allemagne un rôle qui est au-dessus de ses forces.

Ce serait une erreur de s'en tenir à une simple explication du type : « *C'est la puissance économique de l'Allemagne.* » Elle existe, certes, mais elle n'a rien à voir avec, par exemple, sa puissance économique d'avant-guerre. Sa puissance est fondée aujourd'hui essentiellement sur les capacités exportatrices de son industrie mécanique. Les financiers et industriels allemands ont engagé toutes leurs forces

dans le créneau que leur ouvrait Schröder en baissant brutalement le coût du travail en Allemagne, avant que les conséquences d'une politique d'austérité en Europe ne ferment les débouchés du marché européen. Aujourd'hui, alors que l'Europe se ferme, la puissance de l'économie allemande dépend de plus en plus des capacités d'absorption du marché chinois. Sa puissance se révèle, sous cet angle, extrêmement fragile et étroitement tributaire des variations de la « croissance » mondiale.

Les succès les plus importants de l'Allemagne, qui la font désigner dans la dernière période par tous les gouvernements comme un modèle pour toute l'Europe, tiennent, d'abord et avant tout, à la « paix sociale » qui y a été établie, tout particulièrement ces dix dernières années. Mais tout le monde craint, ces derniers jours, qu'elle ne se rompe.

JUSQU'OUÙ LA CHAPE DE PLOMB QUE FAIT PESER LA DIRECTION DU DGB SUR LA CLASSE OUVRIÈRE ALLEMANDE TIENDRA-T-ELLE ?

La pression exercée par le FMI, le G 20, par Timothy Geithner, le secrétaire d'Etat américain, sur Merkel est en train de porter le gouvernement et les institutions de la République fédérale au point de rupture.

Certes, la bourgeoisie allemande a profité à plein de ces vingt années de zone euro, mais il y a un détail que tous feignent d'ignorer. Il y a vingt-trois ans, le prolétariat allemand qui avait abattu le Mur de Berlin, qui avait contraint à la réunification, s'est rassemblé, malgré tous les obstacles, dans une seule et même organisation de classe. Il forme désormais le plus gros des bataillons de la classe ouvrière européenne. Et nous nous trouvons dans cette situation paradoxale où les relations sociales « apaisées » existant en Allemagne sont citées tous les jours comme le modèle de responsabilité que les dirigeants syndicaux européens sont invités à imiter.

C'est au chancelier social-démocrate Gerhard Schröder que l'on doit cette situation paradoxale. Il y a pratiquement dix

ans, Schröder a déclaré la guerre aux travailleurs dans sa déclaration gouvernementale (« Agenda 2010 ») du 14 mars 2003. Il a imposé une réduction de l'indemnité de chômage et le raccourcissement de sa durée. Il a condamné, avec sa loi « Hartz IV », des centaines de milliers de gens à la pauvreté, au travail précaire, sans protection contre le licenciement. Il a multiplié les CDD et le travail intérimaire. Il a placé de véritables charges explosives dans ce qui tient lieu de Code du travail, remettant en cause le système des conventions collectives et donc les prérogatives des syndicats, garants des droits collectifs des travailleurs. Il a imposé l'introduction de clauses dérogatoires dans les conventions collectives.

La classe ouvrière a tenté de réagir, il y a eu une vague de mobilisations contre ces plans... C'est alors que les agences de notation S & P et Moody's ont menacé d'abaisser la note de l'Allemagne si l'« Agenda » de Schröder n'était pas immédiatement adopté en tous points.

Fin mai 2003, le président du DGB, Michael Sommer, et la direction de l'IG Metall appelaient ensemble à l'arrêt de toutes les actions engagées, au nom de prétendus premiers « correctifs » apportés à ces mesures.

Les directions syndicales ont ensuite appelé à des actions d'accompagnement « critique » du cours imposé par Schröder, avec manifestations.

Durant la crise de 2008-2009, les directions des grandes fédérations syndicales ont élaboré avec le patronat toutes les mesures d'assouplissement des règles permettant de « sauver » des emplois. Le chômage partiel a été poussé le plus loin possible, avec pour corollaire le pillage de l'assurance chômage et une nouvelle explosion de la précarité.

Enfin, fait sans précédent, la veille du vote au Bundestag (le 29 septembre 2011) du premier paquet d'« aide » à la Grèce, Sommer a solennellement publié un communiqué commun avec le président des fédérations du patronat allemand, Dieter Hundt. Dans ce communiqué, ils appellent ensemble les députés à voter l'élargissement du FESF. Ils les appellent au nom de « *l'intérêt commun des tra-*

vailleurs et de toute l'économie allemande » à prendre leurs responsabilités pour ouvrir enfin la voie à une meilleure coordination de la politique économique au niveau européen.

Au même moment, la confédération allemande DGB diffusait un tract appelant les députés à voter la réforme du FESF. Ce tract était signé par les huit présidents des principales fédérations du DGB. La direction sociale-démocrate de l'appareil syndical engageait toutes ses forces aux côtés des banques européennes, violant le mandat le plus élémentaire de toute organisation syndicale, sans avoir saisi aucune instance, aux côtés du patronat pour faire payer les 210 milliards de « garanties » aux travailleurs. Elle engageait toutes ses forces pour faire payer à ces travailleurs qui vivent déjà, comme à Berlin, à 21 % des moins de 65 ans, de l'aide sociale. Jusqu'où pourront-ils maintenir la chape de plomb qu'ils font peser sur la classe ouvrière ?

Le deuxième paquet de 130 milliards d'« aide » à la Grèce vient d'être voté (27 février), sans que Sommer ait osé, cette fois, mettre ouvertement son poids dans la balance. Chacun sent la situation devenir explosive.

Les travailleurs savent compter : 210 milliards + 130 milliards = 340 milliards. Trois cent quarante milliards pour les banques, au moment où s'ouvrent des négociations tarifaires dans les services publics et dans la métallurgie et où les patrons ne veulent rien lâcher.

L'IG Metall réclame 6,5 % de hausse des salaires. La pression de la base du syndicat est grande. La direction du syndicat pourra-t-elle, comme en 2010, renoncer à une « revendication chiffrée », au nom du maintien de l'emploi ? Ce qui va se passer en ce début mars revêt une importance exceptionnelle pour la classe ouvrière dans toute l'Europe.

Les travailleurs allemands ont reçu des coups, ils ont été empêchés ces dix dernières années de se servir de toute la puissance de leurs organisations, mais ils existent comme classe et ils demeurent organisés comme tels. Les « miracles » annoncés dans le domaine de la défense de l'emploi vont se dégonfler comme des baudruches, dès les

premiers signes, perceptibles en Allemagne, de la récession mondiale.

La classe ouvrière la plus concentrée et la plus organisée d'Europe est inéluctablement poussée à occuper toute la place qui lui revient dans cet affrontement européen. Il revient aux militants de la IV^e Internationale de l'aider à construire les points d'appui lui permettant de déployer sa puissance.

**“L'ENNEMI EST
DANS NOTRE PROPRE PAYS”
(KARL LIEBKNECHT)**

Le système de domination impérialiste fait eau de toutes parts. La pression de l'impérialisme américain porte à leur paroxysme toutes les contradictions qui traversent la société allemande. Le centre de gravité de la situation en Europe, pour l'impérialisme américain, c'est la capacité de contrôle que Sommer est en mesure d'exercer sur la classe (et jusqu'où ?).

En ce sens, Sommer est infiniment plus important que Merkel elle-même. La puissance financière et économique de l'Allemagne ne peut jouer son rôle de coupe-circuit de la « crise », elle ne peut préserver les banques américaines de la contagion que si Sommer est capable de continuer à « neutraliser » la classe ouvrière. C'est le véritable et ultime verrou de la situation dans toute l'Europe.

Dégager cette dimension essentielle afin de permettre que monte des profondeurs du prolétariat allemand la condamnation sans appel de l'ignominie qui a consisté, pour un Sommer, à couvrir de l'autorité du DGB, de ses millions de syndiqués le honteux diktat adressé par Merkel au peuple frère grec constitue l'aide irremplaçable au mûrissement de la situation que se fixe d'apporter la IV^e Internationale.

Sommer s'est réclamé publiquement, de façon provocatrice, des intérêts communs des travailleurs allemands et de leurs entreprises exportatrices pour engager les syndicats à « sauver » la zone euro avec Merkel et les patrons, à soutenir le langage de fermeté insultante d'un Schäuble à l'égard du peuple grec.

C'est lui qui a joué le rôle central permettant aux Américains de pousser plus loin Merkel dans le rôle de véritable « Gauleiter » chargé de faire appliquer les plans assassins contre tous les peuples européens, sans oublier le peuple allemand.

C'est lui (avant même Merkel) qui s'est fait le complice de tous les provocateurs attachés dans toute l'Europe à déchaîner la haine xénophobe, notamment contre les Allemands, car il a couvert de son autorité de président de la principale confédération ouvrière d'Europe l'appui à Merkel, à la troïka, comme le pire valet du capital financier.

Il peut aujourd'hui jurer, la main sur le cœur, sa solidarité avec le peuple grec. Il peut parader avec la Confédération européenne des syndicats (CES) et scander : « *Trop, c'est trop !* ». C'est lui qui, répétons-le, a permis à Merkel de se porter aux avant-postes pour étrangler le peuple grec.

Sa condamnation intransigeante est le point d'appui le plus solide pour aider la classe ouvrière à se ressaisir de son organisation de classe, pour avancer dans la réalisation du front unique et rétablir la classe ouvrière à la place qui est la sienne dans les bouleversements révolutionnaires européens qui sont engagés.

Seule une délimitation au couteau avec la direction Sommer contribuera à rétablir le prolétariat allemand, à sa place, au premier rang du combat avec le peuple grec qui nous indique l'avenir auquel le capital financier veut nous condamner tous. Les militants de la IV^e Internationale s'y emploient, conformément à la directive que leur adressait, le 6 octobre 1932, Léon Trotsky :

« *La voix décidée d'un seul Liebknecht avait, durant la guerre, une signification incomparablement plus forte pour le développement de la révolution allemande que les semi-protestations sentimentales des pacifistes du parti indépendant* » (1).

Marc Lacaze

(1) Le Parti indépendant (USPD), scission du Parti social-démocrate allemand intervenue en 1917 sur la base de l'opposition de la gauche du parti à « l'union sacrée », demeura fondamentalement sur le terrain des protestations pacifistes.

Problèmes de la crise révolutionnaire en Grèce

Par Christel Keiser et Dominique Ferré

La *Folha de São Paulo*, le journal de la bourgeoisie brésilienne, écrit le 23 février 2012 dans l'éditorial de son supplément économique : « *Pour faire simple, le "plan de sauvetage" réduit la Grèce à l'état de colonie : sans monnaie, sans autonomie budgétaire, sans crédit, sans rien. (...) Evidemment, personne ne porte le moindre intérêt à la Grèce et encore moins aux Grecs du commun. Ce que l'élite européenne prétend, c'est gagner du temps (...), protéger les banques et les gouvernements européens d'un "accident" en Grèce (par exemple une révolution).* » En Grèce même, Georges Karatzaféris, ex-ministre du gouvernement Papadémos et chef du parti d'extrême droite Laos (1), déclarait avant de s'engager à mettre en œuvre le nouveau mémorandum de la troïka, que cela risquait de « *contribuer à l'explosion d'une révolution, qui risquerait ensuite de s'étendre à toute l'Europe* ». Tous en conviennent : c'est bien la crise révolutionnaire qui est à l'ordre du jour en Grèce.

Une crise révolutionnaire grecque « dans sa forme », mais européenne et internationale dans son contenu (renforcé par les deux nouveaux traités européens MES et TSCG). En publiant, en janvier 2012, un modeste bulletin de discussion intitulé « *La lettre de la IV^e Inter-*

nationale » en langue grecque, les militants de la IV^e Internationale proposent aux militants ouvriers de toutes tendances d'ouvrir la discussion sur les problèmes politiques posés par la mobilisation des masses, et sur la perspective de regroupement pour une politique ouvrière indépendante en Grèce et à l'échelle du continent.

C'est dans ce cadre qu'il faut poser d'emblée une question : comment est-il possible que le mouvement de la classe ouvrière grecque avec ses organisations, depuis deux ans, n'ait pu mettre un coup d'arrêt à la politique infernale de mesures d'austérité dictées par la troïka et mises en œuvre par le gouvernement Papandréou, puis Papadémos ?

Ce mouvement d'une puissance inégalée de la classe ouvrière, entraînant ses organisations, et de larges secteurs de la petite bourgeoisie est confronté à de solides obstacles internes. Obstacles que, pour le moment, il n'a pas réussi à submerger. Et dès lors, les militants de la IV^e Internationale se doivent d'apporter leur contribution au débat nécessaire entre

(1) Le Laos (extrême droite chrétienne orthodoxe), Nea Demokratia (droite) et le Pasok (Mouvement socialiste panhellénique, membre de l'Internationale socialiste) sont les trois partis du gouvernement d'union nationale.

militants ouvriers, pour identifier ces obstacles et aider à formuler les voies et les moyens de les surmonter.

En ce début 2012, les masses grecques :

— se sont à nouveau spontanément manifestées dès les fêtes du Noël orthodoxe de début janvier, s'en prenant à l'une des institutions de l'ordre bourgeois en Grèce : l'Eglise orthodoxe et son patriarche, accusés par leurs propres fidèles de se tenir aux côtés des riches et des puissants...

— ont à nouveau répondu en masse à l'appel à la grève de vingt-quatre heures des confédérations syndicales le 17 janvier, lors de la première visite de l'année 2012 des émissaires de la troïka à Athènes.

— se sont largement mobilisées du 6 au 12 février, lors de la nouvelle visite de la troïka à Athènes visant à faire avaliser par le gouvernement Papadémos et par chacun des chefs de partis du gouvernement d'union nationale, puis par le Parlement, le nouveau mémorandum (2).

Précisons : au cours de cette semaine du 6 au 12 février, c'est l'initiative des masses, dans et à travers leurs organisations syndicales, qui pousse les dirigeants confédéraux des confédérations du secteur privé, GSEE (700 000 membres), et public, ADEDY (350 000 membres), à appeler à la grève du jour au lendemain, pour le 7 février.

De la même façon, alors qu'après des heures de discussions ininterrompues, les dirigeants des trois partis entérinent le plan du gouvernement Papadémos le 9 février, ouvrant la voie au vote du Parlement le 12 février, à nouveau, la pression puissante d'en bas amène les dirigeants de GSEE et ADEDY à appeler à la grève de quarante-huit heures dès le 10 février, tandis que syndicats et partis appellent à manifester face au Parlement, le 12 février, lors du vote.

Cette nouvelle mobilisation des masses entraînant leurs organisations syndicales, agrégeant autour d'elles de larges couches de la petite bourgeoisie étranglée par la crise... est un nouveau facteur de la désagrégation des institutions et de l'appareil de l'Etat bourgeois.

Six ministres, dont deux du Pasok, démissionnent. Au Parlement le 12 février, quarante-trois députés seront exclus, moitié Pasok, moitié Nea Demokratia, pour s'être absentés ou avoir voté contre le mémorandum.

Crise, à nouveau, dans l'appareil d'Etat : le principal syndicat de policiers déclare : *« Vous ne pouvez nous contraindre à nous battre contre nos frères (...) manifestant ou exigeant un changement de politique. »*

“LE PRINCIPAL OBSTACLE...”

A nouveau, comme nous l'avons expliqué à propos des événements d'octobre-novembre 2011, la situation en Grèce reste marquée — pour reprendre les termes de Lénine — par le fait que « en bas, on ne veut plus vivre comme avant » et que, « en haut, on ne peut plus gouverner comme avant ». Et pourtant — et c'est là toute la contradiction —, on continue bel et bien à gouverner, puisque le mémorandum, comme toutes les mesures barbares précédentes, est voté et appliqué.

Le 12 février, le centre d'Athènes voit se reproduire des scènes déjà vues lors de la grève des 19 et 20 octobre 2011 : une masse gigantesque (100 000, 200 000 ?) entraînant les principales organisations politiques et syndicales qui se réclament de la classe ouvrière, encercle le Parlement... Une masse qui s'est unifiée dans un seul mot d'ordre : « Dehors la troïka ! », c'est-à-dire dehors l'Union européenne, la BCE, le FMI ; dehors le gouvernement, les députés, les partis, les institutions qui acceptent de s'y soumettre... Et à nouveau, le Parlement votera, tard dans la nuit, à une majorité de 199 sur 300, le mémorandum. Et non seulement le Parlement le votera... mais, comme nous le verrons, il le votera sans que les directions confédérales des

(2) Nouveau mémorandum qui prévoit, entre autres, la baisse de 22 % du salaire minimum et de nouvelles baisses des pensions de retraite, la destruction de 150 000 postes dans la fonction publique et la privatisation totale des entreprises publiques telles que l'eau, les chemins de fer et l'électricité. Au même moment, le PSI (Participation du secteur privé) exige la liquidation totale de l'accord national de convention collective.

organisations syndicales ne fassent suivre ce vote de la moindre consigne.

Pour les militants de la IV^e Internationale, ce problème majeur est celui qui est au centre de son programme, qui affirme notamment :

« Le principal obstacle dans la voie de la transformation de la situation pré-révolutionnaire en situation révolutionnaire, c'est le caractère opportuniste de la direction du prolétariat, sa cowardise petite-bourgeoise devant la grande bourgeoisie, les liens traîtres qu'elle maintient avec celle-ci, même dans son agonie (3). Dans tous les pays, le prolétariat est saisi d'une profonde angoisse. Des masses de millions d'hommes s'engagent sans cesse sur la voie de la révolution. Mais, chaque fois, elles s'y heurtent à leurs propres appareils bureaucratiques conservateurs. »

Comme nous l'indique un militant :

« Le 12 février, face au Parlement, un cri montait de partout : « Dehors la troïka ! » Cela fait quinze, vingt fois que les travailleurs ont fait la démonstration, par des grèves de vingt-quatre ou quarante-huit heures, par des occupations, des manifestations, qu'ils sont prêts à aller jusqu'au bout. "Jusqu'au bout", c'est-à-dire jusqu'à chasser la troïka et son représentant, le gouvernement Papadémos. Bloquer le pays jusqu'au départ de la troïka et de ses plans, c'est cela que nous attendons de nos organisations. Or, une semaine plus tard, dimanche 19 février, à peine quelques milliers de travailleurs ont répondu à l'appel à manifester, au même endroit, de GSEE et ADEDY. »

“LA SITUATION NE PEUT CHANGER QUE DANS UN SOULÈVEMENT GÉNÉRAL”

Ce problème d'ailleurs a commencé à être posé dans le mouvement ouvrier grec. Au lendemain du 12 février, et à la veille de la réunion des directions confédérales, le syndicat des enseignants du secondaire (Olme) s'est adressé, le 15 février, à sa confédération ADEDY, pour dire :

« Nous continuons notre combat pour le renversement de cette politique. Nous

demandons instamment que les syndicats et les fédérations des secteurs public et privé appellent à la poursuite de la grève. Nous appelons la direction d'ADEDY à ce qu'elle décide immédiatement de poursuivre le combat sous toutes les formes (grèves, occupations, manifestations, rassemblements, etc.) jusqu'à ce que la troïka parte. Il est évident que la situation ne peut changer que dans un soulèvement général qui aura les caractéristiques d'une grève politique. »

Précisons : certains regroupements, telle la « coalition anticapitaliste » Antarsya, prétendent eux aussi avancer la perspective pour une « grève politique illimitée »... sans mentionner cependant une seule fois que cela pose le problème de l'unité, de haut en bas et de bas en haut, de toute la classe ouvrière, qui n'existe en Grèce comme à l'échelle internationale, qu'à travers ses organisations, au premier rang desquelles les organisations syndicales.

Or les dirigeants des confédérations syndicales ont annoncé une réunion le 14, puis le 15 février pour discuter « de la poursuite ou non de leur mouvement »... Mais dès le 13 février, GSEE demande « l'intervention immédiate du Parlement européen pour protéger les travailleurs grecs ». Qui peut croire que le « Parlement » européen, qui, il y a quelques mois, approuvait dans un large consensus « gauche-droite » le Mécanisme européen de stabilité (MES), qui a approuvé tous les prétendus « plans d'aide à la Grèce »... peut être un point d'appui pour ce combat ?

DEUX TENDANCES CONTRADICTOIRES

Finalement, les dirigeants confédéraux appelleront à un nouveau rassemblement... le dimanche 19 février dans la matinée, sur la base d'un appel à se rassembler « pour défendre la Constitution,

(3) Avec la bourgeoisie agonisante, ce qui signifie dans ce cas précis : avec ses institutions (FMI, Union européenne, Banque centrale européenne), avec leurs plans, leurs traités.

les lois et la démocratie », c'est-à-dire retirant le tapis et refusant le seul moyen d'action qui, s'appuyant sur la formidable combativité des travailleurs, pouvait empêcher la mise en œuvre du mémorandum : la grève générale dans l'unité pour en finir avec les mesures barbares.

Même au cœur de ce rassemblement du 19 février, l'aspiration contenue dans la lettre d'Olme s'est exprimée : une retraite, citée par différents organes de presse, et exprimant ce que pense des millions, hurlait : « *Je touche maintenant six cents euros de pension par mois au lieu de mille deux cents euros... Mais ça fait déjà cinq fois qu'il y a des coupes, où est-ce qu'ils vont couper encore ? Il faut que les syndicats appellent tout le monde à aller dans la rue !* »

Bien entendu, nul n'ignore la pression gigantesque qui pèse. En permanence les organisations ouvrières voient s'affronter deux tendances contradictoires en leur sein. La pression saine qui vient d'en bas, s'appropriant l'organisation ouvrière et l'entraînant dans le combat pour les revendications. L'autre, qui vient d'en haut, de Bruxelles, de l'appareil d'Etat, poussant à l'accompagnement des plans de la troïka, ne peut conduire qu'à l'autodestruction des organisations elles mêmes.

Ainsi, en janvier, se constitue un « Front commun du dialogue social » — regroupant la GSEE et des organisations patronales — qui propose au gouvernement d'élaborer « *des mesures concrètes pour la diminution du coût non salarial et l'amélioration de la compétitivité de l'économie nationale* ». Face aux diktats du Private Sector Involvement (PSI, Participation du secteur privé), la direction de GSEE revendique de conserver la convention collective nationale de travail, ce qui est parfaitement correct... mais dans le même temps, elle accepte la diminution du « coût non salarial », ce qui implique des attaques contre la Sécurité sociale et les retraites. La Confédération nationale du commerce (patronale) se saisissant de cela, préconise la signature d'un « *protocole social* », invoquant l'exemple du récent accord social tripartite signé au Portugal par la direction de l'UGT. On retrouve là le problème auquel le mouvement ouvrier est confronté : accompagner

les plans de la troïka ... et donc disparaître comme organisations ouvrières dans la dictature corporatiste, ou exiger le retrait des plans, c'est-à-dire répondre au mandat donné par les centaines de milliers qui manifestent, de Lisbonne à Athènes.

LE MANDAT DES MASSES : “DEHORS LA TROÏKA !”

Le mandat qui est donné à leurs organisations par les masses, c'est le mot d'ordre repris par des centaines de milliers de voix le 12 février à Athènes : « Dehors la troïka ! » « *Dehors la troïka* » signifie exiger des organisations qu'elles rompent avec la troïka, pas seulement dans les mots, mais qu'elles rompent tous les liens qui les relient à ses plans, à la mise en œuvre des mesures barbares de baisse des salaires direct et indirect, sous le fallacieux prétexte qu'il faut bien s'y mettre tous ensemble, patrons, gouvernement et syndicats, pour trouver de prétendues solutions.

« Dehors la troïka » signifie en finir avec les appels à des journées de grève isolées qui ne peuvent à la longue qu'épuiser les travailleurs. Cela signifie permettre aux travailleurs de se frayer une voie en surmontant le refus obstiné des sommets d'en appeler au soulèvement général.

Bien entendu, la perspective d'un tel soulèvement général, d'une grève générale pose directement le problème du pouvoir. Ce problème est posé en réalité depuis des mois. Il était contenu dans le mot d'ordre d'octobre 2011 : « *Prenez votre mémorandum et barrez-vous !* » C'est-à-dire : dehors le gouvernement au service de la troïka qui étrangle la Grèce, donc, place à un gouvernement qui rompe avec toute cette politique et avec les institutions internationales FMI, Commission européenne, BCE.

QUEL GOUVERNEMENT RECONSTRUIRA LA GRÈCE ?

Quel gouvernement annulera les mesures du mémorandum et les mesures

passées, annulera le paiement de la dette et rompra avec le FMI et l'Union européenne ? Il ne peut y avoir, aujourd'hui en Grèce comme dans aucun pays d'Europe, d'autre issue positive pour les travailleurs que se situer sur le terrain de la rupture avec les institutions internationales du capital en décomposition. Sans pouvoir en préfigurer la forme exacte, il est possible qu'un tel gouvernement, rompant avec la troïka, surgisse d'une grève générale dressant contre le gouvernement Papadémós à la solde du FMI et de l'Union européenne, le front uni des organisations ouvrières – syndicales et politiques – porté par l'exigence : « *Dehors la troïka !* »

Mais une telle perspective pose, comme sur le plan syndical, la question centrale de l'unité de la classe ouvrière et de ses organisations sur la ligne de la rupture avec les institutions internationales et leur politique, et la rupture avec les institutions de l'Etat grec en décomposition qui n'existent aujourd'hui plus que comme institutions subsidiaires du FMI et de l'Union européenne.

Au moment où nous terminons cet article, la presse grecque indique que les sondages créditent la « gauche » (c'est-à-dire le Parti communiste de Grèce, KKE, la coalition parlementaire Syriza et la Gauche démocratique) de 30 à 40 % des

intentions de vote en cas d'élections législatives. Les mêmes sondages indiquent un effondrement du Pasok en dessous des 10 % d'intentions de vote, ce qui correspond par ailleurs à la vague ininterrompue de démissions de ses membres, de ses cadres syndicaux, ainsi que l'effondrement des scores de ses fractions syndicales dans les élections internes. Avec toutes les réserves liées aux sondages, on peut affirmer que ces tendances montrent que les travailleurs reportent — non sans illusions — leur confiance sur les partis qui leur apparaissent comme s'opposant à la troïka et à son gouvernement. A l'inverse, un large rejet frappe la direction du Pasok dont la direction — au compte de l'Internationale socialiste — revendique cyniquement la prise en charge directe de la politique de destruction.

LA "SOLUTION LA PLUS ÉCONOMIQUE"

Pour les militants de la IV^e Internationale, il est évident que « la solution la plus économique » serait que les dirigeants des partis qui ont aujourd'hui la confiance des masses s'orientent dans la voie de la rupture avec l'Union européenne et le FMI, c'est-à-dire qu'ils opposent un front uni au

UNE CAMPAGNE DÉTESTABLE

Notons à ce sujet que se développe, en Allemagne, comme en Grèce, à l'intérieur même du mouvement ouvrier, et relayée par certains de ses sommets, une campagne détestable qu'il est du devoir de la IV^e Internationale de dénoncer. En Allemagne, certains secteurs, en soutenant la politique de Merkel — et ses déclarations haineuses contre les travailleurs grecs — tentent sans succès d'enfermer la classe ouvrière dans une opération d'union nationale. En Grèce, se saisissant des déclarations de Merkel, certains groupes issus du stalinisme tentent de remplacer la haine méritée des travailleurs grecs contre la troïka, l'Union européenne et les gouvernements français et allemand, par une campagne contre « les Allemands », « l'Allemagne », etc., cela afin de dédouaner la troïka. Les travailleurs doivent être vigilants : de telles campagnes ne peuvent-elles pas conduire aux affrontements fratricides

sanglants fabriqués par l'impérialisme, comme les Balkans en ont déjà payé chèrement le prix dans les années 1990 ? Contre cette politique de division qui vise à dédouaner l'Union européenne, cette « prison des peuples », la IV^e Internationale en Grèce se revendique fièrement de la continuité des traditions de Pandelis Pouliopoulos (1900-1943), fondateur du KKE, de l'Opposition de gauche, puis dirigeant de la IV^e Internationale en Grèce, qui, face au peloton d'exécution des troupes fascistes italiennes, harangua dans leur langue les travailleurs sous l'uniforme, qui refusèrent l'ordre de tirer donné par leurs officiers. C'est cette tradition internationaliste que mettent en œuvre les militants ouvriers allemands de toutes tendances — dont les militants trotskystes allemands — qui se sont rassemblés le 27 février dernier, devant le Bundestag lors du vote sur le MES, derrière une banderole exprimant l'unité de classe des travailleurs grecs et allemands contre leurs ennemis communs promoteurs du MES-TSCG.

gouvernement Papademos pour la constitution d'un gouvernement rompant avec l'Union européenne et le FMI. Loin « d'isoler la Grèce » du reste de l'Europe, un tel mouvement recueillerait la sympathie des travailleurs de toute l'Europe, confrontés aux plans assassins de la troïka, aux traités MES-TSCG qui, comme l'affirme Paul Quilès, un ancien ministre du Parti socialiste en France, ne vise à rien d'autre qu'« à institutionnaliser ce que la "troïka" impose à la Grèce aujourd'hui ». Il recueillerait la sympathie des travailleurs et des peuples des Balkans, comme le peuple roumain qui s'est dressé, en décembre 2011, contre le gouvernement Basescu et sa contre-réforme de privatisation de la santé dictée par le FMI, dans une explosion spontanée d'où ont jailli les mots d'ordre « *La privatisation tue !* », « *Dehors le FMI* ». Il recueillerait la sympathie des travailleurs d'Italie, d'Espagne, du Portugal, de France et d'Allemagne.

Or c'est un fait que parmi ces partis, certains — Synaspismos, Gauche démocratique — prétendent ouvertement qu'une solution au sort tragique du peuple travailleur est possible dans le cadre de l'Union européenne, « réformée » ou « renouvelée ». Cela correspond à la politique du Parti de la gauche européenne (PGE) dont Synaspismos est membre. Position qui rejoint, concernant la dette, celle des regroupements dits « anticapitalistes » qui avancent la prétendue nécessité d'un « *audit citoyen* » de la dette, pour déterminer la part de ce qu'ils appellent la « *dette illégitime* ». C'est un fait que — contre toute évidence et contre ce que revendiquent les millions de travailleurs grecs qui exigent « dehors la troïka » — de nombreuses forces de « gauche » et « d'extrême gauche » s'obstinent à prétendre que la rupture avec l'Union européenne et avec la dette n'est pas une question clé pour ouvrir une issue.

“OFFRIR UNE ISSUE FAVORABLE EST INCOMPATIBLE AVEC L'EURO ET L'UNION EUROPÉENNE”

Ces derniers mois, la IV^e Internationale a engagé le débat avec de nombreux

groupes et militants. Parmi eux, les camarades de l'Organisation des communistes internationalistes de Grèce [OKDE-Ergatiki Pali] (5), dont la position sur l'Union européenne a évolué au cours des derniers mois. En juillet 2011, ces camarades écrivent dans un document intitulé : « *La position des marxistes révolutionnaires vis-à-vis de l'Union européenne* » :

« Offrir une issue dans la crise qui soit favorable à la classe ouvrière et aux couches pauvres exige une politique qui soit opposée et incompatible avec les structures et les mécanismes de l'euro et de l'Union européenne. Cela est encore plus vrai dans le cas d'une économie faible comme celle de la Grèce. Par exemple, même la plus timide mesure de reconstruction du tissu productif (industrie, agriculture) présuppose une politique industrielle et commerciale basée sur le contrôle-monopole du commerce extérieur et sur la possibilité d'exercer une politique monétaire (ce qui est impossible sans une nouvelle monnaie) et de crédit, une rupture avec les directives de la politique agricole commune, la nationalisation des secteurs clés de l'économie, et pour commencer de toutes les banques, de lourdes taxes sur le capital et les hauts revenus, les propriétés (jusqu'à leur confiscation), le contrôle et des restrictions au mouvement des capitaux, afin d'accumuler des sources et des moyens économiques pour une alternative économique, l'annulation de la dette afin de stopper la saignée du paiement de ses intérêts, des taux d'assurances aux usuriers grecs et étrangers. De plus, la plus timide mesure de reconstruction du secteur public et des services publics présuppose que ne soient pas appliquées non seulement les "mémoires", mais également les plans et politiques barbares de l'Union européenne, du traité de Maastricht au pacte de stabilité en passant par le traité de Lisbonne.

Le cas le plus probable, si le gouvernement d'un pays décidait de mettre en œuvre une quelconque mesure dans cette direction, c'est que quand bien même il chercherait à rester dans la zone euro ou dans l'Union européenne, il en serait jeté

(5) OKDE-Ergatiki Pali est une organisation qui a rompu, il y a quelques années, avec le Secrétariat unifié pabliste, et avec laquelle des militants de la IV^e Internationale entretiennent des discussions depuis plusieurs années.

dehors, et subirait menaces, chantage et embargo.»

D'autres camarades, syndicalistes, posent la perspective de la reconstruction d'un authentique parti ouvrier, appuyé sur les syndicats, mettant en avant l'absence de représentation politique de la classe ouvrière. Il est certain que dans une période où des milliers de cadres syndicaux, notamment ceux qui ont rompu avec le Pasok, s'interrogent, ce débat mérite d'être mené. Mais un parti ouvrier honnête peut-il se construire en Grèce, sans prendre nettement position pour la rupture avec la troïka, pour la rupture avec l'Union européenne fauteurs de privatisations et de misère ?

Pour la IV^e Internationale, il est clair qu'aucun pas en avant dans la voie du sauvetage du peuple travailleur, en Grèce comme dans n'importe quel pays d'Europe, n'est compatible avec le maintien des institutions antidémocratiques de l'Union européenne, de ses traités, de ses directives. Or Synaspismos — soutenu par le Parti de la gauche européenne — revendique « des élections anticipées » tout de suite, mettant notamment en avant la perspective d'une alliance, et à terme d'un gouvernement de la « gauche » (Synaspismos, KKE, etc.). Perspective également avancée par différents regroupements « anticapitalistes ». Or tout gouvernement « de gauche » qui ne remettrait pas en cause le cadre de l'Union européenne ne serait-il pas condamné à fournir une version moderne de « front populaire », liant les partis qui le composent à la poursuite de la mise en œuvre de la politique barbare de l'Union européenne qui frappe aujourd'hui le peuple grec ?

**NE FAUT-IL PAS AIDER A RÉALISER
UN VÉRITABLE FRONT UNI
DE LA CLASSE OUVRIÈRE FACE AU
GOUVERNEMENT ET À LA TROÏKA ?**

A l'inverse, se conformer au mandat des millions qui aujourd'hui en Grèce, exigent « *Dehors la troïka* », c'est répondre positivement à l'aspiration gigantesque à dres-

ser, contre le gouvernement fantoche de Papadémou au service de la troïka et pour le balayer, l'unité de toute la classe ouvrière avec ses organisations.

Dans ce sens, il faut noter dans le débat nécessaire, le rôle joué par la direction du Parti communiste de Grèce qui, vingt ans après la destruction de l'URSS, continue à se revendiquer de la bureaucratie stalinienne et de sa politique internationale. Certes, la direction du KKE avance dans sa propagande, et dans la couche non négligeable de travailleurs et militants ouvriers qu'elle influence, la perspective de « *sortie de l'Union européenne* » et « *d'annulation de la dette* ». Ses députés ont voté contre le mémorandum.

Ce vote et ces prises de position correspondent indiscutablement à une aspiration profonde dans la classe ouvrière et les couches opprimées qui exigent « *Dehors la troïka !* » Mais c'est là que se concentre toute la contradiction. Loin de s'adresser à toutes les forces de la classe ouvrière pour leur proposer de se rassembler dans l'unité sur cette perspective, la direction du KKE utilise ces prises de position comme un instrument de division des rangs ouvriers.

Dans une déclaration faite au lendemain de la manifestation de masse devant le Parlement (13 février 2012), la direction du KKE affirme : « *Des centaines de milliers de manifestants ont scandé aux quatre coins du pays : "Le gouvernement, avec sa ligne politique criminelle, doit partir maintenant, avec la troïka. Aucun mémorandum ne doit être signé. Pas de nouvel accord. La ploutocratie doit payer."* » Fort bien.

Elle poursuit : « *La manifestation du Pame à Athènes a été impressionnante.* » Pourquoi seulement celle du Pame (la fraction syndicale du KKE, qui appelait, comme à chaque fois, à un rassemblement séparé de celui des confédérations syndicales ADEDY et GSEE, bien que la pression de la base ait contraint les dirigeants de Pame à rejoindre les manifestants, place Syntagma) ? Comment qualifier le fait qu'au moment où, une nouvelle fois, la classe ouvrière grecque contraignait ses directions confédérales à appeler toutes ensemble et en même temps, face au gouvernement et au Parlement, face aux repré-

sentants de la troïka, la direction du KKE oppose les contingents qu'elle organise aux autres manifestants ?

RETOUR SUR LA POLITIQUE DE LA DIRECTION DU KKE

Le 12 février, l'un des porte-parole de Pame, Christos Katsiotis, s'adresse ainsi aux manifestants :

« Le peuple ne doit pas les craindre, ni se taire et se laisser tondre. (...) Ce qui est d'une importance capitale, c'est que le peuple décide qu'il ne fera pas de nouveaux sacrifices pour la ploutocratie, pour remplir les caisses des capitalistes, tandis qu'eux et leurs enfants seront plongés dans la pauvreté absolue et la misère. »

Que faut-il comprendre ? Que si les mémorandums succèdent aux mémorandums, les mesures barbares aux mesures barbares, c'est parce que « le peuple » le veut bien et se laisse faire ? N'importe quel militant du Pame et du KKE sait bien pourtant que si les mesures s'abattent sur le peuple grec, ce n'est pas du fait de l'acceptation de son sort par celui-ci, mais répétons-le, du fait de la politique des dirigeants des appareils qui contrôlent le mouvement ouvrier.

Dans le débat au Parlement, Aleka Pappariga, la secrétaire du KKE a affirmé :

« Il faut que le mouvement populaire se dirige vers le remplacement de ce système politique par un système politique où les travailleurs et le peuple auront le pouvoir. Retrait de l'Union européenne et annulation unilatérale de la dette ; il n'y a pas d'autre solution pour le peuple. »

Fort bien. Mais que propose la direction du KKE pour aider le peuple à chasser « ce système politique » ?

Dans un communiqué du 16 février, la direction du KKE élude cette question :

« Désormais, la question pour le peuple et pour chaque travailleur, (...) ce n'est pas juste de se libérer des partis de la ploutocratie, mais de soutenir le

KKE. C'est seulement de cette façon qu'il pourra y avoir vraie rupture dans le fond. (...) Seule l'alliance avec le KKE peut servir les intérêts du peuple. »

N'importe quel militant sincère, membre du Pame ou du KKE sait que, quand bien même le KKE doublerait son score électoral demain matin, cela ne réglerait pas l'urgente nécessité de balayer le mémorandum de la troïka et le gouvernement qui l'applique. Faudrait-il attendre, et subir encore et encore de nouvelles souffrances sous prétexte que le peuple « n'a pas compris » qu'il lui fallait soutenir le KKE ? Ou bien faut-il agir, maintenant, pour l'unité des travailleurs et de toutes les organisations qui disent refuser le diktat de la troïka pour mettre un coup d'arrêt à cette politique ?

De façon quasi instinctive, la classe ouvrière grecque, entraînant ses organisations, s'est rassemblée, unie, face aux gouvernements à la solde de la troïka, dressant son unité de classe. Elle l'a fait à de multiples reprises, se saisissant de plus de vingt appels à des journées de grève de vingt-quatre ou quarante-huit heures, pour affirmer son aspiration à chasser la troïka et ses représentants. Cette aspiration ne s'est-elle pas heurtée, à chaque fois, à la politique des sommets du mouvement ouvrier qui refusent d'appeler à la grève générale, passent des accords avec les patrons et le gouvernement pour mettre en œuvre tout ou partie des « mémorandums », mais aussi de ceux qui prétendent qu'une solution est possible sans rompre avec l'Union européenne et le FMI, ou encore de ceux qui, tout en disant « à bas la troïka », organisent la division systématique des rangs ouvriers ?

Nul ne peut prétendre détenir des réponses toutes faites à la situation complexe et difficile dans laquelle se trouve la classe ouvrière grecque. Il n'en demeure pas moins que les questions posées dans cet article ne peuvent être surmontées que par la libre discussion, insérée dans le combat commun avec les travailleurs et militants de toute l'Europe, auquel la Lettre de la IVe Internationale en langue grecque entend contribuer.

Christel Keiser et Dominique Ferré

Il y a un an Moubarak tombait

Par Samir Hassan

L'onde de choc de la révolution tunisienne, qui a porté un coup à l'ordre mondial américain et entraîné des bouleversements importants au Moyen-Orient avec des mobilisations populaires à Bahreïn, au Yémen, en Syrie, a trouvé un puissant prolongement en Egypte. Les développements révolutionnaires dans ce pays comme en Tunisie ne peuvent être dissociés des processus révolutionnaires mondiaux qui voient les peuples se dresser contre l'impérialisme américain, le FMI, la Banque mondiale et l'Union européenne, au cœur même de l'Europe aujourd'hui.

Pendant trente ans, la vie politique égyptienne a été dominée par le Parti national démocratique (PND), le parti de Moubarak et sa clique. La Sûreté de l'Etat, entièrement dévouée à la sécurité du régime, a pénétré tous les pores de la société par la distribution de pots-de-vin, les limogeages, les privations de liberté, la terreur et la torture. Les élections étaient toutes falsifiées. L'objectif unique de Moubarak, et des militaires, était de sauvegarder le régime despote puis de passer le pouvoir à son fils Gamal pour poursuivre la corruption et l'usurpation organisée des biens de l'Etat au plus grand bénéfice des intérêts américains.

Le *Washington Post* daté du 20 octobre 2011, explique, dans un article intitulé « *En Egypte, les affaires de corruption avaient une racine américaine* », comment « *il y a deux décennies, le gouvernement des Etats-Unis a constitué un groupe de travail égyptien (le Centre égyptien d'études économiques — NDR), consacré à la réforme économique (...). Doté de dix millions de dollars fournis pour le développement international (USAID), ce centre a rassemblé, autour du fils du président, Gamal Moubarak, un petit cercle de capitaines d'industrie. A la fin des années 1980, le secteur public constituait toujours plus de la moitié de la production industrielle de l'Egypte et 90 % de son secteur bancaire et assurance. Au moins 20 % de la main-d'œuvre se concentrait dans le secteur public (...). La loi de 1991 a engagé un programme de privatisation de plus de 350 entreprises pour un montant de cent quatre milliards de dollars.* » Puis, avec l'appui « *du cabinet d'avocats international Baker & McKenzie, un géant basé à Chicago, les opérations de privatisation d'entreprises et de terres ont été réalisées (...)* ».

C'est ainsi que l'Egypte a été intégrée dans l'économie mondiale, sous l'égide de l'impérialisme américain, entraînant

une surexploitation brutale de la classe ouvrière et une aggravation de l'oppression. En 2010, Dominique Strauss-Kahn, alors président du FMI, félicitait Moubarak et son équipe pour le travail accompli tout en les invitant à accélérer le programme des privatisations.

“LA RÉVOLUTION DU 25 JANVIER”

La manifestation du 25 janvier 2011, la première de celles qui verront des millions d'Égyptiens déferler dix-huit jours durant, a rassemblé 15 000 personnes. La veille, le quotidien *El-Wafd* annonçait que ni les coptes, ni les Frères musulmans, ni le parti libéral Wafd, ni le parti de gauche Tagammou n'y participeraient. La veille, Moubarak visitait l'Académie de police portant son nom — celle-là même où se déroulera son procès, cinq mois plus tard — et y prononçait un discours où il parlait de l'attentat du nouvel an dans l'église des Deux-Saints, à Alexandrie, et de son combat contre le terrorisme depuis dix ans. La veille du 25 janvier, les Frères musulmans dénonçaient une nouvelle vague d'arrestations dans leurs rangs.

Jour après jour, la participation aux manifestations s'est amplifiée, au Caire comme dans les principales villes du pays, notamment à Suez qui a connu une véritable insurrection. Les commissariats, les gouvernorats et les sièges du PND ont été pris d'assaut. Pendant plusieurs jours, les manifestants ont affronté la police militaire. Le 31 janvier, Moubarak, sous la pression de l'administration Obama, demandait au général Omar Souleiman, chef du service de renseignement, qu'il venait de nommer vice-président de la République, d'ouvrir un dialogue avec l'opposition. Les Frères musulmans, les partisans d'El-Baradeï et Tagammou ont répondu présents.

Les masses ont continué à déferler dans les rues, exigeant le départ immédiat de Moubarak. Le 1^{er} février, ils étaient un million au Caire, 500 000 à Alexandrie, 250 000 dans la cité industrielle de Mahalla El-Kobra, 200 000 à Al-Menya, 150 000 au Fayoum, 250 000 à Menoufia, ville natale de Moubarak, 100 000 à Port-

Saïd ; 100 000 à Arish, 250 000 dans le Sinaï, 500 000 à Mansoura, 500 000 à Suez. L'agence de presse allemande DPA a estimé qu'ils étaient au moins huit millions, ce jour-là, dans toute l'Égypte. Moubarak a refusé de démissionner mais s'est engagé à ne pas se représenter à la présidentielle prévue en septembre, comme le lui demandait Obama. Mais le peuple exigeait son départ immédiat.

Le 2 février, le régime envoyait des nerfs et hommes de main (Baltagueyya) qui chargeaient violemment la foule, place Tahrir, à cheval et à dos de chameaux, avant d'être encerclés et désarçonnés par les manifestants. Un des instigateurs de cette « bataille des chameaux » n'est autre que Megawer, le président de la Fédération officielle des syndicats égyptiens (ETUF). Au lendemain de cette bataille, des comités de défense se constituaient spontanément pour défendre les quartiers, les immeubles, et contrôler les entrées de la place Tahrir. Mais ce mouvement vers les comités qui a duré quelques jours n'est pas allé plus loin.

Pendant que le pouvoir poursuivait son dialogue avec l'opposition, la colère des masses ne cessait d'enfler et se tournait contre le PND et les médias aux ordres. Le siège central du NPD, au Caire, a été mis à feu. Les Frères musulmans n'ont pas soutenu les manifestations mais n'ont pu empêcher leurs membres et partisans d'y participer.

A partir du 9 février, des centaines de grèves éclateront dans le pays, liant les revendications sociales et les revendications démocratiques. Les syndicats officiels se sont opposés de toutes leurs forces à ces grèves. Dans des secteurs clés comme les arsenaux, propriété de l'appareil militaire, l'Autorité du canal de Suez ou l'aéroport international du Caire, les travailleurs ont dû braver l'opposition farouche des responsables du syndicat officiel.

Partout, dans l'électricité, le pétrole, le textile, la métallurgie, les télécommunications, l'alimentation, les banques, les ministères, les travailleurs exigeaient des augmentations de salaires, des contrats permanents et, dans le même mouvement, la démission des ministres et des directeurs nommés par le pouvoir et le droit de

créer leur propres organisations syndicales indépendantes du syndicat officiel. Des centaines de milliers de travailleurs qui, jusque-là, participaient aux manifestations de masse, avec leurs familles, voisins et amis pour exiger le départ immédiat de Moubarak, organisaient leurs grèves et sit-in. L'irruption de la classe ouvrière dans les usines, les bureaux et les chantiers a joué un rôle déterminant dans le « lâchage » de Moubarak par la Maison-Blanche et l'armée, et dans sa chute.

Le 11 février, Omar Suleiman annonçait que Moubarak démissionnait. Dans son discours de la veille, il s'accrochait encore au pouvoir. Souleiman annonçait que le pouvoir était remis au Conseil suprême des forces armées (CSFA) c'est-à-dire, en fait, à l'appareil militaire qui gouverne le pays depuis soixante ans, une vingtaine d'officiers supérieurs avec à leur tête le maréchal Tantaoui. Le cœur du régime était touché, mais l'appareil d'Etat et sa colonne vertébrale, l'armée, restaient en place. Les dix-huit jours de manifestations et d'affrontements ont fait 864 morts et 6 460 blessés.

LA "TRANSITION DÉMOCRATIQUE" A L'ŒUVRE

Le CSFA dissout le Parlement, suspend la Constitution en vigueur depuis 1981 et informe qu'il va conduire un processus de « transition démocratique ». Il annonce qu'il va organiser un référendum, le 19 mars, pour l'adoption d'amendements à la Constitution (suspendue) puis successivement des élections législatives, l'élaboration d'une nouvelle Constitution et une élection présidentielle, le tout dans les six mois. Une procédure imaginée et mise en place contre l'exigence d'une Assemblée constituante souveraine qui représente les intérêts des travailleurs. Le CSFA appelle les Egyptiens à reprendre le travail et au rétablissement de l'ordre. Le PND et les Frères musulmans sont favorables à la « feuille de route » des généraux. Le vice-président du comité pour la réforme de la Constitution, nommé par ces derniers, est membre de la confrérie des Frères musulmans.

Mais loin de s'arrêter, les grèves se poursuivent et se développent. Enseignants, médecins, ouvriers du textile, métallos, travailleurs des cimenteries, des télécom, cheminots, conducteurs de bus, dockers, etc., tous avancent leurs revendications et exigent le limogeage des directions nommées par Moubarak. « *Nous demandons que l'Egypte soit débarrassée de la corruption institutionnalisée* », clament les travailleurs, qui associent systématiquement les revendications sociales et les revendications démocratiques, conscients qu'ils sont de l'interdépendance des unes par rapport aux autres.

Et parallèlement, l'exigence de l'abrogation de l'état d'urgence et des tribunaux militaires d'exception, de la dissolution de la Sécurité d'Etat, des libertés syndicales, de la liberté de la presse s'exprime avec force. Très vite, les manifestants, qui se rassemblent quasiment tous les vendredis par dizaines de milliers, place Tahrir et sur les places publiques des grandes villes, exigent le départ du Premier ministre, Ahmed Chafiq, que Moubarak a désigné avant sa chute. « *Le gouvernement Chafiq est inféodé au régime corrompu, nous ne voulons pas de Chafiq !* », scandent les manifestants. Les masses ne veulent pas du régime, même débarrassé de Moubarak.

LA CONSTRUCTION DES SYNDICATS INDEPENDANTS, ENTRAVES ET CONFUSIONS

La création de la Fédération égyptienne des syndicats indépendants (EFITU en anglais) a été annoncée lors d'une conférence de presse tenue place Tahrir, le 30 janvier 2011. Dans sa déclaration constitutive, elle s'oppose d'emblée à l'officielle Fédération des syndicats égyptiens (FSE) et stipule : « *Les luttes des travailleurs ont pavé la voie de la révolution populaire d'aujourd'hui. C'est pourquoi les ouvriers et employés refusent catégoriquement que la Fédération générale "gouvernementale" les représente et parle en leur nom.* »

Créée en 1957, la FSE a été pendant des décennies une institution clé, un rouage de

l'appareil d'oppression et de corruption du régime. Une loi de 1976 lui confère le monopole de la représentation des travailleurs. Le gouvernement Charaf s'est refusé à la dissoudre.

Le 4 août 2011, le gouvernement a fini par dissoudre la Commission administrative de la Fédération syndicale égyptienne (FSE) et désigne une commission provisoire comprenant des syndicalistes indépendants, des islamistes et des membres du syndicat officiel. Quatre syndicats généraux, ceux des travailleurs du pétrole, des meuniers, du transport maritime et des transports, réclament la dissolution de la commission provisoire et font grève dans ce but. Le gouvernement prend alors la décision d'en remplacer les membres par des membres du syndicat officiel.

La Fédération des syndicats indépendants (EFITU) a tenu son premier congrès en janvier 2012. Elle revendique deux millions de syndiqués organisés dans 200 syndicats. Mais syndicalistes et travailleurs font face à d'importantes difficultés. Les nouveaux syndicats sont des syndicats d'entreprise peu connectés avec ceux de leur branche ou secteur géographique. La plupart n'ont ni local syndical ni compte bancaire et sont confrontés à la présence du syndicat officiel, qui continue de percevoir les cotisations obligatoires prélevées sur les salaires.

Un autre problème se trouve posé : la confusion entre syndicats et « organisations non gouvernementales » (ONG). Une des principales d'entre elles, le Centre pour les services syndicaux et ouvriers, en arabe *Dar al-Khadamat al Niqabya*, (CTUWS, en anglais), agit — comme ONG — pour la création de syndicats. Son responsable, Kamal Abbas, préside le Congrès démocratique des travailleurs (Egyptian democratic labour congress, EDLC). Il revendique 214 syndicats. Le compte rendu d'une rencontre, le 24 mai 2011, entre ce dernier et Anick Coupé, porte-parole de l'Union syndicale-Solidaires en France, indique, sans commentaire, que le CTUWS « bénéficie de longue date du soutien de l'ONG Oxfam. Il a établi des liens avec la Confédération syndicale internationale (CSI), des organisations affiliées à la Confédération européenne des syndicats (CES) ainsi que

l'AFL-CIO. Il est également en relations avec le réseau euromaghrébin auquel participent notamment le SNAPAP (Algérie), la CGT d'Espagne et l'Union syndicale Solidaires (France) ». Le CTUWS a reçu du gouvernement Sarkozy-Fillon le « prix des droits de l'homme de la République française » en 2007. Son responsable s'active depuis plusieurs années auprès de l'Organisation internationale du travail (OIT) et s'y exprime au nom des organisations syndicales.

LE FACE-A-FACE DES MASSES AVEC L'ARMÉE

La volonté d'en finir avec le régime conduit des couches de plus en plus larges de la population à la confrontation avec l'état-major militaire. A l'opposé, le CSFA, dont l'objectif est de maintenir coûte que coûte le régime au moyen d'une « transition démocratique », ne cesse de tenter de briser le mouvement des masses et d'interdire les grèves et sit-in. Depuis la chute de Moubarak, le 11 février, pas un mois ne s'est écoulé sans répression ou provocation sanglante contre les manifestants. En mars, dispersion violente d'un sit-in, place Tahrir ; arrestations en masse, tortures et tests de virginité pratiqués sur des femmes détenues. En avril, arrestation de jeunes officiers opposés à leur hiérarchie et mort d'au moins deux d'entre eux. En mai, incendie d'une église copte dans le quartier populaire d'Imbaba, au Caire, sous le regard passif de l'armée (12 morts, 186 blessés) et répression violente des manifestants devant l'ambassade de l'Etat d'Israël le jour anniversaire de la Nakba (350 blessés, 150 arrestations). En juin, attaque brutale des familles de victimes réunies pacifiquement dans une salle du centre-ville du Caire. En juillet, guet-apens d'Abbaseya tendu aux manifestants marchant sur le ministère de la Défense. En septembre, incendie de l'église El-Marinab, à Assouan. En octobre, écrasement sauvage des manifestants coptes devant l'immeuble Maspero de la télévision publique (28 morts et 325 blessés). En novembre, violences militaires devant le ministère de l'Inté-

rieur, rue Mohamed-Mahmoud, qui durent sept jours (43 morts, un millier de blessés). En décembre, quatre jours d'affrontements aux abords du siège du gouvernement font 19 morts et 750 blessés. Le 1^{er} février 2012, massacre dans le stade de Port-Saïd (74 morts et des centaines de blessés) puis, du 2 au 6 février 2012, répression aux abords du ministère de l'Intérieur, ainsi qu'à Suez, à la suite du massacre de Port-Saïd (15 morts et des centaines de blessés).

L'ARMÉE EST LE PIVOT DU RÉGIME

L'armée a utilisé tout l'arsenal répressif du régime : loi antigreve, état d'urgence, extension des lois d'exception, tribunaux militaires, remise en cause de la liberté de la presse. L'armée égyptienne occupe une place particulière. Elle est à la tête d'une économie qui représenterait, selon les experts, plus d'un quart de l'économie nationale. Cette puissance économique, l'armée l'a considérablement développée à la suite de la signature de l'accord de paix avec l'Etat d'Israël et grâce au programme de privatisations élaboré par le régime Moubarak et le FMI.

Dans les années 1960, les généraux ont dirigé les grandes entreprises d'Etat, mais c'est lorsqu'Anouar el-Sadate a signé les accords de Camp David que l'armée s'est lancée dans la production de biens de consommation les plus divers.

« Le commandement militaire reconvertit une large part de ses infrastructures de production dans la fabrication de biens de consommation. Sous l'égide d'une institution ad hoc, l'Organisation pour les projets nationaux (NSPO), le ministère de la Défense crée une kyrielle d'entreprises commerciales dont la direction est confiée à des militaires et qui jouissent d'un statut d'exception : elles ne paient pas d'impôts et ne sont pas soumises à la législation des entreprises ni au moindre contrôle gouvernemental. (...) Au début des années 1980, le NSPO crée un réseau de laiteries, se lance dans l'élevage de poulets et la pisciculture. Officiellement, il s'agit de faire participer l'armée au développement économique national et d'assurer l'autosuffisance des troupes. En fait, les domaines agricoles sont cultivés

par de jeunes conscrits misérables qui, en lieu et place d'entraînement militaire, ramassent des œufs et servent le grain à des batteries de poulets. Jouant sur tous les tableaux, les militaires tirent parti de leurs réseaux politiques pour obtenir des contrats juteux. Ils exploitent la main-d'œuvre gratuite que constituent les soldats dans des usines qui ne sont pas soumises au droit syndical ni au droit du travail. L'armée assure 18 % de la production alimentaire nationale. Les bénéfices se compteraient en milliards de dollars » (Le Monde, 22-23 janvier 2012).

Puis la vague des privatisations massives des années 2000 ouvrira aux officiers un nouvel eldorado.

« Entre 2004 et 2011, ils obtiennent des postes de direction dans les entreprises stratégiques nouvellement privatisées (infrastructures portuaires, chantiers navals, aviation et construction). Parallèlement, les militaires font un usage original de la loi qui leur permet de réquisitionner les terres pour défendre la patrie. Ils multiplient les projets immobiliers et touristiques sur les côtes, en vendant leurs terrains à des promoteurs qui, en échange, leur garantissent des parts dans de gros projets touristiques » (Le Monde, 22-23 janvier 2012).

Ainsi, les militaires sont dans toutes les institutions administratives et économiques égyptiennes. Tous les présidents, les Premiers ministres et la plupart des ministres en sont issus. L'armée égyptienne est la colonne vertébrale du régime, elle est le régime. Avant la chute de Moubarak, elle n'a pas ouvert le feu contre le peuple mais, une fois à la manœuvre pour la « transition démocratique », il n'en a pas été de même. L'armée n'est pas neutre.

On peut s'étonner de l'interrogation des Socialistes révolutionnaires d'Egypte (liés au SWP britannique) qui, dans un communiqué du 1^{er} février 2011, écrivent : « Chacun se demande : l'armée est-elle avec le peuple ou contre lui ? » Et un an plus tard, dans un communiqué du 6 février 2012, ils observent : « Cette armée n'est plus l'armée populaire. Cette armée n'est pas celle qui a battu l'ennemi sioniste en octobre 1973. Cette armée est étroitement associée à l'Amérique et Israël. Son rôle est celui de protéger Israël, pas le peuple... Oui nous voulons gagner les soldats de la révolution. Mais on ne

doit pas être trompés par des slogans disant que "l'armée est de notre côté" ».

On peut se demander qui trompe qui et poser la question : si « *cette armée n'est plus l'armée populaire* », c'est donc qu'elle l'a été et qu'il faudrait qu'elle le redevenue ? Et quand l'aurait-elle été ? En 1973, sous Anouar el-Sadate ? Il n'y a aujourd'hui que les généraux pour raconter de telles balivernes.

“A BAS LE POUVOIR MILITAIRE ! TANTAOUI DÉMISSION !”

Depuis la chute de Moubarak, la force du processus révolutionnaire a entraîné la chute de deux Premiers ministres et vu des millions exiger la fin du pouvoir des militaires. Le général Ahmad Chafiq, ancien ministre de l'Aviation de Moubarak, a tenu trente-cinq jours. Il avait été nommé par Moubarak quelques jours avant sa chute. Essam Charaf, ministre des Transports de Moubarak en 2005, a servi de fusible aux généraux quand des centaines de milliers ont manifesté au cri de « *A bas le pouvoir militaire ! Tantaoui démission !* », après les violents affrontements de novembre devant le ministère de l'Intérieur. Sa nomination avait été proposée aux généraux par des coalitions de jeunes en lien permanent avec le CSFA. Les Socialistes révolutionnaires ont salué cette nomination en soulignant qu'il « *avait participé aux manifestations de libération* ». Les masses, sourdes à ces *satisfecit*, ont vite vu que Charaf refusait de lever l'état d'urgence et la loi antigrève, qu'il couvrirait la provocation d'Imbaba, le massacre des coptes à Maspero et la répression sauvage devant le siège de son gouvernement. Elles se sont dressées pour exiger la fin du pouvoir des militaires et la poursuite des coupables.

Le CSFA, pour sauver le régime, a démissionné Essam Charaf et nommé à sa place Kamal al-Ganzouri, ancien Premier ministre de Moubarak de 1996 à 1999. Avec la privatisation de cent treize entreprises publiques, entraînant le licenciement de milliers de travailleurs, al-Ganzouri détient la palme de celui qui a

rempli le contrat imposé par le FMI et la Banque mondiale.

TOUTES LES FORCES LIGUÉES POUR DÉFENDRE LE RÉGIME

Le déferlement des manifestants et des grèves a saisi de terreur l'administration américaine par les risques que l'effondrement du régime de Moubarak pouvait engendrer pour l'ordre régional et mondial.

Toutes les forces politiques et institutionnelles se sont liguées pour faire barrage au mouvement engagé par les masses et voler au secours de l'appareil militaire, des salafistes, fraction islamiste la plus conservatrice, à la gauche et l'extrême gauche.

LE DIALOGUE NATIONAL POUR SAUVER LE RÉGIME

Dès le 1^{er} février 2011, un communiqué inquiet du Premier ministre israélien, Netanyahu, appelle, les gouvernants à « exiger » de tout pouvoir égyptien le respect du traité de paix israélo-égyptien. Cette question centrale dominera toutes les tractations et décisions prises pendant le soulèvement populaire et dans le processus en cours.

Le 1^{er} février, le président Obama s'entretient avec Moubarak au téléphone. Il ne lui demande pas de partir, comme l'exigent des millions dans la rue, mais seulement de ne pas se présenter à l'élection présidentielle prévue en septembre 2011, ce que l'intéressé annoncera quelques heures plus tard. Obama félicite l'armée égyptienne d'avoir permis que des manifestations pacifiques aient lieu. Une façon de lui demander de se tenir à l'écart et de la préserver pour un éventuel recours ultérieur. L'état-major égyptien reste en contact permanent avec le secrétaire à la Défense, Robert Gates, le chef d'état-major, l'amiral Mike Mullen et l'émissaire personnel d'Obama pour l'Egypte, Frank Wisner.

Le 4 février, les Etats-Unis discutent avec les généraux égyptiens des modalités d'un départ de Hosni Moubarak et du transfert du pouvoir à un gouvernement de transition dirigé par le vice-président, le général Omar Souleimane. Hillary Clinton appelle le pouvoir égyptien à entamer « *immédiatement* » un dialogue avec l'opposition et répète que l'armée a le devoir de protéger les manifestants. Les partis d'opposition et le Parti national démocratique (PND) sont invités à se réunir avec le pouvoir.

Le 5 février, Frank Wisner, l'émissaire personnel du président Obama, qui a rencontré les dirigeants du régime ainsi que ceux de l'opposition, affirme que « *Hosni Moubarak doit rester en place pour assurer la transition politique vers la démocratie* ». Le soir même, l'administration Obama prend ses distances avec les propos de l'émissaire et dit que ses déclarations n'« *engagent que lui et non le gouvernement américain* ».

Le 6 février, l'état-major militaire, prépare une réunion avec les Frères musulmans, les partisans d'el-Baradeï et Tagammu (parti de gauche égyptien). L'ensemble de la gauche, incluant l'extrême gauche, se félicite de cette initiative. Les Frères musulmans demandent l'organisation d'une table ronde avec le régime. Les Socialistes révolutionnaires exhortent, dans un communiqué, les partis politiques à « *inclure toutes les forces politiques et nationales dans cette table ronde* » et à la « *formation d'une direction représentée par les diverses forces nationales* ». John Kerry, le président démocrate de la commission des affaires étrangères du Sénat, qualifie de « *tout à fait extraordinaires* » les discussions qui commencent entre le pouvoir et les Frères musulmans. Barack Obama réitère son souhait de voir émerger une transition « *ordonnée* » et « *significative* » qui mène à l'avènement d'un « *gouvernement représentatif* ». Dick Cheney, l'ancien vice-président américain, salue en Hosni Moubarak un « *bon ami* » des Etats-Unis tout en lui suggérant de « *raccrocher* ».

Le 7 février, les dirigeants israéliens sont très inquiets. « *S'il est vrai qu'au cours des derniers jours, la position américaine est devenue plus nuancée, elle*

n'en revient pas moins à un lâchage. Ce qui est très inquiétant », déclare à l'AFP un haut responsable israélien.

Le 11 février, l'administration américaine lâche Moubarak pour sauver le régime.

LES FRÈRES MUSULMANS DEVENUS FRÉQUENTABLES

Les Frères musulmans ont été dépeints comme une organisation de l'ombre ayant des liens avec les terroristes. L'impérialisme américain et l'Union européenne ont soutenu les dictatures de Moubarak et de Ben Ali, tout comme celle de Bachar el-Assad et de Kadhafi, au nom du fait qu'ils constituaient un barrage efficace aux islamistes liés à al-Qaïda, tout particulièrement après le 11 septembre 2001. Depuis qu'ils ont emporté les élections et détiennent 43 % des sièges à l'Assemblée du peuple, les officiels américains du plus haut rang, William Burns, l'ancien président Jimmy Carter, John Kerry, McCain, rencontrent régulièrement les dirigeants des Frères musulmans. Les discussions, loin de se limiter aux droits de l'homme, portent sur comment les Etats-Unis, le FMI et la Banque mondiale peuvent « *aider l'économie égyptienne à rebondir* » dans la situation présente et sur le respect du traité de paix israélo-égyptien signé en 1979.

La confrérie des Frères musulmans a dit et répété à ses interlocuteurs qu'elle respectera scrupuleusement le traité de paix. Quant à la subordination de l'Egypte au FMI et à la Banque mondiale, les Frères musulmans sont tout aussi clairs. Ils ont donné leur approbation à un prêt du FMI de 3,2 milliards de dollars qui avait été repoussé par le pouvoir en juin 2011, vu le rejet populaire massif de la politique de subordination aux institutions financières, ainsi qu'un autre d'un milliard de dollars de la Banque mondiale.

La confrérie est dirigée par des hommes d'affaires fortunés qui ne jurent que par les privatisations et les investissements étrangers. La plate-forme du Parti de la justice et de la liberté (PJJ), bras politique

des Frères musulmans, fait l'éloge des mécanismes du marché libre. Dans son quatrième chapitre, elle stipule que « *L'activité économique doit être conduite conformément aux mécanismes islamiques du marché, qui dépendent de la concurrence juste et libre (sans manipulation ou monopole). L'activité économique reposera aussi sur l'investissement et les méthodes de financement islamiques.* » La plate-forme appelle à en finir avec les subventions d'Etat allouées aux personnes qui en ont besoin et à substituer la charité aux droits sociaux. Ce programme est-il différent de ceux des partis démocrate et républicain américains ou de l'Union européenne ? Les Frères musulmans les coiffent simplement de l'attribut « islamique ».

Les Frères musulmans ont créé, le 11 janvier 2012, l'« Egyptian Business and Investment Association » (l'Association égyptienne d'affaires et d'investissement) qui rassemble des hommes d'affaires de premier plan, liés à la confrérie, dans le but de promouvoir l'investissement privé. Ils ont placé à sa tête un magnat du textile, bailleur de fonds du PJJ, Hassan Malek. Ce dernier a carrément fait l'éloge de la politique de Moubarak en matière économique : « *Nous pouvons bénéficier de décisions économiques précédentes. Il y en a eu de bonnes qui ont été prises dans le passé.* Rachid Mohamed Rachid (ministre du Commerce extérieur et de l'Industrie de Moubarak en 2004 — NDR) *a très bien compris comment attirer des investissements étrangers* », a-t-il affirmé. Ce ministre, cité comme référence, a œuvré, comme tous les autres, à la privatisation de centaines d'entreprises égyptiennes et à briser toute velléité de résistance syndicale, conformément aux plans dictés par le FMI et les institutions internationales. Il fait partie des rares officiels du régime Moubarak à avoir été condamné pour dilapidation de fonds publics et détournement de fonds. Par contumace, car il a fui à Dubaï après la chute de Moubarak.

Lorsqu'ils étaient dans l'opposition, les partis islamistes avaient pour slogan « *L'islam, c'est la solution !* » Ils sont aujourd'hui convertis à la « transition démocratique », tout comme l'impérialisme américain. Ils n'ont pas appelé aux

rassemblements dirigés contre les généraux, pas plus qu'ils n'ont demandé l'abrogation de la loi antigreve. Lors des affrontements sanglants qui ont précédé le démarrage des élections en novembre, ils ont mis tout leur poids pour que le calendrier électoral soit respecté et ont soutenu le CSFA dans l'application de sa feuille de route. Ils entendent assurer la continuité du régime sur tous les plans. Y parviendront-ils ? C'est une autre question.

Comment comprendre la propension de certaines organisations de gauche et d'extrême gauche à s'associer aux Frères musulmans ? Quel peut-être le sens de la déclaration signée par les Socialistes révolutionnaires, le Parti communiste égyptien (PCE) et le Tagdid (autre courant lié au SWP britannique) avec les Frères musulmans, le 25 février 2011, intitulée « *Vers la fondation d'une coalition des travailleurs de la révolution du 25 janvier* » (publiée sur le site web du Secrétariat unifié, Internet International Viewpoint), sinon un acte tournant le dos à l'indépendance de classe ?

Et que dire de la formation du « *Front populaire uni* » appelant à une immense manifestation, place Tahrir, le 29 juillet, regroupant la quasi-totalité des organisations politiques qui s'engageaient à ne pas débattre des « *questions controversées* » ? On y trouvait, à côté des organisations de gauche et d'extrême gauche, les libéraux, les Frères musulmans, les salafistes et la Gamaa Islamiya, ces deux derniers étant partisans d'une République islamiste. Et puisque les questions controversées ne devaient pas être débattues, les Frères musulmans et les salafistes ont acheminé, ce 29 février, par bus spécialement affrétés, des centaines de milliers de leurs sympathisants qui ont scandé « *Nous la voulons islamique !* » et « *Tantaoui, nous sommes les voix de tes enfants à Tahrir !* »

L'ÉGYPTE, UN ALLIÉ PRIVILÉGIÉ DES ÉTATS-UNIS

L'Égypte est une pièce maîtresse dans le dispositif de l'impérialisme américain au Moyen-Orient. L'intérêt que ce dernier

lui porte est à la hauteur des services rendus par le régime sous Anouar el-Sadate, Moubarak et, aujourd'hui, avec les généraux au pouvoir.

L'Égypte est devenue un allié privilégié des États-Unis et s'est posée en facteur de stabilité de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient après les négociations menées avec l'État d'Israël, sous la houlette de la Maison-Blanche. Ces négociations ont débouché sur les accords de Camp David en 1978, puis sur le traité de paix israélo-égyptien en 1979. À compter de cette date, les États-Unis fournissent une aide financière annuelle à l'armée égyptienne qui s'élève à 1,3 milliard de dollars. La guerre déclenchée en 1973 contre l'État d'Israël visait précisément à convaincre les États-Unis que l'Égypte pouvait jouer un rôle important au Moyen-Orient et que le soutien au seul État hébreu n'était pas la solution. La première conséquence de la signature de l'accord avec l'État israélien, et pas des moindres, fut l'isolement du peuple palestinien. Celui-ci a ouvert la voie aux accords d'Oslo en 1993 qui ont matérialisé le renoncement au droit des Palestiniens à la nation et l'émiettement de ce peuple dans des lambeaux de territoires contrôlés par l'armée israélienne.

Hosni Moubarak, succédant à Sadate, est resté un allié zélé des États-Unis. Il a appliqué avec dévouement l'accord israélo-égyptien. Il a signé des accords commerciaux spécifiques avec ses « partenaires » israéliens et leur a livré du gaz à des prix subventionnés, en vertu d'un contrat à long terme, depuis mai 2008. Le comble est que, pour pouvoir fournir les quantités contractuelles, l'Égypte importe du gaz du Qatar, aux cours mondiaux. Lorsque l'armée israélienne a écrasé Gaza sous un tapis de bombes en décembre 2009, Moubarak a fermé le passage entre Rafah et Gaza. En 1990-1991, il a participé à la première guerre du Golfe en y envoyant 35 000 hommes.

Avant sa chute, l'Égypte était donc considérée comme un sûr garant de l'ordre mondial au Moyen-Orient, un ordre de dislocation et d'éclatement des nations que Georges Bush appelait le « Grand Moyen-Orient » (GMO). Ce projet consistait en un redécoupage complet de la carte des pays allant « de

l'Afghanistan au Maroc », une des principales régions productrice de pétrole et de gaz. Un projet de dépeçage des nations. De fait, l'administration Obama, sans parler de « Grand Moyen-Orient », met en œuvre ce sinistre dépeçage.

L'Irak est devenu une mosaïque de territoires, chiïtes, sunnites, kurdes. Aux portes de l'Égypte, le Soudan a éclaté en deux sous l'égide de l'ONU et, de plus, une armée revendique l'autonomie d'un territoire qu'elle contrôle au Soudan-Sud. Après la guerre en Libye, menée pour contrer les révolutions en cours en Tunisie et en Égypte, le chaos règne. Au Mali des mercenaires sont revenus, immédiatement après cette guerre, armés jusqu'aux dents ; ils y ont engagé la guerre, à l'est avec al-Qaïda, au nord-ouest, aux frontières de l'Algérie, avec les milices touaregs qui réclament l'indépendance. Ainsi, une véritable guerre menace l'Algérie voisine, qui voit des combats se dérouler sur son propre territoire. La Syrie est au bord de l'explosion.

Le Qatar et l'Arabie Saoudite, poissons pilotes de l'impérialisme américain, poussent à y intervenir, avec les conséquences considérables que cela pourrait avoir pour tous les pays de la région.

C'est dans cette situation explosive que l'impérialisme exige des généraux au pouvoir en Égypte et de leurs soutiens islamistes qu'ils maintiennent le cap et garantissent le respect du traité de paix israélo-égyptien. C'est pour eux une nécessité absolue car si le régime subsiste, l'ordre est déstabilisé.

Pour le peuple égyptien, il en va autrement. Place Tahrir, des centaines de drapeaux palestiniens et égyptiens ont soulevé flotté côte à côte.

Le 15 mai 2011, jour anniversaire de la Nakba, et le 21 août, après l'attaque des forces armées israéliennes dans le Sinaï tuant six officiers de l'armée égyptienne, des manifestations ont eu lieu devant l'ambassade de l'État d'Israël, au Caire, réclamant « *la fermeture de l'ambassade et l'expulsion de l'ambassadeur, la fin de l'occupation des territoires palestiniens, la défense du droit au retour des réfugiés palestiniens et la libération des détenus* ». L'armée a chaque fois violemment réprimé ces manifestations.

Le Figaro (16 mai 2011) a rapporté les propos d'un manifestant qui expriment de façon éloquente ce que pensent des millions d'Égyptiens : « *Nous avons passé dix-huit jours sur la place Tahrir pour réclamer nos droits. Maintenant nous exigeons que les droits de nos frères palestiniens soient respectés, c'est un prolongement naturel de notre révolution.* »

Les développements révolutionnaires en Tunisie et en Égypte ont bel et bien modifié la situation.

L'UNION NATIONALE CONTRE LA RÉVOLUTION

Pour contrer les développements révolutionnaires et maintenir les régimes en place, les partis islamistes, hier bannis, sont aujourd'hui intégrés au nom de la « transition démocratique ». En Tunisie, c'est un gouvernement d'union nationale qui a été mis en place avec les trois partis majoritaires que sont le mouvement Ennahda (islamiste), le Congrès pour la République et le Forum démocratique Ettakatol, affilié à l'Internationale socialiste. Au Maroc, devant la vague qui a emporté Ben Ali et Moubarak, le roi a réformé la Constitution pour associer l'opposition, notamment le parti islamiste, pour sauver son régime.

En Égypte, c'est un binôme militaires-Frères musulmans qui se met en place pour sauver le régime. Après avoir vécu quatre-vingt ans dans une semi-clandestinité, les Frères musulmans, légalisés après la chute de Moubarak, disposant de 43 % des sièges à l'Assemblée du peuple, sont décidés à jouer la carte du consensus national le plus large, y compris avec les groupes et partis non représentés au Parlement. C'est le consensus qui a permis la tenue des élections parlementaires au moment où, en novembre et décembre 2011, un véritable soulèvement populaire exigeait la démission du maréchal Tantaoui et où les travailleurs de nombreux établissements en grève réclamaient l'épuration des directions corrompues, des augmentations de salaires et des contrats permanents. Le consensus qui vise à rassurer les marchés et établir un climat de

confiance pour les investisseurs américains, européens, arabes et qataris. Le consensus contre l'annulation des privatisations, les grèves et les sit-in. Celui, précisément, qui s'est manifesté dans le refus des Frères musulmans de s'opposer à la loi criminalisant les grèves et les sit-in, décrétée par les généraux. Le consensus qui existe aujourd'hui pour accepter un prêt de 3,2 milliards de dollars du FMI.

“UN PRÉSIDENT DU CONSENSUS”

L'élection présidentielle doit se dérouler fin mai. Compte tenu du résultat obtenu par les Frères musulmans aux élections parlementaires, il ne fait pas de doute que le candidat soutenu par eux pour la présidentielle sera l'élu. Le dépôt officiel des candidatures doit avoir lieu à compter du 10 mars et jusqu'au 18 avril 2012.

Une dizaine de candidats déclarés sont en lice. Les tractations sont en cours. Les dirigeants des Frères musulmans ont déclaré publiquement qu'il faut pour l'Égypte un « *président du consensus* ». La formule a fait la « une » de tous les journaux. Chacun y va de son commentaire, mais tout le monde reconnaît qu'elle résonne comme « le président qui a également l'appui du Conseil suprême des forces armées ».

La question suivante a été posée par un journaliste à un diplomate américain : « *Faites vous confiance aux Frères musulmans ?* » ; le diplomate a répondu : « *Ils ont plusieurs facettes. Ils sont conservateurs, ils sont historiquement opposés à l'Occident, mais ce sont également des stratèges et ils ne me semblent pas vouloir faire tanguer le bateau pour le moment.* »

Le message est clair. Le consensus entre les militaires et les Frères musulmans, est celui de la « transition démocratique », voulue et soutenue par l'impérialisme, contre le processus de la révolution qui se poursuit, en Égypte comme en Tunisie, expression de la nouvelle étape de la révolution prolétarienne mondiale qui s'ouvre.

Samir Hassan

La Tunisie, un an après

Par Lucien Gauthier

Il y a un an, la mobilisation révolutionnaire des travailleurs et de la jeunesse se ressaisissant de leur centrale syndicale UGTT, chassaient Ben Ali.

Il y a un an, le numéro de *La Vérité* (février 2011), titrait : « Tunisie, Egypte, pour la IV^e Internationale, oui, la révolution prolétarienne est en marche ».

Face à tous qui parlaient de « printemps arabe » ou de « révolution démocratique », la IV^e Internationale, affirmait :

« Oui, c'est bien une révolution qui a commencé en Tunisie. Il ne s'agit pas seulement, comme l'écrivent les médias occidentaux, d'une "révolution démocratique". Il s'agit d'une révolution pour la défense de la souveraineté populaire et de la souveraineté nationale, pour la défense des droits de la jeunesse, des travailleurs et de la population laborieuse contre une petite minorité corrompue, aux ordres de l'impérialisme, notamment français et américain, par l'intermédiaire des accords d'association avec l'Union européenne et les plans du FMI qui remettaient en cause la souveraineté nationale de la Tunisie qui s'était émancipée du colonialisme et qui se livrait à une surexploitation des travailleurs tunisiens. La mobilisation du peuple tunisien exige l'expropriation de la minorité corrompue dont Ben Ali était le chef et celle

de son "parti", le RCD, véritable gangrène dans la société tunisienne. Il s'agit d'une révolution ouvrière qui se dresse contre le capital et le système d'exploitation fondé sur la propriété privée des moyens de production » (« Tunisie : c'est la révolution ! », 21 janvier 2011).

NI ÉTATS-UNIS NI QATAR !

Un an plus tard, c'est à Tunis que les forces impérialistes, sous l'égide des Etats-Unis, organisent avec la complicité de la Ligue arabe et du gouvernement tunisien une « conférence des Amis de la Syrie » préparant par là une intervention militaire en Syrie.

Le gouvernement tunisien a été l'un de ceux qui s'est mis le plus en avant dans l'appel à une intervention militaire en Syrie. Le lendemain de cette conférence, le samedi 25 février, face aux menaces, aux provocations et à l'attaque de certains de ses locaux en province, la centrale syndicale UGTT appelait à une manifestation. Celle-ci fut extrêmement importante, rappelant le nombre de manifestants qui avaient défilé lors de la chute de Ben Ali, le 14 janvier 2011.

Les mots d'ordre de la manifestation appelée par l'UGTT indiquent la disposition des masses travailleuses :

« Le peuple tunisien est libre, ni les Etats-Unis, ni le Qatar ! » ; « Contre le despotisme du capital, unité des travailleurs » ; « Le peuple exige la souveraineté nationale » ; « La Constituante est une comédie et la même bande est toujours là » ; « Du pain, de l'eau, pas Ennahda ».

Il faut ajouter qu'à la veille de la « conférence des Amis de la Syrie », la commission administrative nationale de l'UGTT avait adopté une déclaration dans laquelle on pouvait lire :

« L'UGTT condamne les massacres infligés à notre peuple en Syrie de la part du pouvoir dictatorial et de certains groupes armés. Elle exprime son rejet absolu de la "conférence des Amis de la Syrie", complot impérialiste et sioniste qui porte atteinte à la révolution de la liberté, à la dignité en Tunisie et à ses martyrs, et qui constitue un point d'appui pour tenter de la soumettre, faisant de la Tunisie le point de passage de l'ingérence étrangère pour la destruction de la Syrie, comme a été détruite la Libye et comme le fut auparavant l'Irak, et de ce fait briser les révolutions déclenchées dans les pays arabes contre le despotisme, la dictature et le colonialisme. L'UGTT appelle toutes les forces vives de la nation à exprimer leur refus de ces complots et à s'unir pour s'y opposer. »

La preuve est faite, contre tous ceux qui voudraient accréditer l'idée que le processus révolutionnaire en Tunisie a abouti et est terminé par l'élection d'une pseudo-Constituante et d'un gouvernement d'union nationale, qu'il n'en est rien. La révolution des travailleurs et de la jeunesse en Tunisie poursuit sa route en se confrontant à de nombreux obstacles dressés par les grandes puissances impérialistes qui utilisent les trois partis en coalition au gouvernement. Rappelons qu'à l'issue des élections à la pseudo-Constituante, un gouvernement d'union nationale a été constitué. Il rassemble le parti islamiste Ennahda avec deux partis « laïques », Ettakatol (membre de l'Internationale socialiste) et le Parti du congrès pour la République). Avant même la constitution du gouvernement, les trois responsables de ces partis sont allés à la

Bourse de Tunis pour rassurer le patronat et se sont adressés aux grandes puissances pour accentuer leur partenariat avec la Tunisie.

Le gouvernement d'union nationale n'a non seulement pas dénoncé l'accord d'association avec l'Union européenne qu'avait signé Ben Ali, mais, au contraire, a demandé à l'Union européenne un partenariat privilégié. C'est dans cette voie que, depuis sa formation, le gouvernement n'a cessé de menacer l'UGTT. A la veille et durant le congrès de l'UGTT, qui s'est tenu fin décembre 2011 et qui a élu une nouvelle direction, les différents membres du gouvernement et les trois partis ont multiplié les déclarations pour faire pression sur l'UGTT.

Le Premier ministre « islamiste » a appelé l'UGTT à intégrer l'union nationale. Le président de la République « laïque » a déclaré « *que la poursuite des conflits sociaux serait un suicide collectif* ».

Ces menaces et ces appels à domestiquer l'UGTT se sont heurtés à la réaction de l'écrasante majorité des délégués du congrès de l'UGTT qui ont réaffirmé l'indépendance de l'organisation syndicale et la nécessaire défense des revendications des travailleurs et de la jeunesse.

C'est dans ces conditions que depuis quelques semaines des provocations organisées ont lieu contre la centrale syndicale. Plusieurs locaux de l'UGTT ont été brûlés ou saccagés dans certaines villes de province. Un commando a tenté une provocation au siège central de l'UGTT qui a été repoussée par la réaction des travailleurs et des syndiqués.

LE GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE CONTRE LA RÉVOLUTION

Dans un article du bulletin n° 4 de *Sawt Al Oummal (La Voix des travailleurs*, tribune libre de la lutte des classes, publiée à l'initiative des partisans de la IV^e Internationale en Tunisie), on peut lire l'analyse faite de la politique du gouvernement :

« Les délégations diplomatiques et les représentants des institutions financières internationales se succèdent à un rythme sans précédent à Tunis. » C'est ce que déclare Rached Ghannouchi, le président du parti Ennahda. En effet, il ne se passe pas une semaine sans qu'un représentant de l'Union européenne ou des Etats-Unis ou du FMI ou de la Banque mondiale ou des pays du Golfe, et principalement le Qatar, ne vienne à Tunis pour signer des conventions et des contrats avec le gouvernement tunisien.

« C'est d'excellent augure pour l'économie tunisienne », disent de concert les dirigeants européens et américains, les dirigeants du FMI et de la Banque mondiale et les dirigeants des partis au pouvoir, à savoir Ennahda, Ettakatol et le Congrès pour la République. C'est excellent pour qui ?

Regardons ce qu'il en est de cette politique économique qui prône l'endettement à tout-va. Et tout d'abord la situation de la dette publique. Les données officielles indiquent que la dette publique représente 45 % de notre PIB. « C'est très loin du compte », disent des économistes tunisiens qui la situent autour de 100 % parce que les données officielles sur lesquelles se basent les calculs de la Banque mondiale ne prennent pas en compte les investissements directs qui rentrent évidemment en ligne de compte dans le calcul de la dette publique.

Depuis l'application des deux plans d'ajustement structurel, la situation de l'économie de notre pays n'a fait que poursuivre la pente vertigineuse de l'endettement. La signature du contrat d'association avec l'Union européenne en 1995 a aggravé encore plus le gouffre de la dette, en livrant la grande majorité des entreprises publiques à la privatisation et en ouvrant, tel que le stipule le contrat d'association, les frontières douanières aux marchandises et aux produits en provenance des pays de l'Union européenne. Résultat des courses : un Etat lourdement endetté, un chômage endémique et... des entreprises étrangères florissantes qui profitent sans vergogne d'une totale franchise douanière et fiscale et d'une main-d'œuvre bon marché. Et ce, jusqu'au jour où elles délocalisent vers des cieux encore plus avantageux en Asie et en Inde.

Le constat est évident, la poursuite de la politique de l'endettement ne fait que

creuser le gouffre de la dette. Les institutions financières, les banques et les spéculateurs financiers "investissent" pour accroître encore plus leurs intérêts. Les fonds octroyés par le G 8, le FMI, l'Union européenne ou les pays du Golfe ne servent qu'à une seule chose : le service des intérêts de la dette.

Le président de l'Assemblée constituante, Mustapha Ben Jaafar, propose aux pays de l'Union européenne de "recycler" leur dette. Ben Ali proposait la même chose en 1993. Recycler la dette, c'est tout simplement reconvertir la dette dans des projets ciblés et encore plus avantageux pour les organismes financiers internationaux.

Il est évident que la politique poursuivie par le gouvernement de la coalition Jebali-Marzouki-Ben Jaafar est la même politique que poursuivait Beji Caïd Essebsi et qui découle en droite ligne du programme de soumission à l'impérialisme imposé par le gouvernement Ben Ali-Ghannouchi.

L'UGTT appelait, depuis le déclenchement de la révolution, à l'arrêt de la politique de l'endettement et au refus de payer la dette pour tous les prêts frauduleux et entachés de corruption.

Le FMI, la Banque mondiale, l'Union européenne saignent depuis des décennies le peuple tunisien et lui soustraient ses richesses contre de prétendues aides et de prétendus prêts pour aider au développement et qui ne sont en réalité que des fonds investis à forts taux d'intérêts.

La souveraineté de la nation tunisienne exige que soit mis fin à cette politique de soumission à l'impérialisme.

La souveraineté de la nation exige qu'il soit immédiatement dit : "Non à l'endettement. Non à la dette publique qui n'est pas une dette contractée par le peuple tunisien mais par le régime de la corruption et de la dictature."

Les dizaines de milliers de travailleurs, de chômeurs, d'étudiants et d'élèves qui ont défilé le 25 février à Tunis pour défendre leur UGTT ont scandé : "Le peuple tunisien est libre, non aux Etats-Unis, non au Qatar !" Oui, le peuple tunisien veut vivre libre. Il veut se libérer des chaînes de l'impérialisme. Non aux Etats-Unis, non à l'Union européenne, non au Qatar ! »

DÉFENSE DE LA RÉVOLUTION, DÉFENSE DE L'UGTT !

En s'attaquant à l'UGTT, le pouvoir, au compte des puissances impérialistes, s'attaque au processus même de la révolution. C'est en effet sur la revendication « *de l'eau, du pain, pas Ben Ali* » qu'il y a un an la jeunesse et les travailleurs avec l'UGTT ont organisé la mobilisation qui a chassé Ben Ali.

Le contenu de ce mouvement, c'était l'exigence de voir les revendications aboutir et l'impossibilité de les voir aboutir sans chasser ce régime. Le régime dictatorial de Ben Ali n'avait qu'une fonction : assurer l'ordre pour permettre aux entreprises étrangères d'exploiter le peuple tunisien. L'accord d'association avec l'Union européenne, basé sur le principe de la concurrence libre et non faussée, était un talon de fer sur le peuple tunisien. Le mouvement révolutionnaire des masses tunisiennes charriait l'exigence indissociable des droits économiques, démocratiques et nationaux. La seule voie pour la souveraineté nationale était la rupture des liens de subordination aux grandes puissances impérialistes. L'exigence de la tenue d'une Assemblée constituante, que réclamaient les masses et sur laquelle a dû céder le gouvernement, avait pour but de décréter la nation souveraine qui ne peut se réaliser qu'avec la rupture avec l'impérialisme. Et c'est précisément la raison pour laquelle les grandes puissances impérialistes, avec la collaboration de pratiquement tous les partis, ont confisqué cette Constituante pour la transformer en pseudo-élections législatives débouchant sur un gouvernement d'union nationale qui a pour mission de préserver la subordination à l'impérialisme.

Et c'est la raison pour laquelle celui-ci, au compte des grandes puissances impérialistes, s'attaque à l'UGTT.

L'UGTT plonge ses racines dans l'histoire du mouvement ouvrier international. Les premières formes d'organi-

sation spécifiques aux travailleurs tunisiens, alors sous colonisation française, se constituèrent après la grève des dockers de Tunis, en août 1924, suivis par ceux de Bizerte, qui embraseront ensuite toute la classe ouvrière tunisienne.

Quand nous disons que l'UGTT est l'organisation historique de la classe ouvrière de Tunisie, ce n'est pas une formule de style. C'est en 1946 que l'UGTT se constitue formellement. En l'espace d'un an, elle comptera plus de 65 000 syndiqués.

Dès son congrès de fondation, l'UGTT s'était prononcée pour l'indépendance de la Tunisie, reliant ainsi directement les revendications des ouvriers à la revendication de souveraineté nationale.

La Tunisie, comme la plupart des pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, était un pays sous domination coloniale étrangère. A la différence des pays d'Europe et des Etats-Unis qui, au XIX^e siècle, avaient effectué leur révolution démocratique sous le contrôle de la bourgeoisie, chassant l'aristocratie et réalisant la souveraineté nationale dans le cadre du régime bourgeois et sous sa domination, les pays colonisés n'ont pas connu ce même chemin. A l'époque de l'impérialisme et de sa domination mondiale, une pleine indépendance et une pleine souveraineté nationale ne peuvent être réalisées par les bourgeoisies débiles locales — totalement inféodées à l'impérialisme —, mais par la classe ouvrière libérant la nation de la subordination à l'impérialisme. Défendre la révolution et aider à son approfondissement, c'est précisément défendre l'UGTT, cadre de l'organisation de la classe ouvrière, seule classe capable d'assurer la souveraineté nationale. C'est le combat du bulletin *Sawt Al Oummal*, conçu comme une tribune libre de la lutte des classes, dans l'objectif d'assurer le libre débat pour le groupement de militants d'origines politiques diverses mais qui entendent combattre dans la voie révolutionnaire contre l'impérialisme.

Lucien Gauthier

La classe ouvrière chinoise, la bureaucratie et le "cap sur l'Asie" d'Obama

(Première partie)

Par Alain Frandor

Xi Jinping est présenté comme devant devenir le prochain secrétaire général du Parti communiste chinois et chef de l'Etat. Il s'est rendu à Washington en visite officielle à la mi-février 2012.

Dan Blumenthal, officiel américain qui fut en charge des relations Etats-Unis-Chine, décrit l'espoir de l'administration américaine : « *Ils espèrent qu'il sera enfin le dirigeant chinois qui acceptera le point de vue américain, à savoir que la Chine ira mieux si elle adopte les règles du jeu made in America.* » Mais, précise-t-il aussitôt, Xi Jinping ne peut prendre d'engagements nets « *à moins qu'il n'ignore ce que la Chine appelle des "tensions sociales"* » (*Foreign Policy*, 10 février). Ces « *troubles sociaux* » annoncent « *une année pleine de dangers* », s'inquiète le magazine britannique des affaires *The Economist* (28 janvier 2012).

« *La Chine connaît sa pire vague de conflits ouvriers depuis les grèves sauvages dans les usines d'automobiles japonaises l'année dernière* », s'alarme le quotidien britannique de la finance *Financial Times* (24 novembre 2011). De même le magazine américain *Time* (28 novembre 2011) : « *Ce sont les plus significatives depuis que les ouvriers s'étaient mis en grève dans les entreprises étrangères à l'été 2010.* »

Ainsi, si les commentateurs saluent une « *progression économique* » que rien semble-t-il ne peut ralentir (la Chine serait

devenue la « deuxième puissance économique mondiale »), ils s'alarment en même temps des risques de troubles.

Que des ouvriers fassent grève contre un patron d'usine privée hongkongais ou japonais, pour de meilleurs salaires, peut paraître naturel, « classique » en quelque sorte. Mais, et c'est l'objet de la réflexion que cherche à ouvrir cet article, elles ont lieu dans un pays où l'essentiel des grands moyens de production est toujours détenu par l'Etat, et non par des propriétaires privés. Quelle est la nature du régime de propriété en Chine ? Quelles sont les relations de la Chine avec le marché mondial ? Que demeure-t-il des conquêtes de la révolution de 1949 ?

C'est en relation avec ces questions que nous commencerons par quelques réflexions sur les conflits ouvriers en cours.

UNE NOUVELLE VAGUE DE GRÈVES DEPUIS OCTOBRE 2011

Le 17 octobre 2011, plus d'un millier de jeunes ouvrières et ouvriers se mettaient en grève chez le fabricant de montres Citizen, à Shenzhen, la ville célèbre pour sa zone économique spéciale. « *Les 1 178 salariés de l'usine se sont plaints que l'usine ait déduit quarante minutes de leurs cartes de pointage tous les jours depuis 2005 pour*

compenser le temps que les employés prennent pour aller aux toilettes », explique l'AFP. Voici les revendications : paiement des temps irrégulièrement déduits du 1^{er} octobre 2005 au 31 octobre 2011 ; calcul et versement des cotisations de retraite sur le salaire réel ; compensation pour les travailleurs victimes du déménagement de l'usine ; négociations honnêtes avec les délégués choisis par les ouvriers. La grève a duré douze jours. Plusieurs séances de négociation ont eu lieu jusqu'à ce que la direction, finalement, cède le 28 octobre. C'était la dixième grève à Shenzhen recensée en ce mois d'octobre.

Depuis, une vague de grèves s'est développée dans diverses provinces du pays — et pas seulement dans le secteur manufacturier privé et étranger de la province exportatrice du Guangdong —, dans une situation où l'inflation des prix, notamment alimentaires, sévit depuis plus d'un an. « *Un rapport publié ce mois-ci par l'Académie chinoise des sciences sociales établit que les grèves de 2011, par comparaison à celles de 2010, sont mieux organisées, plus agressives et susceptibles de servir de modèles à des actions similaires* », s'inquiète *The Economist* (28 janvier 2012).

Ces grèves qui touchent aussi maintenant les entreprises d'Etat ont commencé par se développer dans les entreprises privées appartenant aux multinationales. Mais, faut-il le rappeler, l'implantation de ces dernières en Chine n'est pas tombée du ciel. Elle résulte de décisions politiques du pouvoir à Pékin. Ce dernier a décidé de favoriser la venue des multinationales, les protège et, lors du démarrage de chaque grève, le syndicat officiel se range d'abord du côté des patrons.

Ces grèves, menées contre les exploiters directs de ces travailleurs, mettent donc en cause le pouvoir politique, celui du Parti communiste chinois (PCC). Que les autorités puissent parfois ensuite, par le truchement du syndicat officiel, chercher à se présenter comme des « médiateurs » indique la puissance du mouvement et les déchirements qu'il peut provoquer dans les sommets du parti.

Quand la grève éclate dans des entreprises d'Etat où ce sont les dirigeants du

Parti communiste qui, au niveau national, comme à celui des villes et des provinces, décident de la restructuration ou du blocage des salaires, cette confrontation avec le pouvoir politique, avec l'Etat, apparaît encore plus nettement. Ainsi, la grève de trois jours à l'aciérie d'Etat, près de Chengdu, au début de janvier sur des revendications salariales a arraché une augmentation de salaire réelle, « *sans aucun doute sur ordre du gouvernement* », indique *The Economist*. C'est tout autant le cas quand la grève est dirigée contre la privatisation ou la dislocation d'une entreprise, donc contre la politique dite de « réforme » conduisant à la liquidation de la propriété d'Etat.

Il faut également noter que ces grèves éclatent dans un pays où le droit de grève ne figure plus depuis 1992 dans la Constitution et où la seule organisation syndicale légale est explicitement sous la coupe du parti qui exerce le pouvoir sans partage, le Parti communiste chinois.

Ainsi, qu'il s'agisse d'entreprises étrangères ou d'entreprises d'Etat, les mouvements de grève sont l'expression de l'action d'une seule classe, de la classe ouvrière chinoise considérée dans sa totalité qui se heurte à la pénétration impérialiste comme à la bureaucratie détentrice du pouvoir qui en est le fourrier (1).

LA RÉFÉRENCE À LA GRÈVE CHEZ HONDA EN 2010 : DES DÉLÉGUÉS ÉLUS

Pourquoi, à propos des conflits en cours, est-il fréquemment fait référence à Honda ? La caractéristique de la grève de Honda, à Foshan en mai 2010, c'est que des jeunes

(1) Fréquemment, dans cet article, est utilisé le terme de bureaucratie. Précisons donc que la bureaucratie chinoise, c'est la couche sociale qui exerce un contrôle sans partage du pouvoir, qui s'identifie avec l'Etat, qui tire ses privilèges et sa position socialement dominante de cette domination politique exercée par le moyen du parti unique. Elle n'est pas une nouvelle classe, dans la mesure où cette domination n'est pas déterminée par une place particulière dans les rapports de production, mais une couche sociale dont les privilèges reposent sur le parasitage de la propriété d'Etat et sur l'interdiction de toute représentation politique propre de la classe ouvrière.

travailleurs ont commencé à prendre leurs propres affaires en main : ils ont discuté, se sont préparés et organisés, ont décidé ensemble et démocratiquement de leurs revendications et de la grève, élisant leurs propres délégués pour négocier, écartant jusqu'à un certain point les représentants dans l'usine du syndicat officiel, l'ACFTU, rangés derrière les patrons japonais. Les délégués étaient mandatés par l'assemblée de grève, et ils ne pouvaient rien signer sans avoir recueilli l'avis de l'assemblée au préalable.

Toutes ces grèves formulent des revendications de salaire et de protection sociale, en contradiction avec les exigences des multinationales que soutiennent les autorités chinoises. Elles cherchent, dans les faits, à imposer l'exercice de droits dont les travailleurs ont été dessaisis : le droit de grève, le droit de négocier des contrats et droits collectifs, le droit de manifester, le droit de s'organiser indépendamment des institutions du pouvoir.

Tous ces droits, c'est bien la lutte de classe qui de nouveau cherche à les faire vivre. C'est l'action de la classe ouvrière chinoise qui les remet à l'ordre du jour, qui souvent en impose le respect (au moins temporairement) malgré la répression toujours menaçante. Ainsi, aujourd'hui, il est rare que le pouvoir se risque à condamner à la prison ou au camp de rééducation des ouvriers en grève ou en manifestation. La répression se concentre dans la volonté du pouvoir d'interdire toute organisation ouvrière permanente.

LES VILLAGEOIS DE WUKAN AUSSI CHOISISSENT LEURS REPRÉSENTANTS

Wukan est un « village » de pêcheurs et de paysans de 15 000 habitants situé sur la côte de la riche province du Guangdong. En Chine, la terre est propriété collective gérée par un comité de village. Depuis des années, les habitants protestent contre la vente spoliatrice et frauduleuse des terres agricoles par les bureaucrates locaux. Ce n'est pas en soi un événement inhabituel : certains experts avancent que les deux tiers des 90 000 manifestations de masse, pétitions, grèves, etc., en 2010 se déroulaient à

la campagne en raison de la vente illégale des terres (le sociologue Sun Liping les estime, lui, à 180 000, soit 500 chaque jour !).

Le 21 septembre 2011, une manifestation est allée exiger la restitution des terres, des bureaux officiels ont été saccagés et le secrétaire du Parti communiste de la ville a dû prendre la fuite.

Le 21 novembre, plusieurs milliers ont à nouveau manifesté pacifiquement, drapeaux déployés, exigeant : « *Rendez-nous nos terres !* » « *La municipalité a promis de résoudre le problème, mais ils n'ont rien fait ! Ce sont des menteurs. S'ils ne s'en occupent pas, la prochaine fois, ce ne sera plus pacifique !* », avertit un manifestant. Un autre explique que 80 % des terres collectives ont été vendues à des promoteurs, rapportant 700 millions de yuans (85 millions d'euros) aux autorités, mais seulement 550 yuans à l'habitant (65 euros) !

Sans réponse de la part des autorités du village, les habitants de Wukan ont alors décidé de désigner leurs propres représentants, douze délégués choisis pour leur combativité. Les bureaucrates se trouvèrent chassés du village : les bâtiments de la municipalité étaient vides, car les officiels s'étaient enfuis, le commissariat de police a été déserté par ses occupants... Désormais, les décisions étaient prises devant l'assemblée des habitants sur une place du village.

Un des représentants qui devaient négocier quelques jours plus tard avec le numéro deux du PC de la province, dépêché sur place en urgence, insiste :

« *La revendication la plus importante qu'il doit satisfaire, c'est la reconnaissance légale des douze représentants du village, même si cette représentation est temporaire et transitoire.* »

(*The Telegraph*, 20 décembre 2011).

Un accord fut trouvé quelques jours plus tard, qualifié de « *début de victoire* » par un des représentants du village. L'AFP écrit alors : « *Les autorités chinoises ont fini par lâcher du lest (...). Cette volte-face, après plus de dix jours de blocus du gros bourg de Wukan, montre que le pouvoir s'inquiète du bruit que fait dans le pays ce soulèvement et qu'il redoute une possible contagion à d'autres villes.* »

Le journaliste de l'agence Reuters souligne pour sa part (12 décembre 2011) : « *Ce qui inquiète les autorités, ce n'est pas leur nombre, mais cette tendance à davantage d'obstination et d'organisation.* »

Cela ne fait aucun doute, et c'est certainement ce qui explique que des élections ont effectivement eu lieu à Wukan le 1^{er} février pour choisir une commission de onze membres parmi lesquels des délégués actifs dans la mobilisation des villageois qui organisera et supervisera des élections au « comité de village ».

LA CHINE ET LE MARCHÉ MONDIAL

Dans quel contexte international se situe cette montée des revendications politiques et sociales ? En 2008, le Premier ministre, Wen Jiabao, expliquait :

« La Chine est profondément préoccupée par la situation de l'économie américaine et de l'économie mondiale. (...) Le développement économique mondial ne saurait être sans effets sur la Chine. L'année 2008 pourrait être pour l'économie chinoise l'année la plus difficile car il y a beaucoup d'incertitudes (...). »

Et Wen Jiabao déclarait au sommet Euro-Asie de Bruxelles en octobre 2010 : « *Si la Chine devait rencontrer des problèmes sur le plan économique ou dans la société, ce serait un désastre pour le monde entier.* » Il pourrait répéter le même discours en 2012 en s'inquiétant encore davantage... Et tout le monde a peur de ce qui aujourd'hui pourrait frapper la Chine, déchaînant des forces incontrôlables : « *La Chine est aujourd'hui un monstre gigantesque. Et si elle a des problèmes, tout le monde aura des problèmes* », dit Victor Shih, un spécialiste de l'économie chinoise.

Que reconnaissait ainsi l'un des plus hauts représentants de la bureaucratie chinoise ? Non seulement que l'économie chinoise ne pouvait se séparer de l'économie mondiale, mais surtout que la manière dont les liens avec le marché mondial avaient été resserrés et diversifiés en rendait la Chine encore plus dépendante. C'était admettre le

caractère fallacieux de toutes les « théories » sur un « socialisme dans un seul pays » et, plus précisément, d'un « socialisme de marché à la chinoise ». La crise mondiale et généralisée dans laquelle était plongé le système d'exploitation capitaliste, la décomposition du marché mondial menaçait directement ce qu'on appelle parfois la « prospérité chinoise ».

Quelle est la situation réelle en Chine au moment où elle est désignée comme la deuxième puissance économique mondiale ? L'agence d'analyse économique Xerfi donnait un résumé de la situation du pays dans une conférence sur la Chine le 15 avril 2011 :

« Les prix des matières premières s'envolent, l'inflation, notamment alimentaire, dérape, la compétitivité s'érode et les bulles, en particulier immobilière, s'accroissent, contraignant les autorités à intervenir pour tenter de refroidir l'économie. En façade, pourtant, la vitrine est alléchante. L'an passé, la croissance du PIB a atteint les 10 % après un ralentissement presque imperceptible en 2009. Et pour cette année, malgré les remous internationaux et les catastrophes environnantes, nous continuons d'attendre une croissance de l'ordre de 9,5 %. Cette progression à haute vitesse est liée bien entendu à la bonne tenue de l'investissement, mais aussi du commerce extérieur. L'an passé, la Chine a même délogé les Etats-Unis de sa première place mondiale pour le volume de production manufacturière. Bien entendu, les modes de production sont radicalement différents. Pour une production manufacturière comparable, il faut huit fois plus d'employés en Chine qu'aux Etats-Unis. La valeur ajoutée de la production est également radicalement différente. Pour un iPhone "Assembled in China", dont le coût est estimé à 189 dollars, seuls 6,5 dollars reviennent in fine à la Chine. Une misère. »

Ces quelques chiffres indiquent en quoi la Chine est encore un pays « arriéré » du point de vue de la productivité du travail (2)

(2) Rappelons que le facteur essentiel de mesure de toute économie est celui de la productivité : « *Toute économie est une économie de temps* », soulignait Trotsky dans *La Révolution trahie*. Par exemple, constatons que, compte tenu de leurs populations respectives, la Chine pourrait produire en volume autant que les Etats-Unis avec une productivité cinq fois moindre. Simple hypothèse d'école car on en est encore bien loin !

— un peu plus de 4 % de celle des Etats-Unis — en dépit de son titre de deuxième économie mondiale.

D'ailleurs, réfléchissons aux conditions dans lesquelles ce titre lui a été décerné. Elles sont simples. La bureaucratie met à disposition des multinationales une main-d'œuvre à bas coût et sans droit d'organisation pour l'assemblage manufacturier. Celles-ci exportent dans le monde entier et toute la presse internationale quasi unanime célèbre la « croissance chinoise ». Mais 60 % de ces exportations (plus de 85 % en ce qui concerne les produits de haute technologie) à partir de la Chine ne sont pas chinoises, mais américaines ou européennes... en provenance de Chine. Ce qui n'est pas du tout la même chose.

Dans un article intitulé : « *Made by America in China* » (magazine américain de la finance *Forbes*, juillet 2007), la rédactrice en chef écrivait :

« La Chine a l'air forte mais elle est faible. (...) Quand la Chine exporte une paire de chaussures à 100 dollars, il n'y en a que quinze qui restent en Chine sous la forme de salaires aux ouvriers, de transport et autres. Ce sont les compagnies américaines qui touchent le reste. »

Cela n'a pas changé depuis. *The Economist* (21 janvier 2012) cite une étude de juillet 2011 menée par trois universitaires de Californie d'où il ressort que le coût du travail des ouvriers chinois pour la firme Apple (en réalité, ce qui était versé au patron au titre du paiement de la main-d'œuvre...) représentait 1,8 % de la valeur d'un iPhone 4 !

LE SECTEUR PRIVÉ MANUFACTURIER EN PREMIÈRE LIGNE...

En fait, particulièrement à partir de l'été 2008, la crise a frappé la Chine dans ce qu'elle avait de plus intégré au marché mondial, c'est-à-dire le secteur manufacturier dédié à l'exportation aux pays de l'Union européenne d'abord, aux Etats-Unis ensuite. Des dizaines de milliers d'entreprises privées sous-traitantes ou en joint venture à forte main-d'œuvre liées au secteur de l'exportation, et donc entière-

ment dépendantes de la situation économique des pays occidentaux, ont fermé leurs portes. Vingt millions de travailleurs migrants ont été licenciés ou n'ont pu trouver de travail, a dû admettre la direction du PCC en février 2009. Quarante et un millions d'emplois ont été détruits par la crise, selon un chercheur directeur de l'Institut de la population (septembre 2009).

Face au désastre social menaçant, le gouvernement décida de réagir et de lancer à l'automne 2008 un plan de relance massif de près de 450 milliards d'euros destiné à créer des millions d'emplois pour tenter de compenser ceux qui disparaissaient ou allaient disparaître massivement, donnant la priorité aux entreprises d'Etat. Ces décisions allaient momentanément en sens inverse de la politique menée par la bureaucratie depuis des années. A la différence des pays capitalistes industrialisés qui mettent en place des plans de renflouement des banques privées et des mesures anti-ouvrières présentés comme nécessaires face à la crise, l'Etat chinois, parce qu'il est le propriétaire des grands moyens de production, pouvait mobiliser des moyens matériels et financiers visant à assurer la marche de l'économie et donc la création d'emplois : les fonds du plan étaient destinés à la construction d'infrastructures (autoroutes, ponts, métros, voies ferrées et trains, aéroports, etc.) et réservés à plus de 90 % aux entreprises d'Etat.

Mais la bureaucratie parasitaire et corrompue ne peut se réformer, même dans le but de se sauver. Sa gestion bureaucratique a laissé libre cours aux forces en place dans les provinces et localités, dans les entreprises d'Etat, c'est-à-dire au détournement de masses financières énormes englouties par la corruption (l'ampleur des sommes détournée est telle que le ministre des Chemins de fer pris la main dans le sac a dû être limogé), à la spéculation immobilière, et sans doute à des circuits financiers spéculant y compris contre la monnaie de leur propre pays.

Et aujourd'hui, le problème de la fermeture de dizaines de milliers d'entreprises privées va se poser à nouveau, et cela de façon encore plus agüe :

« L'industrie du jouet est particulièrement touchée par la baisse des exportations qui frappe le sud-est industriel chi-

nois. Des milliers d'ateliers ont fermé leurs portes en 2011 et un dixième des salariés du secteur ont perdu leur emploi, selon la Fédération des fabricants de jouets, basée à Hong Kong. » (Reuters, 13 janvier 2012).

Les chiffres officiels annonçaient début de décembre 2011 que la production industrielle avait chuté à son niveau le plus bas depuis trente-deux mois. Le secteur non manufacturier a également plongé. Ce sont des dizaines de milliers d'emplois qui ont sans doute d'ores et déjà été supprimés, en premier lieu dans le secteur privé. Comme il s'agissait de travailleurs migrants qui ne bénéficient généralement pas de contrat de travail, cela n'entre pas dans le champ des statistiques...

La Fédération des entreprises de Hong Kong estime possible qu'un tiers de ses 50 000 entreprises situées en Chine aient fermé ou licencié fin 2011 ! Alors, ce sont des centaines de milliers d'emplois, voire des millions, qui seraient en jeu !

... MAIS EN FAIT, C'EST TOUTE L'ÉCONOMIE QUI EST MENACÉE

Avec les bulles immobilière et financière, les finances des collectivités locales, la corruption qui gangrène tous les circuits économiques à tous les niveaux et la spéculation, la bureaucratie mine de l'intérieur son propre système. Il y a la crise qui commence à laminer les débouchés des entreprises d'Etat (sidérurgie, chantiers navals par exemple), mais il y a aussi les décisions de la bureaucratie qui conduisent à la mise en concurrence (forcément favorablement) des multinationales avec des entreprises chinoises publiques :

« Le 1^{er} juillet, le ministère des Finances annonçait que la politique de soutien aux "innovations locales", que les compagnies étrangères voyaient comme un handicap à leurs réponses aux appels d'offres publics sur les équipements et les technologies, était levée. Les chambres de commerce américaine et européenne ont applaudi, mais "attendent de voir si les administrations locales se conformeront à cet ajustement". Elles ont par ailleurs incité la Chine à adhérer à l'accord de l'OMC sur les marchés publics » (Question Chine, septembre 2011).

Evidemment, le même problème se pose, plus aigu encore, avec le contrôle des mouvements de capitaux, tâche de plus en plus difficile car la spéculation internationale se fraye un chemin grâce aux institutions et instruments que la bureaucratie elle-même a mis en place. Cette spéculation porte notamment sur la perspective de l'appréciation du yuan, la monnaie chinoise, une exigence sans cesse renouvelée de l'impérialisme

Des masses considérables de capitaux spéculatifs sont en effet entrées dans le pays depuis le début de la crise dans l'espoir de cette appréciation du yuan. En 2010, pour 106 milliards de dollars d'investissements directs étrangers, l'Administration d'Etat chinoise des changes comptait de son côté quelque 35 milliards pour la spéculation. *The Financial News*, l'organe de la Banque centrale (la Banque populaire de Chine) avait beau déclarer qu'il n'y avait « pas lieu d'attendre une appréciation majeure du yuan l'année prochaine » car « à un moment aussi crucial, toute fluctuation importante du taux de change du yuan aurait un impact significatif sur l'économie chinoise et ne serait pas conforme aux intérêts fondamentaux du pays », (Reuters, 16 décembre 2010), cela ne change pas grand-chose : « *Les marchés spéculent sur une appréciation du yuan et poussent la Banque centrale à fixer régulièrement de nouvelles limites au taux de conversion du yuan avec le dollar* » (Le Monde, 1^{er} octobre 2011).

Dans cette situation marquée par la montée des processus spéculatifs, notons ces chiffres d'une étude du Crédit Suisse : 10 % des plus riches Chinois détiennent 62 % des revenus illégaux, soit 1 000 milliards d'euros, et ils sont soit dirigeants du PC, soit liés au PC.

LA QUESTION CRUCIALE DE LA MONNAIE CHINOISE

La question de la monnaie chinoise est une illustration des rapports entre la Chine et les Etats-Unis. Le yuan (ou renminbi) n'est pas fixé par les marchés ni pleinement convertible et depuis des années,

l'impérialisme américain et l'Union européenne à sa suite font pression pour que la valeur de la monnaie chinoise ne soit plus déterminée par la Banque populaire de Chine, mais par les marchés. La pression de l'impérialisme se traduit par l'exigence sans cesse réitérée depuis plus de dix ans de réévaluer le yuan, qui vise en réalité à pousser à sa pleine convertibilité pour l'offrir à la spéculation des marchés financiers.

Cette réévaluation du yuan (« *manipulé et sous-évalué* », disent les cercles dominants de l'impérialisme), le gouverneur de la Banque centrale chinoise et les dirigeants chinois la refusent encore (alors qu'ils sont pourtant favorables à un yuan dont la valeur serait déterminée par les marchés financiers). En octobre 2011, les sénateurs américains ont voté une loi visant à appliquer des droits de douane sur certains produits chinois entrant aux Etats-Unis, car le yuan est « *fortement sous-évalué* »... (En réalité, depuis 2005, il s'est apprécié de 40 % par rapport au dollar.)

Or, comme l'explique Yao Yang, directeur du *China Center for Economic Research* à l'Université de Pékin, dans un article intitulé : « *Le casse-tête à 3 200 milliards de dollars* » (*Project Syndicate*, 18 août 2011), *il faut absolument limiter les flots de liquidités pour éviter une hausse incontrôlable de la monnaie car « une étude du Centre de recherche en économie a montré qu'une appréciation de 20 % du yuan face au dollar entraînerait une chute de l'emploi de 3 %, c'est-à-dire plus de 20 millions de postes de travail » !*

La crainte de voir le déchaînement de mouvements de la classe ouvrière chinoise interdit pour l'instant à la bureaucratie de céder totalement à ces exigences de l'impérialisme sur la monnaie. Pour que le yuan soit « une monnaie comme les autres », il faudrait bouleverser totalement le régime de la propriété d'Etat (qui inclut les législations de contrôle du crédit et des flux de capitaux), ce qui menacerait l'existence même de la bureaucratie. Tout en ayant accepté l'appréciation du yuan, la bureaucratie n'a pas encore à ce stade accepté sa pleine convertibilité.

LA CHINE PEUT-ELLE ÊTRE UNE "SOLUTION A LA CRISE" ?

Depuis des années, la Chine se sert de ses réserves de change en dollars pour acheter des bons du Trésor américain. Une question se pose aux dirigeants chinois : faut-il que la Chine se porte maintenant au secours de la zone euro pour sauver ses débouchés à l'exportation ? L'Europe, première destination des exportations chinoises, est au bord de l'effondrement. Les peuples d'Europe sont soumis aux diktats de la troïka. Et la bureaucratie chinoise annonce qu'elle « *soutient fermement les mesures prise par l'Union européenne et le FMI* », ainsi que « *la stabilité de l'euro* ». Elle rachète de la dette grecque pour tenter d'éviter l'effondrement, puis de la dette portugaise et de la dette espagnole. La Banque centrale chinoise écrit le 7 janvier 2011 : « *La Chine soutient les mesures adoptées par l'Espagne pour son réajustement économique et financier et à la ferme conviction que le pays parviendra à une reprise économique générale.* »

La bureaucratie se porte ainsi au secours de l'ordre économique mondial, que ce soit en achetant les bons du Trésor que les Etats-Unis émettent pour financer leur endettement sans cesse croissant, ou en rachetant des dettes européennes. Tout cela avec leurs réserves en dollars. Il faut rappeler que ces réserves en dollars américains sont le fruit de la surexploitation des ouvriers chinois dans les usines des industries manufacturières exportatrice. Les productions sont payées aux usines chinoises en dollars par les multinationales, les directions des usines déposent ces sommes en banque, et la Banque centrale chinoise s'en sert pour acheter des bons du Trésor américain. Cette aide de la bureaucratie ne peut cependant sauver le régime capitaliste entré dans une phase aigüe de décomposition.

LA CHINE EST-ELLE UN ÉTAT CAPITALISTE ?

La Chine, dont on vient d'évoquer la place qu'elle tient dans le marché mondial, est-elle régie, socialement, par les lois du

système capitaliste ? Le fonctionnement de l'économie chinoise est-il déterminé par la recherche du profit d'une classe capitaliste possédant les moyens de production comme sa propriété privée, et l'Etat est-il constitué sur la base de la défense de rapports sociaux — et donc de rapports de propriété — capitalistes ?

Y aurait-il eu une contre-révolution en douceur, pacifique, qui aurait rétabli la domination économique et politique des capitalistes ?

Il y a, explique-t-on dans la presse internationale, de plus en plus de millionnaires chinois. Nombre d'articles insistent également sur le fait que ce sont les entreprises privées qui l'emportent, ou encore que c'est ce secteur qui emploie le plus grand nombre de salariés (3).

S'il est bien sûr significatif du caractère mafieux de la bureaucratie, le fait que l'on dénombre deux cents milliardaires en dollars, ne permet pas en soi de conclure que le capitalisme est restauré. Que les membres les mieux placés de la caste bureaucratique placent des milliards tirés du détournement et du pillage de la propriété sociale dans des paradis fiscaux, ou les jouent aux casinos de Macao, ne suffit pas à établir la formation d'une classe bourgeoise et encore moins qu'elle soit parvenue à modifier les rapports de propriétés.

Cela confirme seulement que la politique menée par la bureaucratie favorise la constitution d'une couche sociale parasitaire croissante en importance, qui détient un capital privé, liée aux politiques de cessions d'entités publiques au secteur privé, à la spéculation sur les matières premières (énergie, métaux...) et sur l'immobilier. Les milliardaires récents relèvent par exemple, pour un quart d'entre eux, du développement de la promotion et de la spéculation immobilières à partir du plan de relance de 450 milliards d'euros lancé fin 2008, elles-mêmes reliées pour partie à des dirigeants d'entreprises d'Etat et apparatus locaux — ce qui fait qu'on compte 75 députés de l'Assemblée nationale populaire parmi les mille plus riches de Chine.

Pour autant, la restauration du capitalisme en Chine est-elle accomplie ? En 1936, Trotsky écrivait dans *La Révolution trahie* à propos de l'URSS :

« La bureaucratie est-elle une classe dirigeante ? Les classes sont définies par leur place dans l'économie sociale et avant tout par rapport aux moyens de production. Dans les sociétés civilisées, la loi fixe les rapports de propriété. La nationalisation du sol, des moyens de production, des transports et des échanges, et aussi le monopole du commerce extérieur forment les bases de la société soviétique. Et cet acquis de la révolution prolétarienne définit à nos yeux l'URSS comme un Etat prolétarien. »

Et il ajoute à propos des obstacles à la restauration : *« Tant que le monopole du commerce extérieur n'est pas aboli, tant que les droits du capital ne sont pas rétablis. »*

Qu'en est-il aujourd'hui en Chine ? On peut commencer à aborder cette question en partant des deux termes de Trotsky.

Il nous faut ici préciser que les conditions de la révolution russe, s'appuyant sur les conseils ouvriers et dirigée par un parti révolutionnaire, ne sont pas identiques, et de loin, aux conditions de la révolution chinoise de 1949 dont, dès le départ, le PCC a exproprié les masses. Néanmoins, la révolution chinoise a abouti à l'expropriation du capital tant national qu'étranger et, en ce sens, la méthode d'analyse de Léon Trotsky est indispensable.

LA PROPRIÉTÉ D'ÉTAT DANS L'INDUSTRIE ET LA POLITIQUE "DES RÉFORMES"

Les entreprises d'Etat, éléments constituants essentiels de la propriété d'Etat,

(3) Encore que les spécialistes bourgeois de l'économie chinoise reconnaissent que les statistiques sur ce terrain sont extrêmement peu fiables car les critères utilisés pour définir le type de propriété sont extrêmement confus. On attribue parfois le caractère de « privé », parce que « non étatique » aux entreprises gérées par les provinces, les municipalités, le secteur dit « collectif ». On oublie parfois que les « grandes entreprises chinoises » cotées internationalement appartiennent à l'Etat, que les « entreprises privées » comprennent des dizaines de milliers d'ateliers artisanaux et de petites boutiques, que bien des « entreprises privées » sont ce qu'on appelle ici des auto-entrepreneurs.

celles qui constituèrent la base de développement de la classe ouvrière chinoise, sont-elles encore aujourd'hui les entreprises des secteurs clés de la production qui vertèbrent et dominent l'économie ?

L'entreprise d'Etat, originellement, comprenait des ateliers, des machines, des cantines, mais aussi des logements loués très bon marché aux ouvriers et à leur famille, un jardin d'enfants, une école, un collège, un hôpital ou un dispensaire pour les petites entreprises, des salles de spectacle, etc., dont toutes les activités sont ouvertes et quasiment gratuites. Et c'est surtout le « bol de riz en fer » qui garantit l'emploi et la retraite, « le fauteuil en fer » qui permet la transmission du poste à un descendant ou à un proche.

C'est tout cela que la bureaucratie chinoise s'est attelée à démanteler sur demande de l'impérialisme et de toutes ses institutions financières, au nom de l'intégration dans le marché mondial pour le respect de ce qu'ils appellent les « normes de marché ». Il fallait s'engager à restructurer l'économie pour la rendre compétitive et se débarrasser des entreprises non rentables, puis débarrasser les plus grandes de leurs « charges indues », c'est-à-dire du logement, de l'instruction et de la protection sociale.

En 1984, on comptait 87 millions d'ouvriers dans les entreprises d'Etat, en 1995 on en comptait 112 millions malgré quinze ans de « politique d'ouverture et de réforme » visant à les restructurer ou les vendre au privé, et sur les 31 millions d'emplois créés dans cette période, 20 millions le furent par ces entreprises d'Etat. Aujourd'hui, selon des statistiques officielles du bureau d'information du gouvernement (agence officielle *Xinhua*, 10 septembre 2010), à la fin 2009, on comptait 64,2 millions de travailleurs dans les entreprises d'Etat (contre 90,58 millions en 1998), soit 20,6 % des travailleurs urbains. Par ailleurs, ne sont pas comptabilisés quelque 50 millions de travailleurs qui sont fournis par les bureaux d'intérim à ces entreprises d'Etat...

Restructurations, fermetures, privatisations au profit des anciens dirigeants, vols des biens mais aussi vente par actions aux salariés et aux bureaucrates, toutes les

formes ont été utilisées pour répondre aux besoins du marché et aux exigences de l'impérialisme.

C'est fin 1978 que Deng Xiaoping entreprit de lancer cette politique de réforme et d'ouverture qui se traduisit en 1980 par l'ouverture de quatre premières zones économiques spéciales. Au travers d'une série de réglementations successives, jusqu'en 1988, cette réforme qui donnait une large place aux mécanismes de marché provoqua des licenciements massifs dans les entreprises d'Etat.

Ces conséquences de l'ouverture au marché combinées à une augmentation importante du coût de la vie et au développement de la corruption à grande échelle ont conduit la classe ouvrière chinoise à se dresser face au pouvoir par l'irruption révolutionnaire du printemps 1989. La bureaucratie, (soutenue hypocritement par tous les gouvernements du monde) y a répondu par une sanglante répression, notamment lors et après le massacre de la place Tian'anmen, à Pékin.

De 1995 à 2002, le nombre des entreprises d'Etat dans le secteur industriel en Chine est tombé de 77 600 à 42 000. Au total, entre 1995 et 2004, on est passé d'un emploi urbain de 147 millions à 97 millions (entreprises d'Etat, entreprises collectives et SARL). En dix ans, ce sont donc quelque 50 millions d'ouvriers des entreprises d'Etat qui ont été « descendus de leur poste ». « *La forte réduction du nombre des entreprises d'Etat dans les activités productives industrielles provient essentiellement d'un désengagement des gouvernements locaux ; ainsi, 87 % des disparitions d'entreprises d'Etat dans le secteur industriel entre 1998 et 2003 proviennent d'un retrait au niveau de la préfecture ou du district* », affirme un ancien de l'OCDE (Sean Dougherty, séminaire CEPII, 2005-2006).

Dans le même temps, indique *China Economic Quarterly* (juillet 2008), le nombre des entreprises privées a explosé : de 655 000 en 1995, elles sont passées à 5 millions en 2006. Elles représentent aujourd'hui 75 % des entreprises au lieu de 3 % au début des années 1990.

Quelle réalité économique et politique cela recouvre-t-il ? « *Les petites et micro-*

entreprises sont une source considérable de création d'emplois », annonce fièrement le Premier ministre chinois, Wen Jiabao (Xinhua, 1^{er} février 2012). Examinons les chiffres officiels fournis trois mois auparavant par l'administration d'Etat de l'Industrie et du Commerce. Selon Xinhua, au premier semestre 2011, 36 millions d'entreprises individuelles regroupent près de 74 millions d'employés, soit... deux employés par entreprise. Cette donnée relativise grandement les chiffres mirifiques sur le développement des micro-entreprises privées.

Et le poids des entreprises d'Etat ? L'ancien rédacteur en chef du South China Morning Post, Willy Lam, écrit (*China Brief*, 14 janvier 2011) :

« Trente-trois ans après le début de la réforme et de l'ouverture, l'appareil de l'Etat-parti a toujours la mainmise sur l'économie. Les 129 entreprises d'Etat qui sont contrôlées par le gouvernement central bénéficient toujours d'un statut de monopole dans des secteurs comme le pétrole et le gaz, les minerais et l'énergie, la banque et l'assurance, les télécommunications et les transports, l'aérospatial et la défense. Et même si beaucoup de ces géants sont en Bourse, c'est le gouvernement central qui est l'actionnaire majoritaire. »

Cheng Li, partisan affirmé du marché, précise que le passage de 196 à 121 grandes entreprises d'Etat contrôlé par le gouvernement central est le fruit de fusions et d'acquisitions avec d'autres entreprises d'Etat, ce qui les a rendues plus puissantes : « *Le total des actifs des entreprises d'Etat est passé de 3 000 milliards de yuans en 2003 [300 milliards d'euros] à 20 000 milliards en 2010 [2200 milliards d'euros]* » (*China Leadership Monitor*, n° 34, 2011). Autre indication du poids de ces entreprises d'Etat dans l'économie : si on additionne les bénéficiaires en 2009 des 500 plus grandes entreprises privées de Chine, ils sont inférieurs aux bénéficiaires de deux grandes entreprises d'Etat, China Mobile (un des deux grands de la téléphonie) et Sinopec (un des deux grands du pétrole) ! Et au classement 2010 des 500 premières entreprises chinoises, 66 % sont des entreprises d'Etat et elles représentent 85 % des bénéficiaires.

De son côté, Richard McGregor, ancien correspondant à Pékin du quotidien des milieux d'affaires *Financial Times*, commence par se féliciter de la place prise par le secteur privé pour ensuite s'inquiéter :

« *Mais les rênes essentielles de l'économie restent entre les mains de l'Etat : pétrole, pétrochimie, exploitation minière, banques, assurances, services de télécommunications, acier, aluminium, électricité, aviation, aéroports, chemins de fer, ports, autoroutes, automobile, santé, éducation et administration.* » (*Le Monde*, hors-série *Le Siècle chinois*, oct.-nov. 2011).

Comment dans ces conditions pourrait-on prétendre que le fonctionnement de l'économie chinoise est déterminé par des capitalistes possédant les moyens de production et disposant d'un Etat correspondant à ces rapports de propriété ? Il demeure que la politique de concessions permanentes aux exigences du capital menée par la bureaucratie a d'ores et déjà laminé 50 millions d'ouvriers et livré à l'exploitation féroce du capital 150 autres millions. Elle a mis et continue de mettre en péril l'économie fondée sur la propriété d'Etat, car elle place le pays tout entier sous la pression des besoins et des normes de l'économie de marché, des exigences de l'impérialisme. En ce sens, la bureaucratie est le principal vecteur de la restauration du capitalisme, même si cette politique pousse à sa dislocation et à sa mort certaine.

Alain Frandor

Nous traiterons dans une seconde partie de cet article des questions suivantes :

— La Chine est-elle un « allié indispensable » ou un « ennemi irrécyclable » de l'impérialisme ?

— Les rapports récents entre les Etats-Unis et la Chine. Hillary Clinton : « *Nous sommes de retour en Asie et pour y rester.* »

— Quelle est la situation dans le PCC et la bureaucratie à la veille du prochain congrès du PCC ?

— Qu'est-ce qui fait peur aux gouvernements du monde entier ? Le réveil de la classe ouvrière chinoise.

— Comment s'exprime la marche à la révolution politique en Chine et la politique de la IV^e Internationale.

Economie d'armement et crise de dislocation du capitalisme

Par Pierre Cise, Daniel Gluckstein, Jean-Pierre Raffi

2012 : les guerres s'étendent sur tous les continents. Afghanistan, Irak, Pakistan, menaces grandissantes contre l'Iran, intervention en Libye débouchant sur la présence permanente des troupes de l'Otan, éparpillement des foyers de guerre et déstabilisation sur tout le continent africain, menaces de déstabilisation de toute l'Afrique du Nord, menaces d'intervention impérialiste directe en Syrie.

Tout cela justifie pleinement l'initiative prise en commun par le Parti des travailleurs et l'Union générale des travailleurs algériens de convoquer la conférence d'urgence qui, au mois de décembre 2011, a rassemblé des délégués et représentants de plus de quarante pays, militants, travailleurs issus de tous les courants du mouvement ouvrier et aussi de larges représentations des organisations algériennes elles-mêmes. Conférence qui s'est fermement prononcée pour la constitution d'un large front unique anti-impérialiste contre toute ingérence étrangère, contre les menaces d'intervention militaire, pour la défense de la souveraineté des nations, au premier rang desquelles de la nation algérienne.

Cette tendance de l'impérialisme à généraliser le recours à la guerre doit très peu au hasard. Elle résulte du croisement de plusieurs nécessités qui s'imposent au régime capitaliste entré dans sa phase de putréfaction. D'abord la nécessité de maintenir, rétablir ou préserver sa domi-

nation politique. Ensuite, les besoins de pillage des ressources naturelles. Mais également la nécessité de contenir le mouvement révolutionnaire des masses : il est aisé de relier l'intervention contre-révolutionnaire en Libye avec le processus révolutionnaire engagé il y a plus d'un an en Tunisie ou encore les développements révolutionnaires en Egypte.

Intervient ici également une autre nécessité : l'économie d'armement (qui tend à se transformer en économie de guerre) occupe, depuis des décennies, un rôle particulier comme volant d'entraînement parasitaire et artificiel d'un système capitaliste exsangue. Cette économie d'armement prend aujourd'hui une place renouvelée. On ne peut la comprendre que si on la relie à l'ensemble des mécanismes de la crise de décomposition du système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production.

“UN MOYEN PRIVILÉGIÉ DE RÉALISER LA PLUS-VALUE”

Dans un article précédent (1), nous avons établi que ce que les observateurs appellent « crise de la dette » n'est que

(1) *La Vérité*, n° 71, août 2011, « Crise de la dette ? Non, un système à l'agonie. »

l'expression des contradictions du système capitaliste.

« *La production capitaliste tend sans cesse à dépasser ces limites qui lui sont immanentes, mais elle n'y parvient qu'en employant des moyens qui, de nouveau et à une échelle plus imposante, dressent devant elle les mêmes barrières. La véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même* »,

écrivait déjà Marx à l'époque du capitalisme ascendant (2). Mais à l'époque, du capitalisme putréfié — celle de l'impérialisme — les moyens utilisés par le système capitaliste pour repousser ses propres barrières, si, en apparence, ils sont les mêmes, ont des conséquences tout à fait différentes.

« *Du capitalisme dans sa phase ascendante qui parvenait à "repousser ses propres barrières" par le moyen (artificiel) du crédit, on est passé aujourd'hui au stade de l'impérialisme décomposé où l'injection massive de crédits et l'accumulation de montagnes de dette débouchent sur la destruction en masse des forces productives* » (3),

écrivions-nous à ce sujet, rappelant ce passage de Marx et Engels :

« *Il arrive un stade où naissent des forces productives et des moyens de circulation qui ne peuvent être que néfastes dans le cadre des rapports existants et ne sont plus des forces productives, mais des forces destructrices (le machinisme et l'argent)* » (4).

Et nous y avons ajouté le commentaire suivant :

« *Ultérieurement, Rosa Luxemburg complètera cette liste en ajoutant au machinisme et à l'argent ce troisième levier majeur d'entraînement parasitaire de l'économie capitaliste : le militarisme (ce que nous appelons aujourd'hui l'économie d'armement)* » (5).

En effet, Rosa Luxemburg souligne en 1913 la double fonction du militarisme dans le processus d'accumulation capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production et l'exploitation de la force de travail.

D'une part, écrit-elle,

« *le militarisme a une fonction déterminée dans l'histoire du capital. Il accompagne toutes les phases historiques de l'accumulation. Dans ce qu'on appelle la période de l'"accumulation primitive",*

c'est-à-dire au début du capitalisme européen, le militarisme joue un rôle déterminant dans la conquête du Nouveau Monde et des pays producteurs d'épices, les Indes ; plus tard, il sert à conquérir les colonies modernes, (...) à transformer de force les indigènes en prolétaires et à instaurer le travail salarié aux colonies (...), à extorquer des concessions de chemins de fer dans des pays arriérés et à faire respecter les droits du capital européen dans les emprunts internationaux. Enfin, le militarisme est une arme dans la concurrence des pays capitalistes, en lutte pour le partage des territoires de civilisation non capitaliste » (6).

D'autre part, pour Rosa Luxemburg, l'autre fonction du militarisme est que « *d'un point de vue purement économique, il est pour le capital un moyen privilégié de réaliser la plus-value, en d'autres termes il est pour lui un champ d'accumulation* » dans lequel la commande d'Etat (donc le budget d'armement et par conséquent son financement par l'impôt et la dette) joue un rôle essentiel.

Le basculement du mode de production capitaliste dans sa phase impérialiste a porté cet aspect à un degré qualitativement nouveau et toujours croissant. L'économie d'armement est devenue un moyen essentiel pour le capital de tenter de contourner ses contradictions. Les monopoles, dont la constitution est une des caractéristiques essentielles du stade impérialiste « *et dont le rôle est décisif dans la vie économique* » (Lénine) y ont donc joué très tôt un rôle moteur. Le capital financier, issu de la « *fusion du capital bancaire et du capital industriel* » et base de la création « *d'une oligarchie financière* » (Lénine) y a trouvé également très tôt un terrain d'opération important.

« *Les nécessités historiques de la concurrence toujours plus acharnée du capital en quête de nouvelles régions d'accumulation dans le monde*, écrit Rosa Luxemburg, *se transforment ainsi, pour le capital lui-même, en un champ d'accu-*

(2) *Le Capital*, livre III, chapitre XV : « Développement des contradictions internes à la loi ».

(3) *La Vérité*, n° 71, op. cit.

(4) Marx, Engels, *L'idéologie allemande*, 1846.

(5) *La Vérité*, n° 71, op. cit.

(6) Rosa Luxemburg, *L'accumulation du capital* (1913).

mulation privilégié. (...) Cependant, à un certain degré de développement, les conditions de l'accumulation se transforment en conditions de l'effondrement du capital » (7).

UN VOLANT D'ENTRAÎNEMENT ARTIFICIEL DE L'ÉCONOMIE

Autrement dit : si nous avons été amenés à caractériser la dette comme « *une arme de destruction massive* », expression contemporaine de cette formidable force destructrice qu'est devenu l'argent — autrement dit la prolifération toujours bourgeonnante du capital — investi dans des activités de plus en plus spéculatives et hasardeuses, cette analyse ne saurait être complète si on ne la reliait pas à la place de l'économie d'armement (et au-delà de l'économie de guerre) comme volant d'entraînement artificiel du capitalisme entré dans sa phase de décomposition impérialiste.

« L'économie d'armement n'est pas un trait parmi d'autres de la dernière période d'existence historique du capitalisme ; elle est le moteur et le fondement de la période d'accumulation, fondée sur la transformation des forces productives en forces destructives, que vient de traverser l'économie capitaliste et qui s'achève maintenant. Elle a pu atténuer les crises cycliques en "récessions", non les supprimer ; elle a retardé les manifestations de la contradiction fondamentale du capitalisme, celle-ci n'en resurgit qu'avec plus d'ampleur. En même temps, elle est à l'origine de symptômes supplémentaires, parce que la marche à la crise mondiale se fait, cette fois, sous une forme qui (...) prend d'abord l'aspect d'une "crise monétaire" » (8).

Précisons. Ces lignes ont été écrites en 1971. En réalité, toute l'histoire du capitalisme depuis la grande crise de 1929 avait tourné autour de l'axe de l'économie d'armement. La crise de 1929-1930 elle-même ne fut surmontée qu'avec la seconde guerre impérialiste. Michel Dauberny écrit à ce sujet :

« La guerre, par ses destructions colossales de forces productives matérielles et humaines, va permettre à l'impérialisme de reprendre, dès 1945, le processus d'accumulation (...). La

reconstruction des économies européennes et japonaise constitua un marché privilégié pour le capital américain, qui avait réalisé dans l'économie de guerre des profits considérables. »

Mais cela pour peu de temps.

« De 1945 à 1946, en un an, les investissements privés aux Etats-Unis passèrent de 10 milliards de dollars à 30 milliards de dollars. En 1948, ils représentaient 46 milliards de dollars pour retomber à 35 milliards en 1949. Cette même année, l'excédent commercial diminua de moitié. Le marché s'avérait de nouveau trop étroit (...). En 1949, le PIB par tête est retombé à 2 170 dollars, c'est-à-dire en deçà du niveau de 1942 » (9).

Il faudra attendre 1953, c'est-à-dire le retour de la guerre, en Corée cette fois, pour que le PIB des Etats-Unis retrouve son niveau de 1945. Les budgets militaires constitueront par la suite le volant d'entraînement de l'économie américaine, chaque phase de ralentissement étant suivie d'une relance stimulée par l'accroissement des dépenses publiques, en particulier des dépenses militaires. A vrai dire, objectifs militaires et objectifs macroéconomiques se combineront, sans qu'il soit possible de distinguer qui avait le plus d'impact, des partisans d'une Amérique gendarmerie du monde, ou des lobbies industriels.

Après la récession de 1961, la reprise se manifesterait surtout en 1965-1966, avec le bond des budgets destinés au financement de la guerre au Vietnam. En 1968, le budget de la défense représentera 45 % du budget fédéral américain !

La guerre du Vietnam a joué un rôle déterminant dans toute cette phase de l'histoire du capital financier nord-américain, à la fois comme entraînement artificiel de l'économie, parce qu'elle s'inscrit dans toute la politique « d'endiguement » contre-révolutionnaire, qui, de la guerre

(7) *Ibid.*

(8) « *Crise monétaire et marche à la crise économique mondiale* », Georges Mazet (Gérard Bloch), *La Vérité*, n° 554-555, octobre 1971.

(9) « *Economie d'armement et parasitisme au sein du capitalisme à l'agonie* », Michel Dauberny, *La Vérité*, n° 554-555, octobre 1971 (reproduit dans *Retour sur trente ans de crise du système capitaliste - Ecrits de Michel Dauberny*, Sélio 2008).

de Corée en passant par la guerre du Vietnam, jusqu'aux politiques de blocus (Cuba, etc.), est une continuité de la politique de l'impérialisme depuis octobre 1917.

“LES ARTIFICES ONT LEURS LIMITES”

« Le marché des armements est, en effet, un marché “privilegié”. L'Etat est le seul acheteur, et la concurrence supprimée. Ce qui n'est pas le cas pour les autres produits, soumis à la concurrence sur le marché mondial. L'économie capitaliste y trouve ses profits. Mais les forces productives n'ont plus pour objectif d'accroître les richesses matérielles de l'humanité. Elles se transforment alors, selon la formule de Marx, en “forces de destruction”.

Les artifices ont leurs limites. Dès la fin des années soixante, la poursuite de l'accumulation du capital va s'avérer de plus en plus difficile.

En effet, la production d'équipements militaires commandée par l'Etat, donc financée par l'impôt, se réalise au détriment des autres biens de consommation et d'équipement des ménages. L'économie d'armement opère un détournement de plus-value au bénéfice des industries travaillant pour l'armement : industries aéronautique et spatiale, électrique et électronique, métallurgique, chimique... Elle détourne la crise des secteurs de l'industrie lourde et des industries de pointe, mais précipite celle des autres secteurs. De ce fait, la baisse de rentabilité du capital ne peut pas éternellement être différée, et les taux de profit moyen vont décliner à partir du milieu des années soixante.» (10)

C'est précisément au tournant des années 1970 que l'économie d'armement apparaît comme ayant épuisé ses effets comme volant d'entraînement parasitaire de l'économie capitaliste. Lorsque le président américain, Nixon, au mois d'août 1971, déconnecte la valeur du dollar de son équivalent en or, subordonnant encore plus étroitement l'économie capitaliste mondiale aux seules exigences et besoins du capitalisme nord-américain, le bureau politique de l'OCI (aujourd'hui courant communiste internationaliste du Parti ouvrier indépendant) déclare :

« Avec l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, la planète entière est soumise au marché capitaliste : le partage du monde est achevé. (...) La militarisation de l'économie, l'économie d'armement deviennent — pour un temps plus au moins long et comme préface à l'économie de guerre et à la guerre — les moyens privilégiés de réaliser la plus-value. (...).

La consommation de marchandises par et pour l'armée (...) ouvre un marché nouveau, auquel tout est subordonné : les machines, le travail de millions de producteurs, la recherche scientifique et technique et les applications industrielles de la recherche. L'économie d'armement garantit dès lors le fonctionnement de l'ensemble du système et de toutes les branches de la production capitaliste (...). Mais elle ne suffit pas à assainir l'économie capitaliste. Les bornes du marché structuré sur la propriété privée des moyens de production à l'époque de l'impérialisme limitent, tôt ou tard, si la guerre n'en devient pas la conclusion logique, le secteur de l'économie d'armement comme tous les autres secteurs de l'économie capitaliste. Ces limites, Nixon vient de les affirmer dans les mesures qu'il vient de prendre. »

A partir de cette décision de Nixon de déconnecter le dollar de l'or, vont s'enchaîner toutes les mesures de déréglementation financière et monétaire qui vont ouvrir à l'économie capitaliste exsangue des champs de spéculation d'une ampleur sans précédent. Ainsi va se forger toute la chaîne des processus qui vont conduire, à partir des années 1980-1990, à la succession de bulles spéculatives dont chacune, en éclatant, provoque des dégâts considérables « compensés » par le gonflement de la bulle suivante, qui, à son tour, éclate en provoquant des dégâts encore plus considérables, etc.

LA RESTRUCTURATION DE L'ÉCONOMIE D'ARMEMENT

Cependant, dès les années 1980, l'économie d'armement, bien que ne suf-

(10) *Lutte de classe et mondialisation*, Daniel Gluckstein, (étude complémentaire n° 1, « Retour sur 50 ans d'histoire mondiale : mythes et réalités des “Trente Glorieuses” et des vingt années qui suivirent »).

fisant plus comme volant d'entraînement artificiel de l'économie mondiale, reprend une place grandissante. Cela, d'abord pour des raisons politiques. Avec la dislocation de l'URSS et rapidement la guerre contre l'Irak, l'impérialisme va tenter de mettre en place ce qu'il appelle « *son nouvel ordre mondial* ». Guerre contre l'Irak en 1991, déploiement dans le Golfe des troupes américaines et britanniques en 1997, nouvelle offensive en 1998-1999 — mais aussi intervention en Somalie, en Bosnie, au Kosovo, présence militaire en Macédoine — la dislocation de « l'ordre mondial » ancien conduit l'impérialisme à préserver et renforcer un potentiel militaire capable de faire face à toute situation où la protection de ses intérêts, ceux de Wall Street et des multinationales, serait remise en cause.

Dans ce cadre, la relative stagnation voire la baisse des dépenses d'armement américaines au cours des années 1990 ne peuvent faire illusion. Il s'agissait d'un vaste processus de restructuration du secteur de l'armement sur lequel nous nous sommes déjà exprimés (11) et dont on ne donnera ici que de grandes lignes.

En premier lieu, l'époque ouverte par l'écroulement du Mur de Berlin et la dislocation de l'URSS ne nécessitait plus d'accumuler des armes (notamment nucléaires) plus dissuasives que vouées à être réellement utilisées mais de construire des systèmes de combat, des armes et des stratégies destinés à servir réellement afin de permettre le développement de capacités d'interventions partout dans le monde pour maintenir l'ordre impérialiste. De ce point de vue, l'exportation d'armes, l'équipement au complet des armées de nouveaux pays entrant au sein de l'Otan nécessitaient de rentabiliser le secteur de l'armement pour gagner ces marchés.

D'autre part, il s'agissait d'augmenter cette rentabilité du secteur en le concentrant encore plus et en supprimant les multiples producteurs du même produit ou du même service. Ce fut le coup d'envoi d'un vaste mouvement de fusions-acquisitions, faisant les beaux jours de la Bourse avant l'arrivée des stars de la « nouvelle économie » et des « nouvelles technologies de l'information et de la communication » (NTIC). Six des plus grands groupes américains de l'armement actuel-

lement existants sont issus de la fusion de vingt-six sociétés du début des années 1990. Au total, c'est une cinquantaine de sociétés qui ont été fusionnées dans une douzaine de groupes, restructuration organisée dans les faits par le gouvernement américain.

UNE PROGRESSION DE 60 % EN DIX ANS... !

Depuis cette date et au lendemain des attentats du World Trade Center (11 septembre 2001), l'impérialisme s'est lancé à corps perdu d'abord dans l'intervention en Irak, la guerre en Afghanistan et, plus récemment, comme contre-feu à la révolution surgie en Tunisie, l'intervention en Libye, l'intervention rampante en Syrie et les menaces contre l'Iran ainsi que contre l'ensemble des pays d'Afrique du Nord, d'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient.

La guerre à l'échelle de masse est de nouveau à l'ordre du jour comme un moyen essentiel pour l'impérialisme d'imposer son talon de fer contre les travailleurs et les peuples. L'économie d'armement redevient un volant d'entraînement artificiel majeur d'une économie capitaliste disloquée, lui offrant des marges de profitabilité sans aucune comparaison avec l'ensemble de l'économie capitaliste. Qu'on en juge.

Selon les dernières statistiques connues (12), les dépenses militaires mondiales ont atteint 1 630 milliards de dollars en 2010, en progression de 60 % en dix ans.

Le principal moteur de cette croissance a été l'impérialisme américain dont les dépenses ont augmenté de 78 % sur les

(11) *La Vérité*, n° 32, mars 2003, « *L'économie d'armement assurera-t-elle la relance ?* »

(12) Sauf indications contraires, les données chiffrées de cet article proviennent de la base de données du SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute, site web : <http://www.sipri.org/>) pour les années 1988-2010, du Year Book 2010 du SIPRI et du rapport 2011 et autres publications du GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité – Bruxelles, site web : <http://www.grip.org>).

dix dernières années. Les Etats-Unis « pèsent » à eux seuls 44 % des dépenses militaires mondiales avec 698 milliards de dollars. Le deuxième, qui est la Chine, ne représente « seulement » que 7,3 % des dépenses mondiales (voir tableau 1).

TABLEAU 1
Les dix premières dépenses militaires mondiales en 2010

Pays	Dépenses (milliards US\$)	Part mondiale (%)
Etats-Unis	698	43
Chine	119*	7,3*
Royaume-Uni	59,6	3,7
France	59,3	3,6
Russie	58,7*	3,6*
Japon	54,5	3,3
Arabie Saoudite	45,2	2,8
Allemagne	45,2*	2,8*
Inde	41,3	2,5
Italie	37,0*	2,3*

(*) Estimations.

Source : SIPRI Yearbook 2011.

Les dépenses militaires américaines ont bien évidemment été stimulées par les guerres d'Afghanistan et d'Irak dont la part a représenté les deux tiers des dépenses de 2009. Mais en même temps toute une série de programmes d'armes sont toujours en cours ou sont lancés, et jouent également un rôle déterminant.

La progression des dépenses militaires n'a pas exactement la même signification selon les pays et les continents. Ainsi, même si elle est globalement limitée en volume, la plus forte progression des dépenses militaires se situe sur le continent africain qui, pourtant, ne représente que moins de 2 % des dépenses mondiales.

Face aux menaces du pillage impérialiste, la préservation et la protection des ressources en matières premières (en particulier le pétrole) y a joué un rôle essentiel, non seulement dans les pays producteurs (Afrique du Nord, Nigeria, Tchad), mais également dans les pays par lesquels transite le pétrole ou se trouvant dans des zones stratégiques de ce point de vue (comme le Burkina Faso par exemple, pays frontalier du Niger et de la Côte d'Ivoire notamment, et dont les dépenses d'armement ont augmenté de 115 %). C'est ainsi que dans de nombreux pays non pétroliers, les dépenses militaires ont

considérablement augmenté depuis dix ans, dépenses qui ont été nécessairement faites au détriment de toutes les autres dépenses budgétaires déjà étranglées par les politiques d'ajustement structurels du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

Après l'Afrique, la plus forte progression des dépenses militaires est en Amérique latine, et singulièrement au Brésil. Selon le rapport du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) 2011, « *Brasilia est loin devant l'ensemble des autres pays de la région. Les dépenses militaires brésiliennes en 2009 dépassent la somme des dépenses militaires des dix autres Etats sud-américains (25,8 milliards de dollars)*. » Cela est évidemment à mettre en relation avec le rôle du Brésil comme exécuteur des basses œuvres du maintien de l'ordre impérialiste dans la région comme, par exemple, en Haïti.

GUERRES, PÉTROLE ET DÉCOMPOSITION DES NATIONS

Dans la note mensuelle de l'Observatoire de la gestion des revenus pétroliers (OGRP) de mars 2008, on peut lire :

« *En République du Congo, l'histoire des guerres se rattache à l'activité pétrolière et à la présence de la compagnie française Elf, devenue Total. Au Congo-Brazzaville, il a été démontré que les conflits récurrents depuis 1997 ont mis en lumière l'activité de cette compagnie, et surtout le pétrole comme principal vecteur. Elf et le pétrole congolais résument toute l'histoire des relations entre la France et l'Afrique autrement dénommées la "Françafrique" (...), cette nébuleuse d'acteurs économiques, politiques et militaires en France est en Afrique, organisés en réseau et lobbies et polarisés sur l'accaparement de deux rentes : les matières premières et l'aide publique au développement.*

L'achat des armes qui ont été utilisées pendant les guerres civiles a été essentiellement financé par les revenus pétroliers, reconnaissait M. Loïk Le Floch-Prigent, ancien président directeur général de la compagnie, dans le livre Affaire Elf, affaire d'Etat. En outre, la lutte pour le contrôle du pouvoir entre

les élites n'a eu pour objectif que le contrôle de la manne pétrolière » (et des réserves en diamants, cuivre, cobalt, uranium...).

Et il en va de même aujourd'hui pour le Nigeria que ses énormes réserves pétrolières situées dans le delta du Niger placent au sixième rang des pays exportateurs dans le monde. De même pour le Sud-Soudan pour ce qui concerne l'uranium, etc.

Une manne que l'impérialisme américain arrache peu à peu à la « Afrique », dans une « guerre dans la guerre » qui partout sème chaos, dislocation des nations artificiellement taillées à l'époque coloniale sur le continent africain.

L'exemple du Tchad, dont la production pétrolière représente aujourd'hui 80 % de ses exportations, est probant. 70 % de cette production est contrôlée par les Etats-Unis par le biais d'un pipeline qui traverse le pays et le Cameroun voisin.

Depuis 2003, l'exploitation du pétrole tchadien est passée des mains des compagnies françaises à celles de compagnies américaines (ExxonMobil, Chevron et Petronas).

Comme l'indique *Tchad Online* (12 août 2011) : « *Dans le conflit qui oppose le Tchad et le Soudan par rébellions interposées, l'enjeu pétrolier est déterminant au plan régional comme au plan international.* »

PENDANT LA CRISE, LES AFFAIRES CONTINUENT

Sur un plan général, il faut souligner que le volume des dépenses militaires a continué à progresser malgré le déclenchement de la crise généralisée du capitalisme en 2007. Alors que sur la période 2007-2010, l'économie des pays de l'OCDE a connu une croissance de 1,4 % en moyenne avec même une récession en 2009, les dépenses militaires de ces mêmes pays ont progressé de 4,2 %. Pour la même période, alors que les Etats-Unis ont connu une croissance économique moyenne de 1,2 % (dont une récession de 2,5 % en 2009), leurs dépenses militaires ont progressé de 5 % en moyenne, avec, certes, un ralentissement en 2009 et 2010.

Ces tendances se reflètent également dans le chiffre d'affaires des principaux groupes de fabrication d'armes mondiaux. Il a été en 2009 de plus de 400 milliards de dollars pour le « Top 100 » des producteurs d'armement, soit une progression de 8 % par rapport à 2008. Ces mêmes groupes ayant, pour beaucoup, des activités civiles, les ventes militaires représentent en moyenne 40 % de leur chiffre d'affaires global. Dans ces cent premiers producteurs, quarante-cinq sont américains et trente-trois proviennent de l'Union européenne. La tendance est à un renforcement des groupes américains : d'une part, on constate que deux sociétés européennes ont été sorties du classement entre 2008 et 2009, d'autre part, plusieurs groupes européens (notamment le britannique BAE) tirent une grosse part de leurs ventes des commandes américaines. Cette tendance se manifeste encore plus sur les dix premiers producteurs qui absorbent à eux seuls 60 % du chiffre d'affaires du « Top 100 » (voir tableau 2).

Tableau 2 :
Les dix premières firmes mondiales d'armement (2010)

Sociétés	Ventes (millions US\$)	Profits toutes activités (millions US\$)	Part du militaire dans chiffre d'affaires (%)
Lockheed Martin (USA)	42 800	2 926	93,4
BAE Systems (Roy.-Uni)	33 109	2 419	96
Boeing (USA)	30 858	3 307	48
Northrop Grumman (USA)	31 181	3 095	90
General Dynamics (USA)	26 622	3 945	82
Raytheon (USA)	23 420	2 105	93
EADS (Europe)	16 287	1 565	27
Finmeccanica (Italie)	14 443	746	58
L-3 Communi- cations (USA)	13 074	1 750	83
United Techno- logies (USA)	11 600	4 711	21

Sources : *Aerospace and Defence, 2010 year in review and 2011 forecast*, Price Waters & Coopers, et rapports annuels 2010 des sociétés concernées.

Pas moins de sept groupes sont américains et ce depuis plusieurs années.

Il faut également mentionner que plusieurs sociétés de pays dominés sont entrées dans ce classement mondial. Il serait erroné d'y voir l'émergence de nouvelles puissances militaires concurrentes des puissances impérialistes. Pour la plupart, ces sociétés sont sur des créneaux spécifiques totalement dépendant des activités de l'économie d'armement dominée par les puissances impérialistes et principalement la puissance américaine.

D'une part, il s'agit de ce qui peut être assimilé à de la sous-traitance ou plutôt de la délocalisation de certains segments de production d'armes et de systèmes de combat (Hindustan Aeronautics et Indian Ordnance Factories en Inde, Aselsan Electronics Industry en Turquie).

Le secteur militaire n'échappe pas à cette tendance contemporaine de l'économie bien que ce soit dans une proportion moindre que le civil, ne serait-ce que pour des raisons stratégiques. D'autre part, certaines de ces sociétés ont comme principale activité la fourniture de services logistiques à proximité des terrains d'opérations effectifs ou potentiels (Agility Logistics au Koweït).

Cela s'inscrit dans la tendance générale des puissances impérialistes, et singulièrement des Etats-Unis, à la sous-traitance (et, de fait, la privatisation) de certaines activités sur les terrains de combat.

Sur 2010, il semble que la progression du chiffre d'affaires total des groupes d'armement ait été freinée (+ 2 %) et on peut penser qu'une tendance analogue puisse se dégager en 2011 (les rapports financiers de 2011 ne sont pas encore sortis et les statistiques officielles encore moins).

Mais le maintien de budgets militaires à des niveaux malgré tout croissants, la « rente » quasi permanente générée par des programmes d'équipements souvent étalés sur de nombreuses années, une activité très élevée de ventes à l'exportation, et le tout avec des financements publics (et donc de la dette) qui ne semblent pas vraiment mis en cause, bien au contraire, ont fait que jusqu'à présent le secteur de l'armement a pu mieux se protéger que les autres secteurs de l'industrie des consé-

quences de la crise qui ravage le système capitaliste depuis plus de quatre ans.

En 2008 et en 2009, alors que les marchés boursiers ont connu des baisses historiques, les actions des grands groupes d'armement ont connu une baisse deux à trois fois moins importante que celle des autres secteurs de la production (*voir graphique page suivante*).

« “Business as usual” (13), et il serait candide de s'en étonner. Il y a cependant quelque chose de sordide à constater l'inconditionnel soutien des élites politiques à des stratégies industrielles court-termistes de recherche du profit, mais génératrices d'une instabilité croissante à laquelle il ne semble avoir d'autre réponse à donner que la hausse des dépenses militaires. »

Tel est le constat que tire le GRIP dans son rapport paru en 2011 (14). Au-delà du sordide dont s'indignent à juste titre les auteurs du rapport, il y a surtout une logique, celle d'un système d'exploitation arrivé à un stade avancé de décomposition qui, dans la recherche désespérée de moyens artificiels lui permettant de survivre, coûte que coûte, et de maintenir sa domination, se tourne de plus en plus vers l'économie d'armement.

Le maintien d'un niveau élevé et croissant de dépenses militaires alors qu'une crise profonde du système impose, à un niveau tout aussi élevé si ce n'est plus, des mesures de destruction des acquis de la classe ouvrière, a dans ce cadre une logique.

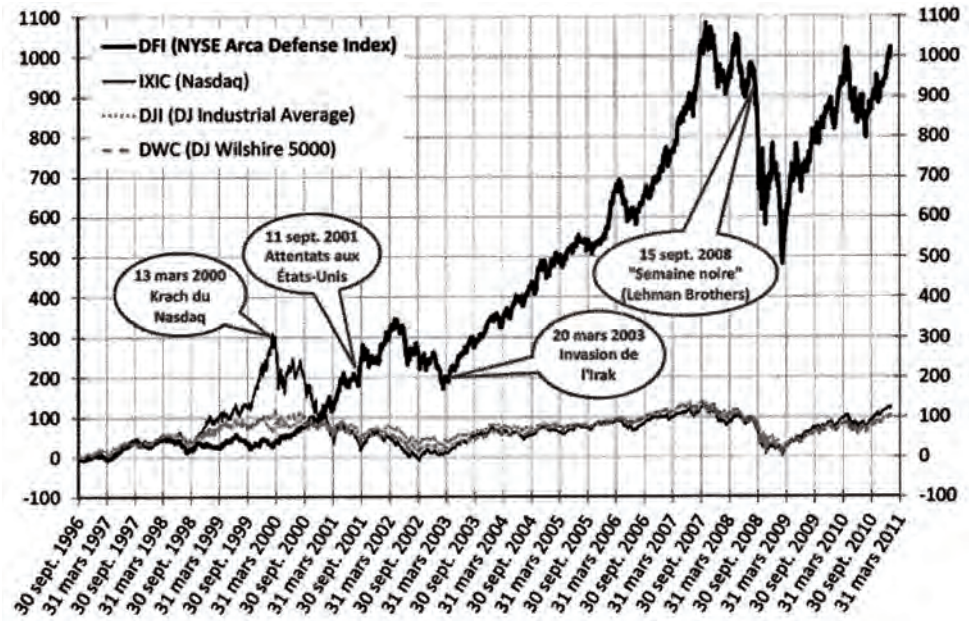
Mais il n'en reste pas moins qu'un certain nombre d'incertitudes semblent planer sur le niveau des budgets militaires futurs. Le débat budgétaire en cours au Congrès américain à partir du compromis adopté, début août 2011, entre républicains et démocrates sur la question de la dette et du déficit budgétaire sous la pression des marchés financiers, envisage des coupes dans les dépenses militaires de l'Etat fédéral.

Doit-on pour autant penser que nous allons passer, comme on nous l'annonçait

(13) « Les affaires continuent. »

(14) *Dépenses militaires, production et transferts d'armes - Compendium 2011* – Luc Mampaey (GRIP).

Graphique 1 : évolution comparative des cours de Wall Street entre les actions du secteur de l'armement et celles du reste de l'industrie (1996-2011)



Note : le DFI (en noir foncé) est l'indice des valeurs « militaires », le Nasdaq est celui des valeurs « haute technologie » et les deux autres (dont le Dow Jones Industrial Average) sont ceux des valeurs « industrielles classiques ». Extrait de *Dépenses militaires, production et transferts d'armes - Compendium 2011*, Luc Mampaey (GRIP, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité).

dans les années 1990, dans une période de coupes dans les budgets militaires qualifiées de « dividendes de la paix » ? D'aucune manière.

ÉCONOMIE D'ARMEMENT ET « RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT »

Comme nous l'avons rappelé plus haut, les dépenses militaires sont, sur un plan strictement « économique », une question vitale pour le capitalisme arrivé à son stade impérialiste. Outre les données présentées précédemment sur l'économie d'armement et les puissants groupes qui y sont présents, cela se manifeste très clairement lorsqu'on regarde la question de la « Recherche & Développement (R&D) » qui est un des paramètres essentiels de l'accumulation capitaliste et de l'orientation des capitaux à la recherche de valorisation. Prenons une fois de plus le cas des États-Unis, principale

économie d'armement mondiale. Dès les lendemains de la Seconde Guerre mondiale, l'économie d'armement et l'industrie des armes ont pesé d'un poids déterminant dans la R&D. Dès les années 1950, les armées et agences spécialisées de l'État fédéral ont été les sources principales de financement de la recherche fondamentale du pays. On sait le rôle de la R&D dans le secteur de l'aéronautique par exemple. La plupart des produits de Boeing sont des déclinaisons civiles de produits militaires. Sans parler de l'informatique, des télécommunications, de la chimie, des aciers spéciaux, des machines-outils, etc.

Si depuis une quinzaine d'années, la part des crédits publics dans la R&D représente autour de 1 % du PIB américains en moyenne, plus de la moitié (et même certaines années pas loin de 60 %) de ces crédits sont destinés à la défense. Les dépenses de R&D militaires sont le

premier poste, loin devant la santé, le spatial et l'énergie (qui inclut d'ailleurs la partie « militaire » du nucléaire). En Europe, une moyenne de 13 % des crédits publics de R&D est consacrée à l'armement, mais en France, la proportion atteint presque 30 % (Source Eurostat).

Mais, à y regarder de plus près, on peut constater que l'équilibre entre la recherche et le développement penche largement en faveur de ce dernier. S'il est vrai que nombre de technologies civiles sont des déclinaisons de technologies militaires, il n'en est pas moins vrai que le secteur militaire accapare de plus en plus à des fins militaires des technologies issues de recherches civiles qui souvent sont réalisées sur crédits militaires.

Il en est ainsi de technologies qui ont fait leur preuve dans le civil comme les cartes graphiques, les consoles de jeux, les smartphones et tablettes. Elles font aujourd'hui l'objet de plus en plus d'applications militaires et sont déjà présentes dans les équipements militaires. Les consoles de jeux sont par exemple utilisées pour contrôler à distance les drones (avions sans pilote) ou pour le déminage.

Même chose, par exemple, pour les énergies « vertes » dont les développements sont aujourd'hui une part non négligeable des recherches. D'ailleurs, plusieurs observateurs estiment que les technologies vertes vont aller plus vers le secteur militaire que civil : biocarburants, fourniture d'énergie (panneaux solaires, utilisations des déchets, etc.) et ce non pas dans un souci de réduire les émissions de CO₂ mais de réduire le coût du transport des énergies fossiles jusqu'aux terrains d'opération.

Pour cela, l'économie de l'armement fait travailler le secteur privé et les universités, soit par affectation directe de budget, soit par le biais d'incitation (notamment fiscale) à l'innovation. Ainsi, aux Etats-Unis, un peu plus de 40 % des budgets fédéraux de R&D sont réalisés par l'industrie, mais dans 85 % des cas, il s'agit de R&D réalisée pour le compte du département de la Défense.

Ce qui signifie que les groupes industriels de l'armement réalisent un tiers de la R&D fédérale alors que ce secteur ne représente pas cette proportion dans l'économie ou sur les marchés financiers.

En plus, quand on parle de secteur, ce sont en fait cinq groupes qui captent la majeure partie de ces budgets.

Le rôle central et stratégique que joue l'industrie de l'armement, l'impossibilité pour les Etats que cette industrie fasse faillite du fait notamment de son rôle central dans l'innovation technologique, la nécessité de la guerre ou de la menace de guerre pour maintenir l'ordre mondial, tout cela fait que fondamentalement l'économie d'armement ne fera pas les frais de la réduction des déficits exigés par les marchés financiers.

LA PRIVATISATION DE LA GUERRE

D'autant que de nouveaux champs s'ouvrent devant cette économie avec notamment celui de la privatisation de la guerre qui permet de donner l'apparence d'une réduction des dépenses militaires alors qu'en réalité, comme tous les phénomènes de privatisation, elle alourdit, et sur une très longue échéance, les dépenses dans ce secteur.

Dyncorp, l'une des plus importantes sociétés militaires privées (SMP) du monde, emploie 17 000 personnes et affiche un chiffre d'affaires de deux milliards d'euros. Elle fait partie de l'International Peace Operations Association, un lobby américain représentant les intérêts des plus importants acteurs de ce qu'il appelle « l'industrie de la paix et de la stabilité ». Rappelons que dans la terminologie officielle, une intervention militaire s'appelle une « opération de paix »...

D'après le magazine américain *The Nation*, depuis l'investiture de Barack Obama, la compagnie XE Services (ex-Blackwater) a passé avec le département d'Etat en 2010, à elle seule, des contrats d'un montant total de 174 millions de dollars. D'après le *New York Times*, Blackwater a de plus « créé un réseau de plus de trente sociétés fictives ou de filiales pour obtenir des millions de dollars de contrats du gouvernement américain ».

Ce qui lui a permis, même après qu'elle a été dénoncée pour de multiples meurtres, actes de tortures et opérations

sanglantes contre des civils irakiens (15), de signer un contrat de 2,2 milliards de dollars avec le Département d'Etat.

Pour la seule guerre d'Irak, le nombre de mercenaires engagés dans la guerre par des sociétés privées, s'est élevé à 200 000 (pour 130 000 soldats d'active). De 2004 à 2009, les employés de Blackwater ont équipé, pour le compte de la CIA, les drones de l'armée américaine de missiles et de bombes à guidage laser en Afghanistan et au Pakistan. D'autres sociétés ont fait voler des drones en Irak et en Afghanistan, selon les déclarations de plusieurs officiers américains.

L'ONU est ainsi devenue l'un des principaux employeurs de SMP. Depuis 2005, les SMP ont « aidé » les Etats-Unis à former près de 80 % des soldats africains dits « de la paix ».

Dans un rapport d'études, le lieutenant-colonel Marie-Dominique Charlier, conseiller politique au sein de la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS), constate : « *A la lumière des différents retours d'expérience d'officiers français sur le théâtre afghan et de ma propre expérience, il est clair que les SMP n'ont aucun intérêt à la stabilisation de l'Afghanistan : cela irait à l'encontre de leurs intérêts financiers.* »

Ainsi, par l'artifice de la privatisation de la guerre et des dépenses militaires en général, on veut faire avaler de prétendues baisses des budgets militaires qui, en réalité, n'en sont pas. D'autant que les orientations stratégiques de maintien du talon de fer du capital, qui sont à la base de la R&D militaire et orientent la production de façon concertée avec les groupes d'armement, concourent largement à ces tendances.

«LA MULTIPLICATION DE FOYERS INSURRECTIONNELS»

Car si l'on regarde les produits et secteurs de l'armement qui devraient subir des coupes aux Etats-Unis, on a la très nette impression que l'orientation actuelle de l'économie d'armement est celle de la « guerre urbaine », selon la terminologie de la CIA et du Pentagone. Les hélicoptères, les radars et capteurs, les smartphones et tablettes, la cybersécurité et surtout les drones, dont le marché est estimé à au

moins 11 milliards de dollars sur les dix ans à venir, ont aujourd'hui la faveur du Pentagone. Les autres programmes (véhicules blindés, bateaux et porte-avions, et surtout l'avion de combat F-35 Joint Strike Fighter dont chaque unité coûte la bagatelle de 200 millions) ne sont pas pour autant abandonnés mais adaptés à de nouvelles données stratégiques fondées sur une appréciation de la situation mondiale de la lutte des classes. Une appréciation résumée dans une étude, parue en novembre 2010, d'un chercheur de l'Institut français des relations internationales [IFRI] (16) à propos de l'état déplorable de l'industrie européenne de la défense et appelant à une restructuration dans les plus brefs délais. Autant dire qu'il ne s'agit pas d'un dangereux révolutionnaire. Ce chercheur pointe l'un des enjeux de l'économie d'armement en Europe, mais qui s'inscrit dans la tendance générale de l'économie d'armement :

« Ayons le courage de regarder la réalité en face. Notre environnement est terriblement instable. Il se caractérise par la multiplication des foyers insurrectionnels et de l'instabilité, y compris dans notre voisinage direct (nous sommes à quelques semaines du déclenchement de la révolution tunisienne — NDR). C'est aussi, partout, y compris chez nous, un risque accru de violence qui va proliférer du fait de la disparition progressive de l'Etat providence, de l'augmentation des inégalités, de la résurgence (sic) de tensions sociales, du populisme, des revendications identitaires et des extrémismes. »

En d'autres termes, la lutte des classes impose au capitalisme, arrivé à son stade impérialiste décomposé, un renforcement des dépenses militaires pour tenter d'asseoir sa domination. D'abord parce que ces dépenses offrent un débouché inestimable à des capitaux dont la valorisation se trouve sans cesse entravée. Mais surtout, elles sont nécessitées par l'exigence de maintenir coûte que coûte le système d'exploitation capitaliste, en faisant sauter toute résistance à la libre circulation des

(15) Les sbires de Blackwater avaient ainsi tués dix-sept civils irakiens sans motif (selon les mots du rapport du FBI) en septembre 2007.

(16) *L'économie européenne de défense malade de la crise*, Olivier Jehin, Actuelles (IFRI), 4 novembre 2010.

capitiaux, au pillage des ressources matérielles et humaines, de contrer l'explosion sociale que la politique impérialiste génère inévitablement.

Nous sommes bien là au cœur des questions soulevées notamment par la conférence d'Alger de novembre 2010 et de la conférence d'urgence (« conférence internationale d'urgence contre les guerres d'occupation, l'ingérence dans les affaires des pays, pour la défense de l'intégrité et la souveraineté des nations ») de décembre 2011, convoquées toutes deux à l'initiative du PT d'Algérie et de l'UGTA. Questions qui se sont concentrées dans le mot d'ordre : « *A bas la guerre ! A bas l'exploitation !* ». Ce mot d'ordre est partagé par tous les militants, groupes et organisations, venus de tous les horizons du mouvement ouvrier et démocratique, qui s'inscrivent dans les campagnes et les propositions dont l'Entente internationale

des travailleurs et des peuples prend l'initiative.

En ce qui concerne la IV^e Internationale, partie prenante de ce large front unique, ce mot d'ordre prend un relief particulier. Il trouve son fondement dans la nature « *réactionnaire sur toute la ligne* » (Lénine) de l'impérialisme et le rôle particulier qu'y joue l'économie d'armement. Il appelle, au-delà de l'indispensable front unique contre la guerre et l'exploitation, le combat pour en finir avec le régime d'exploitation lui-même, c'est-à-dire avec le système capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production. Tel est l'objectif pour lequel s'organisent les militants et sections de la IV^e Internationale.

**Pierre Cise, Daniel Gluckstein,
Jean-Pierre Raffi**

Etats-Unis - Amérique latine

La lutte des classes aujourd'hui : "Préparez-vous au pire !" (FMI)

Par Markus Sokol

1. La crise capitaliste actuelle s'est ouverte voilà près de cinq ans aux Etats-Unis par l'écllosion de la crise du financement immobilier, les *subprimes*. Dans ce cadre, en 2012, où en est la situation en Amérique latine ?

2. Considéré il y a plus d'un siècle comme la « chasse gardée » de l'impérialisme américain, hégémonique dans le monde depuis plus d'un demi-siècle, le continent latino-américain ne pouvait en aucun cas rester à l'abri des turbulences qui affectent le centre du système du fait de la résistance sociale et des chocs de la lutte de classes qui se produisent aux Etats-Unis mêmes (dans le contexte du gouvernement Obama), et des mouvements révolutionnaires en Tunisie et en Grèce.

Sans cesser de l'être, la « chasse gardée » n'a plus aujourd'hui la même physionomie qu'il y a un siècle. Après que les masses ont vaincu les régimes militaires pro-impérialistes qui étaient en place dans les années 1960-1980, la crise de la dette externe est apparue, suivie de l'avalanche des privatisations et des traités de libre commerce. Mais depuis lors, la lutte des masses exploitées et opprimées a fait qu'au tournant du siècle, marqué par l'effondrement de l'ex-URSS, s'ouvre sur le continent une situation originale.

Dans les limites de cet article, il faut indiquer que la résistance au pillage impérialiste — produit du combat direct des masses qui a démasqué ou liquidé de nombreux « partis traditionnels » pro-impérialistes, alors que les vieux PC s'effondraient et que le guerrillérisme échouait « militairement » et politiquement (le gouvernement sandiniste de 1979-1990 en est l'exemple) — a entraîné l'apparition de gouvernements élus de type nationaliste petit-bourgeois ou de « front populaire », allant de Chavez au Venezuela (1999) à Lula du Parti des travailleurs (PT) au Brésil (2002) en passant par Tabaré du Front Large en Uruguay (2003), Evo Morales en Bolivie (2005) et Rafael Correa en Equateur (2006).

Ces gouvernements ont été amenés à renégocier les relations avec l'impérialisme américain (dette, contrôle des richesses nationales et du patrimoine, insertion dans le commerce mondial, etc.) touchant à la question clé de la propriété. Sur cette voie, certains sont allés plus loin que d'autres, sans rompre (désappropriation en indemnisant, ce n'est pas expropriation). En Argentine, l'explosion révolutionnaire lors de la faillite financière de 2001 a entraîné de fait la renégociation avec l'impérialisme (escompte inédite de la valeur des titres de la dette), faisant revenir le péronisme bourgeois au gou-

vernement avec la tâche de reconstruire l'Etat ébranlé par les masses. Mais ces gouvernements diffèrent des autres, agents ouverts de l'impérialisme, comme celui du Pérou, du Mexique ou de Colombie, voire du Chili de la « Concertation », qui ont maintenu une harmonie de rigueur avec Washington, et où, malgré des « taux de croissance » élevés, les conditions de vie des masses ne font que se détériorer.

3. Dans ce contexte, le président Obama est élu en pleine crise aux Etats-Unis, avec la tâche, du point de vue impérialiste, de regagner les positions politiques et économiques perdues dans le continent.

Les conquêtes tolérées sont revues. A l'image d'un président plus « flexible » correspond la réalité d'un exécutif encore plus dur que celui de Bush. La crise capitaliste, dans un premier temps, a laissé du terrain, mais la réaction se produit qui restreint la marge de manœuvre de tous les gouvernements appelés à sauver les banques et donc le système de la propriété privée des moyens de production lui-même.

Un à un, chacun de ces nouveaux régimes « progressistes » sont revenus sur les mesures prises antérieurement, accumulant de nouveaux chocs avec les masses qui les ont élus, et qui, en général, les soutiennent encore.

a) Evo Morales, en Bolivie, entame l'année 2011 avec le « gasolinazo », mesure d'ajustement (diminution des aides) pour satisfaire au paiement de la dette, mais il doit reculer face à la levée populaire menée par la Centrale ouvrière bolivienne (COB) qui a retrouvé son indépendance vis-à-vis du régime. La résistance à l'ouverture d'une route dans la réserve indigène, destinée à créer un couloir pour l'exportation, approfondit le désaccord de secteurs de sa base sociale paysanne et indigène.

b) Rafael Correa, en Equateur, renégocie les contrats pétroliers. Voilà cinq ans, il avait tenté de faire de l'Etat le seul propriétaire face aux compagnies pétrolières devenues prestataires de services, ce qui ne s'est jamais réalisé. Quatre ans plus tard, la production a chuté, et il recule en renégociant des contrats en faveur des

entreprises privées, ce qui, en 2012, se conclut par de nouvelles offres de marché aux compagnies étrangères.

c) Dilma Rousseff, au Brésil, par de profondes coupes dans le budget, augmente le superavit primaire pour payer la dette publique que les intérêts alourdissent (238 milliards de dollars américains en 2011) et qui attirent les spéculateurs, prolongeant ainsi la politique de Lula. Elle le dépasse avec la première grande privatisation depuis que le PT est arrivé au pouvoir, l'enchère sur la concession (avec participation étrangère) des trois aéroports les plus rentables, une affaire se chiffrant à 24,5 milliards de dollars américains.

d) Christine Kirchner, en Argentine, annule les aides qui, depuis dix ans déjà, « équilibrent » les comptes des entreprises privatisées (gaz, électricité, eau, etc.) et augmente les impôts. Le métro de Buenos Aires, municipalisé, perd 50 % des aides et double ses tarifs. Obama déclare (12 décembre 2011) que le pays doit « honorer ses anciens engagements vis-à-vis des créanciers », et la Banque interaméricaine de développement (BID) bloque des crédits accordés précédemment. Les Etats-Unis touchent 6,8 milliards des crédettes qui n'ont pas accepté les remises, et 330 millions de litiges dus aux sociétés américaines dans le Centre international d'arbitrage des investissements (CIADI).

e) Chavez, au Venezuela, cherche l'équilibre dans la situation difficile d'augmentation des prix et du chômage des masses pour se présenter aux élections de cette année. Il a décidé de quitter le CIADI, dominé par les multinationales, après l'initiative souveraine de reprise des réserves en or à l'extérieur. Mais il n'y a pas de nouvelles nationalisations importantes, il accroît le poids des militaires dans le gouvernement et soutient le développement d'une centrale syndicale « socialiste » concurrente de l'Union nationale des travailleurs (UNT), pour renforcer son propre pouvoir au lieu de s'appuyer sur les masses.

4. Dans les faits, la pression de la crise s'exerce. En ce sens, une des clés de l'orientation d'Obama est le discours sur « l'état de l'Union » de janvier 2010 :

« *Ce soir nous devons prendre un nouvel objectif : doubler nos exportations dans les cinq ans à venir.* »

Cela exprime la volonté de liquider ce qui reste de national dans le parc industriel des pays dominés, par une concurrence féroce avec les impérialismes européens pour le contrôle des marchés du continent.

Sur cette orientation, Obama a inondé les marchés d'une succession d'émissions de milliards de dollars de la Réserve fédérale des Etats-Unis (FED), faisant éclater une « guerre des taux de change » et commerciale. Sans doute est-ce plus que de s'affronter aux exportateurs « rivaux » chinois et allemands.

L'intention est de monopoliser les échanges commerciaux dans la région en ouvrant une soupape de sécurité dans la crise interne (menace de faillite, chômage, choc des classes, etc.). Mais il ne peut renoncer aux moyens du pillage financier « global », la roue de l'histoire ne reviendra pas cent ans en arrière dans la configuration de l'ère impérialiste qui a consacré la suprématie financière.

5. Dans l'évolution politique, le Honduras est un exemple type.

En juin 2009, un coup d'Etat militaire du type classique de ceux du siècle précédent renverse Manuel Zelaya, un président bourgeois élu avec des velléités nationales de réforme agraire et de Constituante, qui adhère à l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA, articulation de gouvernements mise en place par Chavez-Castro, avec des aspects de collaboration économique qui ne pose pas la question de la domination impérialiste générale).

Le coup d'Etat entériné par la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, et dans les faits par Obama, symbolise la volonté de la nouvelle administration de reprendre les positions perdues dans la décennie précédente.

Malgré le fait que le boycott initial envers les putschistes ait soutenu la résistance interne au régime, en 2011, une négociation dans le cadre de l'Organisation des Etats américains (OEA) conclut au retour final de Zelaya au Honduras, sous la coupe de Chavez, avec l'aval de Castro et de Lula. Ce retour était

basé sur l'amnistie des putschistes, la réintégration du Honduras au sein de l'OEA, laquelle a légitimé le régime assassin de Porfirio Lobo. Cela est significatif de la volonté de Chavez de négocier, dans ce cas, en se subordonnant à l'impérialisme.

D'une certaine manière, cela ressemble à l'accord antérieur sur les neuf nouvelles bases militaires des Etats-Unis installées sur le continent — sept en Colombie, une à Curaçao et une à Aruba — avec l'Union des nations sud-américaines (l'UNASUL), qui inclut un accord de coopération militaire de ces gouvernements, sans la présence des Etats-Unis).

6. On voit là les limites des chocs, après la formation de l'ALBA et de l'UNASUL, et d'autres projets à géométrie variable inspirés par Chavez (Banque du sud, Pétrosul, Telesul, etc.), qui ont débouché sur la formation de la Communauté des Etats latino-américains et des Caraïbes [CELAC] en 2011.

Malgré le discours et parfois les votes conjoints à l'ONU de quelques-uns de ces gouvernements sur des questions liées à la souveraineté de l'Iran, de la Libye ou de la Syrie, ils n'ont pas été capables d'« élargir » la souveraineté nationale sur le continent, au Honduras, où ils ont une responsabilité concrète face à l'empire.

7. Sur cette question, l'évolution de la situation en Haïti est un autre exemple significatif. Les Etats-Unis ont utilisé la tragédie du séisme de janvier 2010 comme prétexte pour montrer « qui commande », en réalisant une intervention militaire directe avec presque le double d'hommes que ceux que compte la Minustah (troupes de l'ONU avec la participation de plus de quarante pays commandées par le Brésil), proposée par Bush au Conseil de sécurité de l'ONU en 2004. Ce qui illustre bien ce qu'est le « changement » entre Bush et Obama.

8. Bush avait besoin d'un intermédiaire pour négocier, freiner et tenter de renverser le cours des régimes sous l'impact des masses (Chavez, Morales ou Correa). En fait, il a utilisé l'autorité « légitime » de Lula du PT auprès du mouvement des masses et la place du Brésil dans le continent.

Mais Obama a besoin d'aller plus loin,

et il peut se passer jusqu'à un certain point d'intermédiaires. Du fait de sa place dans la lutte de classes aux Etats-Unis mêmes. Et finalement un médiateur a besoin d'un certain espace pour opérer.

Ainsi, Bush avait besoin de Lula à la tête de l'intervention en Haïti. Obama pas nécessairement. C'est pourquoi, même après avoir retiré les troupes, il a laissé la Commission intérimaire de reconstruction d'Haïti (CIRH), dirigée par Bill Clinton, comme pouvoir réel, indiquant la volonté de contrôle complet.

Il est vrai que l'ascension d'Obama va de pair avec une « crise de domination » inédite aux Etats-Unis, mais comme on le voit en Haïti et au Honduras, cela ne veut pas dire recul de la domination dans les pays dominés !

9. Le réaménagement s'est poursuivi avec l'élection présidentielle en Haïti (2010-2011). Contre les « vainqueurs » du premier tour, une dame duvaliériste et le gendre du président Préval, Obama a utilisé l'OEA pour dénoncer la fraude électorale, marquée cette fois encore par une abstention record.

Mais au lieu de l'annuler logiquement, il a désigné Martelly, un chanteur qui était arrivé en troisième position, candidat au deuxième tour, pour vaincre la dame. Au demeurant, contre l'avis de la Minustah qui, dans la fraude précédente (en 2006), avait sélectionné Préval du fait de son origine dans le mouvement populaire Lavalas de l'ex-président tombé, Aristide.

Finalement « élu », Martelly a nommé comme Premier ministre l'ancien chef du cabinet de Clinton à la CIRH — et c'est l'establishment américain qui gouverne.

Comme le dit le Comité de liaison des trotskystes haïtiens,

« aucun projet ne peut être mené à bien sans l'aval de la CIRH, le gouvernement doit lui soumettre les comptes rendus de gestion. Tout passe par les ONG alors que le gouvernement ne dispose d'aucun pouvoir de contrôle. Le président, par exemple, a voulu reconstituer une armée, mais les Etats-Unis n'étaient pas d'accord, la "communauté internationale" l'a mis en garde et le projet est tombé à l'eau. Si le pays doit avoir une armée, ce ne sont pas les ambassades qui doivent la structurer, comme l'a annoncé le chef de l'Etat. »

Le rôle de la Minustah en tant que gardien du régime fantoche est maintenu. La réduction de son contingent décidée par l'ONU au niveau de ce qu'il était avant le séisme, tout comme l'éventuel désengagement dans une période « au minimum de cinq ans » ne changent pas l'équation de l'ingérence au service de l'impérialisme.

10. En relation avec ce dénouement, il faut qualifier la politique de Cuba et du Venezuela. Leur « aide humanitaire » à un pays sous régime fantoche depuis voilà près de huit ans manifeste la recherche d'un accord avec l'impérialisme dans la région. Surprise ?

Au Forum de Sao Paulo, réunion continentale des partis et organisations de gauche (créé par le PT et le PC cubain en 1990), il a même été question de combiner les différentes « aides » que les gouvernements peuvent apporter, les uns avec du pétrole ou des médicaments, les autres sur la sécurité...

En réalité, depuis 2005, lors du Forum qui avait fait « *des vœux de rapide réinsertion souveraine de la nation haïtienne dans la communauté internationale* » (XII^e Rencontre), jusqu'à la résolution de 2011 (XVII^e Rencontre), il y a eu une évolution.

On exhorte les « *gouvernements populaires, de gauche et de centre-gauche du continent (...) à prévoir un agenda de coopération économique (...), la plus large participation populaire (...) en augmentant la présence humanitaire* », sans mentionner du tout le terme de « souveraineté nationale », sans parler de la question concrète de l'occupation par les troupes de l'ONU. Finalement, c'est là la résolution de partis participant à des gouvernements ayant des troupes d'occupation, comme le Brésil (PT), l'Uruguay (FA), l'Equateur (PAIS), la Bolivie (MAS), le Pérou (PNP) — ou qui collaborent avec le gouvernement (Argentine) — sans compter le PSUV de Chavez, le PC de Castro.

Il est vrai que Chavez en est arrivé à mettre la Minustah en question. Mais, par la suite, accompagnant les frères Castro, il s'est tu. Alors que ce qui est exigé des gouvernements comme ceux de Cuba et du Venezuela, c'est qu'ils dénoncent l'ingérence des troupes multinationales orchestrée par les Etats-Unis, précédent

qui menace toutes les nations du continent.

Mais leur évolution récente va en sens contraire. Un rapprochement politique des gouvernements est évident. Martelly lui-même a participé au XI^e Sommet de l'ALBA (février 2012, Caracas) où, sur inspiration cubaine, il a été décidé de tenir en Haïti la prochaine rencontre des chanceliers.

11. Cuba est un élément important dans la diplomatie américaine, et un symbole anti-impérialiste.

De toutes les promesses d'Obama de normalisation « négociée » des relations, de libération partielle des voyages et des mouvements d'envois de fonds, il n'y a même pas eu la fermeture de Guantanamo. Mais sous la pression des « marchés » en crise, Castro se propose de s'en prendre aux conquêtes de la révolution par des plans de privatisations et l'annonce du licenciement de 500 000 travailleurs passés dans le « privé » (la résistance à l'intérieur du pays après deux ans et officiellement réduits à 137 000).

Comment séparer cela de la politique adoptée pour le voisin Haïti, où Cuba collabore avec le régime sous tutelle de la Minustah, laquelle garantit l'exploitation sauvage de la main-d'œuvre dans les zones franches ?

12. La résolution du secrétariat international de la IV^e Internationale (janvier 2012) indique que « la campagne pour le retrait des troupes de la Minustah est un instrument de lutte contre la soumission des gouvernements du continent à la politique des Etats-Unis, dont les conséquences pour les larges masses s'accroissent dans le processus de la crise mondiale capitaliste, en particulier les gouvernements prétendument "nationalistes" soutenus par les organisations ouvrières et populaires qui participent de la Minustah ou collaborent à l'occupation ».

A l'échelle du continent, cela est possible, après la convocation de la « Journée continentale du 1^{er} juin pour le retrait des troupes de l'ONU d'Haïti, lancée par le meeting continental de Sao Paulo (5 novembre 2011) qui a constitué le Comité continental, et adoptée par la Conférence des Caraïbes en Haïti (18 novembre) »,

initiatives parrainées par l'Entente internationale des travailleurs avec le soutien des sections de la IV^e Internationale.

13. D'autre part, la fermeté dans le combat anti-impérialiste, sans concessions pour les gouvernements « progressistes », n'implique pas que l'on perde sa lucidité sur la réalité de leurs relations avec les masses. Elles ne sont pas finies. Il y a quelques mois, nous avons une situation particulière où l'Equateur, la Bolivie et le Venezuela n'ont pas d'ambassadeur accrédité des Etats-Unis. Les motifs varient (charge vague, expulsion et remplaçant bloqué par le Sénat américain), personne ne veut rompre les relations diplomatiques, encore moins économiques, mais la simultanéité prouve que la tension est persistante.

Plus importante est la formation de la Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), en décembre 2011.

Dans la « déclaration de Caracas », la CELAC invoque Dessalines, le héros de la libération révolutionnaire d'Haïti, mais elle évite de mentionner l'occupation honteuse du pays aujourd'hui. En outre, au point 28, elle indique « *que la CELAC, seul mécanisme de dialogue et d'accord qui regroupe les trente-trois pays d'Amérique latine et des Caraïbes, est la plus haute expression de notre volonté d'unité dans la diversité, qui, à l'avenir, renforcera nos relations politiques, économiques, sociales et culturelles sur la base d'un agenda commun de bien-être, de paix et sécurité pour nos peuples, pour nous renforcer comme communauté régionale* ».

Trente-trois pays, c'est-à-dire avec Cuba, mais sans les Etats-Unis ni le Canada. Trente-quatre sont membres de l'OEA, un jour qualifiée par Che Guevara de « *ministère des colonies des Etats-Unis* ». Et si les mots ont un sens, « *seul mécanisme de dialogue et d'accord qui regroupe les trente-trois* », cela voudrait dire que la CELAC se superpose à une OEA vidée de son contenu. La construction de ce cadre politico-juridique formel distinct de l'OEA peut créer une fissure avec les Etats-Unis qui, dès maintenant, ne la voient pas d'un bon œil (l'UNASUR) elle-même a joué un rôle contre le coup

d'Etat pro-impérialiste des leaders départementaux de la « demi-lune » bolivienne contre Evo Morales, défendu à l'époque par les masses).

D'autant plus que les initiatives qui intéressaient l'impérialisme, comme l'Aire de libre commerce des Amériques (ALCA), ont été abandonnées ou fragmentées, en fonction des luttes des masses des villes et des campagnes qui ont conquis des éléments d'un marché de consommation interne (l'IIRSA, l'investissement privé dans un réseau de couloirs d'exportations, créé lors des négociations de l'ALCA, par exemple, est en voie de liquidation).

C'est le combat des masses, et non un « modèle d'intégration régional », qui n'existe réellement, qui explique l'atténuation de la misère par la baisse du chômage dans la région tout au long des dix dernières années, comme le note l'étude de l'OIT — 6,8 % (le taux le plus bas depuis le début de l'étude en 1990) — même si la moitié sont des emplois informels et que le chômage chez les jeunes reste le double de la moyenne.

14. Il est vrai qu'aux yeux des masses la situation est associée aux gouvernements « progressistes » élus (ou, pour plusieurs d'entre eux, réélus), de façon inégale dans la mesure où chacun est un cas différent. Mais il est encore plus vrai que cette situation d'ensemble est en train de changer rapidement du fait de la crise mondiale.

Les gouvernements savent cela, et plus encore qu'eux, Washington, les banques et le FMI.

En examinant la « dynamique de croissance », le dernier rapport *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI (septembre 2011) affirmait que « malgré la hausse du prix des produits de base, le recours aux flux de capitaux pour financer les déficits a rendu la région plus vulnérable à un brusque changement du sentiment des investisseurs ».

Plus encore, le 2 février, du fait de la crise, le chef du département de l'Hémisphère occidental du FMI, Nicolas Eyzaguirre, a fait un pronostic pour la région en 2012 : « *Il faut souhaiter le meilleur, mais se préparer au pire.* »

15. En réalité, la puissance démontrée par les masses latino-américaines au tournant du siècle, freinant la vague de privatisations et d'attaques contre les droits, n'a été que le préambule des batailles décisives qui sont devant elles. Les gouvernements élus au cours de la dernière décennie tendent à tourner à droite, et les gouvernements agents ouverts de l'impérialisme approfondissent leur politique. Plus que jamais, la mode est à la recherche de l'association permanente des centrales syndicales au travers de mécanismes de consensus, dialogue ou pacte dans chaque pays (que nous n'aborderons pas ici).

La venue au pouvoir, en 2011, d'Ollanta Humala, du PNP, au Pérou, un « nationaliste » tardif dans cet ensemble, n'a plus créé les mêmes illusions, excepté en ce qui concerne la détermination du vieux PCP qui contrôle encore la CGTP. Sans grande marge, en six mois, avant de céder quelque chose, il a fait un remaniement ministériel et engagé une politique de « guerre civile » contre les masses en faveur des patrons de mines étrangers.

Ce qui n'est pas sans rapport avec les limites de la campagne présidentielle d'Obrador, candidat « progressiste » au Mexique, pays clé du continent, déstabilisé par une mal nommée « guerre contre le narcotrafic » (60 000 victimes), qui en réalité ne fait que prolonger le pillage du Traité de libre commerce d'Amérique du Nord (TLCAN).

Le moment est venu d'affirmer que la seule barrière à la gigantesque pression impérialiste c'est une politique souveraine de protection de la nation centrée sur la défense des travailleurs qui sont la principale force productive.

Une politique de large unité anti-impérialiste qui inclut la rupture avec la dette, pour la réforme agraire et la défense du parc industriel, incluant la renationalisation de tout ce qui a été privatisé et la protection du patrimoine national, un programme avec des caractéristiques nationales que nous ne décrirons pas ici, mais que seuls des gouvernements des ouvriers et des paysans soutiendront jusqu'au bout. Et qui, pour cela, ne pourront pas ne pas toucher à la propriété privée.

Une politique de démantèlement de l'oppression impérialiste — dont l'horrible visage en Haïti n'est pas une exception, mais bien l'avenir qu'elle nous promet — sur les décombres de laquelle sera construite l'Union libre des nations souveraines du continent, en étroite collaboration avec les travailleurs et les opprimés d'Amérique du Nord.

16. Ces perspectives exigent un instrument politique, pour lequel doivent combattre les sections de la IV^e Internationale sur le continent, la construction de puissants partis indépendants des travailleurs, dans un processus qui peut être plus ou moins rapide selon le pays, en particulier à partir des meilleurs cadres des centrales syndicales qui résistent sur le terrain de l'indépendance, en passant

par des regroupements de défense des organisations existantes menacées.

Ce n'est pas facile. Mais la formation de l'Organisation politique du peuple et des travailleurs (OPT), à l'initiative du syndicat mexicain des travailleurs électriciens (le SMI), l'année dernière, puis la décision du congrès de la Centrale ouvrière bolivienne (COB), en janvier, sur proposition de la Fédération des mineurs, d'œuvrer à construire un instrument politique des travailleurs — « *un parti propre aux travailleurs* », comme l'a souligné la presse locale —, en connaissant les traditions et l'expérience du prolétariat bolivien, marquent sans doute l'orientation et le cap pour toute la classe ouvrière du nord au sud des Amériques.

Markus Sokol

Exploitation et pillage

Les échanges entre les Etats-Unis et l'Amérique latine sont marqués par l'exploitation par la métropole impérialiste.

Il y a une relation étroite entre le taux de profit aux Etats-Unis et ceux des flux de la rente d'Amérique latine. Pendant la dernière moitié du siècle, alors que le taux de profit baissait aux Etats-Unis, l'impérialisme réagissait en appelant l'Amérique latine à « collaborer » en payant des intérêts.

On peut observer trois grandes vagues de transferts de la plus-value extraite aux travailleurs, origine des bénéfices. La première, dans les années 1980 et 1990, est le paiement des intérêts de la dette externe. Dans la dernière, les intérêts sont dépassés par la réalisation de bénéfices croissants des multinationales, versés aux maisons mères.

Dans l'ensemble, le pillage appauvrit et désindustrialise le continent, afin que le capital combatte la baisse tendancielle du taux de profit, analysée par Marx.

La première vague vient après la forte baisse du taux de profit dans les années 1970. Le capital réagit : Nixon décrète la fin de la convertibilité du dollar en or, faisant exploser la spéculation financière. Dans les décennies suivantes, la tendance à la baisse s'inverse ou diminue. Aux Etats-Unis, les attaques sans précédents contre la classe ouvrière réduisent le coût du travail. A côté des guerres, les Etats-Unis développent un autre instrument externe : le transfert forcé des flux des plus-values sous la forme d'intérêts faramineux d'Amérique latine dans la « crise de la dette externe ».

Dans la seconde vague, dix ans plus tard, avec la « crise des pays émergents » (1995 à 2002), on revient au flux financier via la nouvelle hausse des intérêts.

A partir de 2005, les transferts lourds reprennent dans une troisième vague. Maintenant, ce sont les bénéfices obtenus pas les filiales des multinationales qui sont renvoyés de façon anormale aux maisons mères. Le flux s'accroît fortement dans les quatre dernières années, face à la nouvelle chute du taux de profit de la crise de 2007-2008. Les retours battent des records historiques, année après année. En 2011, ils atteignent les quarante milliards de dollars américains, le double des investissements externes directs (IED) perçus cette année (1).

A chaque vague, ce sont les travailleurs et les paysans latino-américains, en premier lieu, qui doivent s'employer à générer de tels excédents. Dans les années 1980, les gouvernements ont dévalorisé les monnaies, abaissé les salaires et soutenu les exportations. Dans les années 1990, la vague de privatisations a permis le paiement des intérêts de la dette. La vague actuelle vient du poids important des

multinationales dans le continent, après les relocalisations (avec les « maquiladoras » et les zones d'exportation) et les traités de libre commerce ; et aussi les opérations financières lucratives.

Pour garantir l'envoi des bénéfiques, les pays du continent doivent assurer des exportations significatives, en se spécialisant de plus en plus dans des produits primaires (agricoles et minerais). Pour l'instant, la hausse des prix internationaux de ces produits garantit un excédent de la balance commerciale. Mais la hausse dépend d'une bulle spéculative, gonflée par l'argent bon marché injecté par les banques centrales des Etats-Unis, d'Europe et du Japon.

L'Amérique latine a eu un excédent commercial avec les Etats-Unis qui dépassait les soixante-quinze milliards de dollars. Mais une bonne partie reste dans les réserves des banques centrales latino-américaines qui les « investissent » à taux réduits en titres du Trésor des Etats-Unis.

En même temps, les multinationales en Amérique latine déconnectent de plus en plus leurs IED de la production industrielle.

Au début des années 1980, la moitié des investissements était destinée à l'industrie ; les banques et les services n'en touchaient qu'à peine 33 %. Dans les années 1990, la moitié des ressources sont supprimées à l'industrie pour les dévier sur les fusions-acquisitions des banques, des compagnies financières et des services (concessions de services publics, etc.) dans la vague de privatisations (2). Enfin, dans les dernières années, la production industrielle est reléguée à 30 % des investissements, alors que les services et les banques dominent totalement avec plus de 55 %.

Avec des positions stratégiques dans la chaîne productive, les multinationales occupent une place de choix dans le processus de désindustrialisation. La production industrielle latino-américaine qui, dans les années 1970 et 1980, représentait plus de 40 % du PIB (jusqu'à 50 % dans des cas comme l'Argentine et le Brésil) a reculé à près de 30 %.

Comme la monnaie de plusieurs de ces pays est restée surévaluée, la production pour l'importation perd encore. Le taux de change valorisé est le produit de l'entrée d'investissements à court terme, une véritable bulle spéculative dirigée vers notre région. L'argent bon marché injecté par les banques centrales des Etats-Unis et d'Europe alimente les spéculateurs qui l'empruntent à des taux proches de 0 %, et le prêtent aux gouvernements d'Amérique latine qui paient les taux les plus élevés au monde.

Ceux qui paient la note sont les budgets nationaux, le peuple (au Brésil, par exemple, presque la moitié du budget est consacré aux intérêts de la dette publique).

A. H.

(1) Toutes les données excluent ici les Caraïbes. En considérant aussi « les paradis fiscaux » de cette zone, les versements des profits de l'Amérique latine vers les Etats-Unis ont dépassé les cent milliards de dollars en 2011.

(2) Selon la Division des Nations unies des sociétés transnationales, les acquisitions étaient à 60 % des IED pour l'Amérique latine entre 1990 et 1999. En plus, les montants chaque fois inférieurs des IED viennent en fait des sièges sociaux. Dans les quatre dernières années, 87 % d'entre eux parviennent des réinvestissements (rétention des bénéfiques), donc de l'argent qui n'a jamais dépassé les frontières (données du Bureau d'analyse économique du ministère du Commerce, Etats-Unis).

A nouveau sur les "indignés" ...

Par Andreu Camps

Le surgissement du mouvement des « indignés » s'est opéré dans une situation où une majorité de la jeunesse s'est sentie trahie par les partis traditionnels de la classe ouvrière sans trouver de réponse dans les grandes organisations syndicales, UGT et CCOO, embourbées dans leur politique de dialogue social.

Rappelons que la signature, le 2 février 2011, du pacte qui met en cause le régime des retraites constitue une fracture majeure entre la classe ouvrière adulte et la jeunesse sans droits et sans travail. Les conditions objectives du surgissement de ce type de mobilisations sont données : c'est une soupe de sécurité, au-delà de la volonté de centaines de milliers de jeunes qui se sont mobilisés dans tout le pays, y compris de couches importantes de travailleurs.

Dans toutes leurs déclarations, les « indignés » se présentent comme un « mouvement citoyen ». Et dans la dernière période, sous l'influence d'*Occupy Wall Street*, ils disent que la société est divisée en pourcentages : 1 % et 99 % et qu'ils représentent... 99 %. Evidemment, la société n'est pas divisée en pourcentages. Dans tous les pays, la société est divisée en classes : les deux principales sont la classe propriétaire des moyens de production, de commercialisation et d'échange et la classe ouvrière, salariée, qui vit de la vente de sa force de travail. Il existe par ailleurs une « classe moyenne », extrêmement hétéroclite, composée de petits patrons, de commerçants,

professions libérales, paysans, couche qui, dans la plupart des pays, est, du point de vue du nombre, majoritaire.

C'est donc la capacité des deux classes principales de la société, donc leur degré d'organisation et de conscience, qui nous permet de déterminer quels sont les objectifs qui permettent de rassembler la plus grande majorité, et c'est à partir de là que nous caractérisons les différents mouvements qui existent.

Dans ce sens, le mouvement des « indignés », politiquement, se place dans le cadre de la réforme du régime de la propriété privée, dans le cadre de son humanisation et de la réforme des institutions existantes, dans notre cas, la monarchie héritière du franquisme, fondée sur la régionalisation du pays et subordonnée à l'Union européenne. En aucun cas, ce mouvement ne caractérise les institutions comme des institutions du capital financier, à son service ou constituées par lui. C'est pour cela que ce mouvement tente de dépasser la division en classes, disant parler au nom de toute la société ; et dans ses expressions les plus extrêmes, il se transforme en « ennemi » de la classe ouvrière organisée. Nous y reviendrons.

DEPUIS LE 20 NOVEMBRE...

La « victoire » de la droite aux élections législatives en Espagne a été utilisée par

l'appareil dirigeant du PSOE pour essayer de porter un coup à la résistance de la classe ouvrière en lui faisant porter la responsabilité de sa propre défaite électorale. Cela a provoqué aussi, comme conséquence indirecte, l'éparpillement du mouvement des « indignés » qui, pendant les mois précédents, donnait une impression de semblant d'unité à l'échelle des différentes régions de l'Etat du fait des journées de mobilisation et de manifestations à répétition.

En novembre 2011 a été publié un livre intitulé : « *Il y a des alternatives : propositions pour créer de l'emploi et du bien-être social en Espagne* ». Cet ouvrage est aujourd'hui le petit « livre rouge » des assemblées et des groupes, qui se réclament des « indignés ».

Il a été écrit par trois hommes politiques : Vicenç Navarro, professeur d'université, ancien exilé politique qui a fait un long séjour aux Etats-Unis, membre de l'aile gauche du Parti démocrate, conseiller de Clinton pour sa réforme de la santé et qui se présente comme un social-démocrate sincère ; Juan Torres, journaliste, très connu pour sa défense des idées républicaines ; et Alberto Garçon, jeune député de la Gauche unie, coalition électorale du Parti communiste d'Espagne, un des chefs de file des « indignés » à Malaga.

Dans leur dédicace, ils s'adressent à

« toutes les personnes, et spécialement aux plus jeunes qui, à partir du 15M, ont déferlé dans la rue pour rejeter les politiques néolibérales qui suppriment les droits sociaux et pour réclamer d'autres mesures alternatives plus justes pour sortir de la crise. »

Quelles sont leurs propositions ?

« La première exigence est de réformer les organismes internationaux pour les démocratiser. » « Il est nécessaire de renforcer l'Organisation des Nations unies. » « L'Espagne étant membre de l'Union européenne et de la zone euro, une démocratisation très profonde de l'Union européenne est nécessaire. » « L'Union européenne devrait se restructurer dans un cadre fédéral pour permettre un pacte social capital-travail au niveau européen. » « Nous considérons indispensable le renforcement d'une gouvernance européenne des relations économiques. La Banque

centrale européenne devrait se transformer en une véritable banque centrale rendant compte au Parlement européen. »

Bien évidemment, il faudrait régénérer la démocratie... avec « *l'introduction de formes directes de participation par le biais de référendums contraignants* ».

Pour conclure :

il « faudrait une autre économie, d'autres relations sociales, d'autres êtres humains. Nous devons apprendre à penser à l'inverse, cesser d'être esclaves des caprices et capables de dominer la nécessité. »

Le moins que l'on puisse dire, c'est que ces hommes politiques sont clairs : c'est la vieille antienne de la doctrine sociale de l'Eglise, déguisée en politique social-démocrate. C'est pour cela que leur référence historique est Roosevelt, le New Deal. « *Comme disait Roosevelt en 1944, lors du sommet de Philadelphie, le travail n'est pas une marchandise. Il n'y aura pas de paix durable sans justice sociale.* »

Soyons clairs : politiquement cela a un lien direct avec ce que la Confédération européenne des syndicats (CES) défend et tente d'imposer à toutes les confédérations nationales. En effet, la CES appelle le 29 février 2012 à une journée d'action européenne syndicale sous le mot d'ordre : « *Trop, c'est trop ! Des alternatives existent pour l'emploi et la justice sociale.* »

Rappelons que le 7 décembre 2011, huit des plus hauts responsables syndicaux européens dont Sommer du DGB (Allemagne) et Thibault de la CGT (France), Toxo et Mendez, des CCOO et de l'UGT (Espagne) appelaient à un « *nouveau contrat social européen* », faisant table rase explicitement de tous les droits et conquêtes acquis par les classes ouvrières des pays européens après la Deuxième Guerre mondiale.

Quelle différence avec ce que proposent ceux que les « indignés » considèrent comme leurs oracles ?

LES PRETENDUES "COOPÉRATIVES" COMME ISSUE !

Ce n'est pas par manie ou acharnement que nous parlons de Vicenç Navarro. C'est un véritable militant de sa cause. Il

multiplie les réunions, les rencontres, les parutions dans les médias, les articles dans les journaux pour défendre ses propositions. Et dernièrement, il a découvert les « coopératives ».

Le 25 janvier 2012, Navarro a écrit un article élogieux sur la politique de nationalisation d'Obama par rapport à General Motors, disant qu'Obama avait réussi à sauver General Motors sans licenciements massifs. Et il saluait la capacité du syndicat UAW à faire accepter les baisses de salaires, la réduction des heures de travail pour éviter les suppressions d'emplois.

Bien évidemment, la réalité, et les travailleurs américains sont payés pour le savoir, n'est pas aussi rose. Selon la presse américaine :

« Les concessions faites par les ouvriers se sont soldées par une chute des salaires faisant passer leur moyenne horaire de soixante-seize dollars en 2006 à un peu plus de cinquante dollars aujourd'hui. L'UAW a abandonné des principes qui remontaient à des décennies et a approuvé un système de rémunération à deux vitesses permettant de payer les ouvriers nouvellement embauchés à quatorze dollars de l'heure, soit moins de la moitié du salaire et des indemnités touchés par les travailleurs plus anciens. Pour couronner le tout, le Trésor a exigé — une paille ! — l'interdiction du droit de grève.

Cela revenait à céder sur toute la ligne. Au terme de l'accord passé entre le gouvernement et l'entreprise, toute grève déclenchée par les travailleurs constitue un motif pour ne pas verser le prêt (l'aide de l'Etat) » (Laura Flanders, The Nation, 2 février 2012).

Ce n'est pas nous qui le disons.

Navarro, qui connaît parfaitement la situation ou qui devrait en tout cas bien la connaître, considère pourtant cela comme positif.

C'est la raison pour laquelle, dans son article cité ci-dessus, il commence par dire :

« Le syndicat UAW a demandé à la coopérative Mondragon du Pays basque des conseils pour transformer l'une des entreprises les plus importantes parmi les manufactures du monde en une coopérative. »

Chouette ! Qu'est-ce que la coopérative Mondragon ? On peut jouer sur l'ignorance

des travailleurs américains, mais pas sur les faits, à savoir ce que représente Mondragon en Espagne.

Nous nous référons à l'article intitulé : « *Autogestion et coopératives en Espagne* », publié en 2008 par le POSI, section espagnole de la IV^e Internationale, sous la signature de J. Béjar. Deux éléments d'informations : la coopérative Mondragon est le septième groupe industriel et commercial d'Espagne. Il a été constitué dans les années 1920 par des capitalistes liés au Parti nationaliste basque, parti clérical qui prône la doctrine sociale de l'Eglise. Il s'est développé avant et sous la protection de la dictature franquiste, entre autres parce que le droit de syndicalisation et de grève y est interdit. Et les travailleurs qui avaient été licenciés sous la dictature franquiste n'ont pas été réintégrés à sa chute. C'est le point le plus élevé de l'association capital-travail.

QUELQUES ÉLÉMENTS SUR LES DERNIÈRES ACTIVITÉS DES "INDIGNÉS"

Comme aux Etats-Unis, en Espagne, des dizaines de milliers de travailleurs ont été expulsés de leur logement. Pour la dernière année, on en compte plus de 50 000. Cela a provoqué et provoque un énorme mouvement de résistance qui, quelquefois, prend la forme de rassemblements pour les empêcher.

Tout militant ouvrier, et notamment ceux de la IV^e Internationale en Espagne, participent naturellement à ces rassemblements et exigent de leurs syndicats qu'ils prennent une position claire sur ce point. Ils demandent également aux partis politiques de se prononcer. Que fait le mouvement des « indignés » ?

Il a lancé une campagne de signatures à l'échelle nationale qui va durer jusqu'au 5 novembre 2012, dans l'objectif de présenter aux Cortes (Parlement) une initiative législative populaire : « *La solution que nous proposons par cette initiative législative populaire, c'est de permettre de rendre le logement pour payer l'hypothèque.* » La campagne a donc pour but de ramasser 500 000 signatures pour que le Parlement adopte une loi sur cette question.

Nous avons parlé dans l'article de *La Vérité*, n° 72, des conséquences d'une telle mesure, si elle était adoptée, mesure qui, en tout cas, ne pose pas le problème central de l'interdiction de toute expulsion et, compte tenu que les banques sont propriétaires des logements, du problème de la nationalisation des banques.

CONTRE LES SYNDICATS, CONTRE LE MOUVEMENT OUVRIER

Sur le site des « indignés », le 5 janvier 2012, apparaît le communiqué suivant :

« Action de protestation contre les sommets des Commissions ouvrières et de l'UGT — Les travailleurs ne peuvent pas permettre une nouvelle trahison des sommets dirigeants des CCOO et de l'UGT. Pour ces motifs, le jeudi 12 janvier 2012 à 18 heures, nous vous invitons à convoquer dans toutes les villes un rassemblement face aux sièges des syndicats pour montrer notre rejet de la nouvelle capitulation qui s'annonce. De la même manière, nous appelons les militants de base de ces syndicats à s'exprimer et à interdire une nouvelle trahison au nom du syndicalisme. »

A ce moment-là, de nouvelles négociations entre les syndicats, les patrons et le gouvernement pour un nouveau pacte social étaient annoncées. Un débat contradictoire a traversé les organisations syndicales et plusieurs militants et responsables aux plus hauts niveaux se sont prononcés contre la signature du nouveau pacte. L'appel des « indignés » n'a pas donné lieu à de grands rassemblements. Au contraire : des centaines de militants syndicaux ont occupé les sièges pour les défendre. Mais cela a permis à l'appareil de dire que tous ceux qui attaquaient les négociations dans le cadre des instances étaient des provocateurs... Merci les « indignés ».

Le 19 février 2012, ils ont essayé d'aller plus loin. En effet, après que, le 10 février, le gouvernement Rajoy a décrété une nouvelle réforme du Code du travail, réforme qui le démantèle et qui donne tous les droits aux patrons, les principaux dirigeants syndicaux ont été contraints à appeler à des manifestations dans toutes les villes du pays, le 19 février, contre cette

réforme. Ils ont même annoncé que, si nécessaire, au cas où le gouvernement ne rectifierait pas, ils appelleraient à une grève générale.

Tous les militants ouvriers, y compris, bien sûr, les militants de la IV^e Internationale, ont tout fait pour le succès de ces manifestations, ont combattu et combattent pour que la lutte contre la nouvelle réforme ait des objectifs clairs : retrait de la réforme qui n'est pas négociable et exigence du retrait de la signature du pacte social du 2 février 2011 contre les retraites et du 25 janvier 2012 contre le gel des salaires.

De nombreuses instances se sont prononcées et se prononcent sur ce point. L'enjeu est majeur. Mais que font les « indignés » ? Il serait exagéré de dire qu'ils ont une position homogène dans tout le pays, mais citons un exemple significatif : la prise de position de l'assemblée de la Puerta del Sol qui s'est réunie le 13 février, semble-t-il, car ces réunions ont de plus en plus un caractère confidentiel...

Dans cette réunion a été décidée « la participation à la manifestation du 19 février par le biais de la constitution d'un bloc critique et organisé, différencié » donc partant d'un endroit différent de celui de la manifestation générale mais pour la rejoindre...

A Madrid, quelques dizaines de manifestants ont parcouru la manifestation sous les mots d'ordre : « *PP-PSOE, la même merde !* », « *Les syndicats se vendent à bas prix !* » (« *Barato, Barato, se vende el sindicato !* »), et ont lancé des œufs pourris sur les dirigeants syndicaux en tête de la manifestation.

Ainsi, au moment où la classe ouvrière, une nouvelle fois, montrait sa force dans tout le pays et où l'alternative était : rectifier la réforme ou retrait de la réforme, les prétendus « indignés » insultaient les dirigeants, précisément au moment où ils appelaient à manifester.

L'indignation et la colère des travailleurs et des jeunes de tous les peuples d'Espagne trouveront sans doute leur voie dans le combat pour l'unité de leurs organisations autour d'objectifs clairs : retrait de la réforme, abrogation de tous les plans d'ajustement.

Andreu Camps

Une revue qui soutient l'intervention de l'Otan en Libye : *Inprecor*

Par Dominique Ferré

Au moment où paraît ce numéro de *La Vérité*, la Libye « libérée » par l'Otan s'enfonce chaque jour un peu plus dans le chaos et les affrontements entre milices tribales, tandis que les plus graves menaces d'une nouvelle intervention armée de l'impérialisme pèsent sur la Syrie et l'Iran (*on lira dans ce numéro la déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale*).

Comme nous l'avons dit depuis plus d'un an, il n'y a pas de « révolution arabe » ni de « printemps arabe », mais des processus contradictoires de la révolution et de la contre-révolution. Soulèvements révolutionnaires contre des régimes soumis à l'impérialisme en Tunisie et en Egypte, interventions impérialistes contre la souveraineté des nations de tout le Maghreb, avec l'intervention en Libye.

Les militants de la IV^e Internationale sont fidèles à la tradition de Marx et Engels, pour lesquels « *un peuple qui en opprime un autre ne saurait être un peuple libre* », inscrivant au cœur de la fondation de l'Association internationale des travailleurs la défense des nations opprimées d'Irlande et de Pologne, fidèles aux principes des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste de Lénine

et Trotsky, définissant la ligne du front uni anti-impérialiste dans les pays opprimés.

Pour la IV^e Internationale, c'est un devoir que d'aider à l'organisation de la lutte contre les interventions impérialistes, au moment où les peuples, de Tunis à Athènes, cherchent à secouer le joug de la domination du régime failli de la propriété privée des moyens de production.

L'IMPORTANTCE DE LA CONFÉRENCE D'URGENCE (ALGER, 10, 11 ET 12 DÉCEMBRE 2011)

Aussi attirons-nous l'attention de nos lecteurs sur la signification de la conférence d'urgence « *contre les guerres d'occupation, contre l'ingérence dans les affaires internes des pays, pour la défense de l'intégrité et de la souveraineté des nations* », coorganisée par l'UGTA et le Parti des travailleurs d'Algérie, qui a regroupé de larges secteurs du mouvement ouvrier, démocratique et anti-impérialiste des cinq continents. La résolution, largement contresignée par les délégués de cette conférence, indique notamment :

« Nous nous sommes réunis les 10, 11 et 12 décembre 2011 à Alger, à l'appel de l'UGTA et du Parti des travailleurs d'Algérie dans une conférence d'urgence "contre les guerres d'occupation, contre l'ingérence dans les affaires internes des pays, pour la défense de l'intégrité et de la souveraineté des nations", à la suite de l'intervention militaire étrangère en Libye. (...) Oui, il y a situation d'urgence lorsque les grandes puissances décident d'intervenir militairement sous l'égide de l'Otan en Libye, ouvrant la voie à l'insécurité et l'instabilité dans la région, mettant en péril l'intégrité des pays du Sahel, alors que, déjà, ces mêmes puissances ont détruit l'Irak par la guerre d'occupation, poursuivent la guerre en Afghanistan, maintiennent Haïti sous occupation militaire, imposent des bases militaires dans différentes régions du monde. Nous dénonçons l'intervention militaire en Libye qui, loin de "libérer" le peuple libyen, prépare les violences de demain sur des bases tribales ethniques et communautaires. Nous affirmons que cette intervention n'a apporté que davantage de souffrances, de privations et d'insécurité pour tous les peuples de la région, alors que de nombreux pays africains sont déjà ravagés par des conflits armés et le pillage extérieur que consacre le remboursement de la dette. »

Elle affirmait également :

« Nous sommes opposés à toute intervention militaire étrangère partout dans le monde et donc en Syrie et en Iran, avec ou sans l'aval de l'ONU. »

Dès la veille de l'intervention impérialiste en Libye, dans un communiqué de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, ses coordinateurs affirmaient, le 5 mars 2011 :

« Les mêmes qui, hier, envahissaient l'Afghanistan et l'Irak et y poursuivent une occupation meurtrière sont d'ores et déjà engagés dans une intervention militaire en Libye. Une telle intervention serait non seulement tournée contre le peuple libyen, mais aussi contre les révolutions en Tunisie et en Egypte. Elle serait tournée contre la souveraineté de toutes les nations de la région, faisant un pas supplémentaire après l'instauration du dispositif Africom (commandement unifié destiné à coordonner toutes les activités militaires et sécuritaires des Etats-Unis sur ce continent). Elle serait tournée contre tous les peuples et tous les travailleurs, y compris d'Europe et des Etats-

Unis qui s'opposent aux privatisations, aux contre-réformes imposées par le FMI et l'Union européenne et à la remise en cause de la souveraineté nationale. »

“UNE SEULE POSITION CONFORME À LA TRADITION OUVRIÈRE DE COMBAT CONTRE TOUTE INTERVENTION MILITAIRE”

On le sait, si l'intervention impérialiste de l'Otan en Libye a été directement commanditée par Washington, et facilitée par la résolution n° 1973 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée avec l'abstention des représentants russe et chinois, ce sont les dirigeants impérialistes français et britanniques qui se sont portés en première ligne, avec les pétrodollars de l'émirat ultraréactionnaire du Qatar, dans l'intervention armée. Dans ces pays, les militants de la IV^e Internationale ont défendu la seule position de principe conforme à l'internationalisme ouvrier : le refus de toute intervention en Libye.

En France, les secrétaires nationaux du Parti ouvrier indépendant (POI, qui n'est pas affilié à la IV^e Internationale, mais dont les militants de la section française constituent en son sein le courant communiste internationaliste) prenaient position le 18 mars en ce sens :

« Toute organisation se réclamant de la classe ouvrière, de la démocratie et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui donnerait — sous quelque prétexte que ce soit — sa caution à l'intervention accepterait ainsi de se ranger sous le drapeau des gouvernements américain, britannique et français et se disqualifierait au regard des principes qu'elle prétend incarner. (...) Pour le Parti ouvrier indépendant, il n'existe dans les heures difficiles pour la population libyenne qu'une position conforme à la tradition ouvrière de combat contre toute intervention militaire dictée par la seule défense des intérêts pétroliers : celle d'exiger contre les gouvernements français, britannique et américain, l'ONU, l'Otan et l'Union européenne : arrêt immédiat de l'intervention militaire contre la Libye ! Retrait de toutes les troupes étrangères ! Non aux bombardements ! »

Ce long rappel de ce qu'est une position de principe anti-impérialiste à partir de l'exemple tragique de l'intervention en Libye est d'autant plus nécessaire que, dans toute une série de pays impérialistes, en particulier en Europe, se multiplient des initiatives relayées par des groupes de « gauche » et « d'extrême gauche » afin de préparer, sous un verbiage « progressiste », une intervention en Syrie. Rappelons-nous que, voici un an, y compris des forces qui n'ont, depuis des décennies, plus rien à voir avec la IV^e Internationale, tout en en usurpant le nom, comme le Secrétariat unifié pabliste de Krivine-Sabado-Besancenot, ont couvert honteusement l'intervention armée de l'impérialisme en Libye, bien entendu, au nom des « révolutions arabes » et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

INPRECOR DÉCOUVRE LA "DÉMOCRATIE" À BENGHAZI

Quelques mois après la « libération » de la Libye par les troupes franco-britanniques et qataries (armant et encadrant les milices du Conseil national de transition, CNT), la revue politique internationale du Secrétariat unifié pabliste, *Inprecor* (n° 575-576, juillet-septembre 2011) consacre un large dossier à la Libye. Dans un reportage intitulé « *Impressions sur la Libye nouvelle* », un dirigeant pabliste libanais, présenté comme « *militant libanais du Groupe communiste révolutionnaire (organisation sympathisante de la IV^e Internationale), qui revient de Benghazi qu'il a visité spécialement pour Inprecor* », dresse un tableau dithyrambique de la prétendue « Libye nouvelle » sous le joug de l'Otan et des « insurgés », dont les chefs ont fraîchement débarqué de Londres ou de Washington, quand ils ne sont pas issus de l'appareil d'Etat du colonel Kadhafi.

Inprecor met un signe égal entre les véritables soulèvements révolutionnaires qui ont eu lieu quelques semaines avant en Tunisie et en Egypte (chassant les régimes de Ben Ali et de Moubarak, représentants locaux de l'impérialisme) et l'intervention sanglante de l'impérialisme en Libye. Pourtant, en Libye, écrit le cor-

respondant d'*Inprecor* à Benghazi (la ville où a siégé le CNT avant la prise de Tripoli par l'Otan), « *comme dans les autres soulèvements démocratiques arabes* », ce qui s'est passé en Libye, avec l'aide de l'Otan, c'est un « *soulèvement démocratique* ». Il décrit « *la multiplication (des activités associatives) à Benghazi depuis le soulèvement* ».

Et le correspondant d'*Inprecor* de s'extasier sur « *la place de la Liberté (qui) est devenue le forum où s'expriment les différentes opinions politiques et sociales. Après cinq heures du soir, les gens s'y retrouvent pour regarder sur écran géant la chaîne de télévision Al-Jazeera, pendant que se succèdent sur la grande scène des intervenants de tous âges offrant au public chants, poèmes et discours, politiques ou religieux.* » A peine regrette-t-il, dans ce tableau idyllique, « *la ségrégation de la place de la Liberté en une section pour les hommes et une autre plus réduite pour les femmes, les deux étant séparées par des barrières* ».

Nouvelle découverte : « *Alors que sous Kadhafi, la presse autorisée se limitait à celle du pouvoir, l'existence à Benghazi aujourd'hui de plus de soixante-cinq titres de journaux d'opinion, quotidiens, hebdomadaires ou mensuels, constitue une des principales réalisations de la révolution.* » Certes, certes, il est possible que, pendant un temps et dans un espace limité, une partie de la population urbaine ait pu bénéficier d'une plus grande liberté de parole. Mais sous le joug de l'intervention impérialiste, une mécanique était enclenchée. Et à peine l'encre d'*Inprecor* avait-elle fini de sécher que la Libye occupée s'enfonçait dans les affrontements intertribaux, et le CNT proposait l'instauration de la charia...

LES PAYS IMPÉRIALISTES "GARANTS" DE LA LIBERTÉ DU PEUPLE LIBYEN ?

L'auteur ajoute : « *Paradoxalement, les drapeaux des Etats-Unis et des pays de l'Union européenne sont là aussi pour rappeler que la liberté du peuple libyen dépend en grande partie du soutien de ces gouvernements.* » Oui, vous avez bien lu, sous la plume de ce prétendu « commu-

niste révolutionnaire », « la liberté du peuple libyen dépend en grande partie du soutien de ces gouvernements » impérialistes d'Europe et d'Amérique ! Il ne vient même pas à l'esprit de ce « révolutionnaire » la signification du simple fait que des drapeaux des pays impérialistes flottent sur un pays dominé ! Qu'est-ce que cela peut signifier d'autre que le symbole de l'oppression impérialiste ?

Inprecor ne s'arrête pas là. Sous le titre « *La révolution vue de l'intérieur* », la revue pabliste publie un entretien sans aucun commentaire réalisé à Benghazi avec un certain Azeldin el-Sharif, « *opposant au régime de Kadhafi* », dont il est précisé qu'il a passé dix ans en exil à Londres depuis 2001 avant de rejoindre Benghazi.

D'emblée, cet individu revendique son soutien à ce qu'il appelle les « *frappes de l'Otan avec le concours des masses libyennes* ».

Cet « opposant » ajoute que « *lorsque nous étions en Grande-Bretagne, l'opposition libyenne à l'étranger réclamait des Nations unies une intervention le plus rapidement possible. Nous avons fait pression sur le gouvernement britannique en écrivant et en manifestant, avec peu de résultats.* »

El-Sharif ajoute : « *Grâce à Dieu, il y a eu la résolution 1973 des Nations unies pour protéger les civils (...). Puis, nous sommes passés à l'étape des frappes sur les dépôts et les sites où se trouvent les missiles de Kadhafi. En ce sens, la résolution 1973 était au service du peuple libyen et de la protection des civils.* »

Ainsi *Inprecor* ouvre largement ses colonnes, sans le moindre commentaire, répétons-le, à des individus qui font campagne auprès des gouvernements impérialistes pour des interventions armées (1) !

Notre « opposant libyen » va jusqu'à profiter des colonnes d'*Inprecor* pour y protester contre « *l'opposition de nombreux courants socialistes et de gauche à l'étranger* » (aux frappes de l'Otan — NDLR) ! Eh oui, n'en déplaise à ces « opposants » et à leurs amis d'*Inprecor*, nous nous revendiquons de la tradition de Lénine et de Liebknecht : « *L'ennemi est dans notre propre pays, c'est notre propre gouvernement impérialiste !* », et, pour

notre part, nous refusons d'apporter le moindre soutien à « notre » gouvernement dans toute intervention contre un pays dominé, sous le fallacieux prétexte de « démocratie » et de « liberté ».

LA "REVENDICATION" DU SOUTIEN DES ÉTATS-UNIS ET DE L'ONU

Inprecor en rajoute et interroge el-Sharif ainsi : « *Pour ce qui est du soutien occidental, nous assistons au bombardement aérien des points et centres stratégiques de Kadhafi, visant à neutraliser ses forces. Est-ce que les pays occidentaux fournissent aussi des armes aux révolutionnaires ?* »

Et « l'opposant libyen » de poursuivre, avec la complaisance honteuse d'*Inprecor*, ses diatribes pro-impérialistes, parmi lesquelles, citons : « *Les Etats-Unis ont été le second pays, après la Grande-Bretagne, à exiger la mise à l'écart de Kadhafi. Or il est notoire que la France, la Chine et la Russie ont refusé les solutions préconisées par la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Par la suite, la position française a évolué positivement puisqu'elle a proposé à l'Union européenne — et elle en a pris l'initiative — des frappes pour empêcher Kadhafi de progresser vers Benghazi. (...) Le rôle joué par les Etats de la Ligue arabe en vue de l'adoption de la résolution 1973 au*

(1) Signalons au passage qu'il ne s'agit pas seulement des propos d'el-Sharif. Le 18 mars 2011, en France, le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) publie un communiqué unitaire, dont il est signataire, appelant à un « *rassemblement de solidarité avec le peuple libyen* » à Paris, dans les termes suivants : « *Les gouvernements occidentaux et les dictatures du monde arabe hésitent, tergiversent, font mine de s'entendre sur une éventuelle résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, voire sur des modalités d'intervention militaire. (...) Une véritable contre-révolution, criminelle, est en marche en Libye : mobilisons-nous dans l'urgence, soyons nombreux pour apporter notre soutien au peuple libyen en danger.* » Un véritable appel à l'intervention étrangère et à l'ONU, qui se conclut par la « *revendication* » de « *reconnaissance du Conseil national de transition (CNT) intérimaire, seul représentant légitime du peuple libyen* »... Une « revendication » que Sarkozy avait déjà « satisfaite » en reconnaissant ledit CNT la semaine précédente.

Conseil de sécurité révèle un sens élevé de la responsabilité face à la Libye. Il faut mettre en valeur le rôle positif joué par le Qatar. (...) Et les pays qui pourront investir dans le pétrole et le gaz seront ceux qui ont aidé le peuple libyen. »

Pour terminer, donnant tout son sens à l'installation d'un pouvoir fantoche à la solde de l'Otan aux frontières de l'Algérie, de la Tunisie et de l'Égypte, el-Sharif ajoute : « *Nous souhaitons une révolution en Algérie, pour que le peuple algérien se débarrasse de ce régime militaire répressif.* »

Fort heureusement pour lui, le peuple algérien n'a pas attendu un quelconque el-Sharif pour savoir ce qu'est une véritable révolution, comme celle qu'il a conduite victorieusement il y a cinquante ans pour s'émanciper du joug colonial français ! A cette époque, tout comme maintenant, les militants de la section française de la IV^e Internationale étaient inconditionnellement aux côtés des peuples opprimés par leur propre impérialisme. Dans ces conditions, on comprend bien ce qu'el-Sharif entend ici par « révolution » : l'ingérence impérialiste extérieure contre le peuple algérien, contre sa souveraineté et son indépendance arrachées il y a cinquante ans, au prix d'un million et demi de martyrs, des griffes du colonialisme français !

Le lecteur pourra objecter que cette prose réactionnaire pro-impérialiste est celle d'un individu interviewé par *Inprecor* et qui n'engage pas forcément le Secrétariat unifié pabliste. Que dire alors de l'article intitulé « *La "conspiration" de l'Otan contre la révolution libyenne* », signé par Gilbert Achcar, dont un texte sur le même sujet tient lieu de rapport à la réunion du prétendu « comité international de la Quatrième Internationale » (l'instance de direction du SU pabliste) qui s'est réuni du 25 au 29 février 2012 ?

UNE "CONSPIRATION" DE L'OTAN EN LIBYE : L'OTAN N'A PAS ASSEZ BOMBARDÉ !

De quelle « conspiration » de l'Otan contre la « révolution » libyenne s'agit-il ?

Achcar, auteur du rapport sur les « révolutions arabes » dans la principale réunion de direction du SU pabliste, porte contre l'Otan cette terrible accusation : « *Dans l'opération Tempête du désert lancée par la coalition menée par les Etats-Unis contre l'Irak en 1991, il n'a fallu que 11 jours pour atteindre le nombre de sorties aériennes réalisées en Libye en 78 jours. Le nombre total de sorties durant les 43 jours qu'a duré Tempête du désert a atteint 109 876, soit 2 555 en moyenne par jour. Après la dévastation entraînée par cette "tempête" et d'autres campagnes de bombardements au cours des douze ans d'embargo entre 1991 et 2003, 41 850 sorties aériennes ont été effectuées au cours des quatre premières semaines de l'opération Liberté pour l'Irak. Parmi elles, 15 825 étaient des sorties pour frappes, soit 565 par jour en moyenne. (...) Les questions cruciales sont donc les suivantes : pourquoi la campagne aérienne menée par l'Otan en Libye est-elle de si basse intensité, non seulement en comparaison de la composante aérienne de la guerre menée pour la mainmise sur l'Irak, également riche en pétrole, mais aussi en comparaison de la guerre aérienne pour le Kosovo, territoire peu important sur le plan économique ? Et pourquoi l'Alliance s'est-elle abstenue en même temps de fournir des armes aux insurgés comme ils l'ont demandé à maintes reprises ? »* Pour Achcar, le problème en Libye est qu'il n'y a pas eu « assez » de frappes aériennes, contrairement à celles menées durant les guerres d'extermination contre le peuple irakien en 1991 et 2003, ou les bombardements de l'OTAN en Serbie et au Kosovo [1999] (2) !

(2) Reconnaissons à Achcar qu'il a, sans même s'en rendre compte, bien raison de mettre sur le même plan l'intervention impérialiste en Libye et les interventions contre l'Irak ou le Kosovo. Rappelons à ce sujet que, déjà, en 1999, les dirigeants pablistes soutenaient les mercenaires de l'UCK, la prétendue « Armée de libération du Kosovo », en réalité une milice créée par les services secrets allemands, puis contrôlée par les services américains, et financée par le trafic d'héroïne en Europe. En mai 1999, les dirigeants pablistes français écrivaient dans *Rouge* (n° 1822) : « *L'UCK a déclaré : "Soit l'Otan envoie des troupes au sol, soit on nous donne les moyens en armes de nous défendre." C'est la seconde hypothèse qu'il faut retenir. Il faut donner les moyens aux Albanais et à leur organisation militaire de reconquérir leur droit de vivre au Kosovo et de faire reculer les forces serbes.* »

Achcar se fait le véritable « représentant de commerce » du CNT libyen, vantant le fait que « contrairement aux Afghans, les insurgés libyens sont prêts à payer les armes qui leur seraient livrées et ils sont potentiellement solvables ».

Et le voilà qu'il se fait le « conseiller de l'Otan » : « *Le corollaire logique du refus par l'Otan d'armer les insurgés aurait été de mener une campagne aérienne très intensive afin de compenser la faiblesse sur le terrain de ceux qu'elle prétend soutenir. Or, deuxième paradoxe, la campagne aérienne de l'Otan en Libye est bien plus limitée que celle de la guerre du Kosovo, sans parler d'autres interventions aériennes récentes menées par les Etats-Unis.* »

Quels sont ces « révolutionnaires » qui osent se réclamer de la IV^e Internationale et qui « regrettent » la prétendue « faiblesse » et les « limites » des frappes des avions impérialistes de l'Otan ?

L'EMANCIPATION DES PEUPLES... SERA-T-ELLE L'ŒUVRE DE L'OTAN ?

Mais le fond de l'affaire n'est pas « circonstanciel », il ne concerne pas la Libye... Il s'agit, comme le conclut Achcar, d'affirmer une « *invention théorique* » : la libération et l'autodétermination des peuples opprimés peut passer par des phases « détestables » telles que l'intervention-occupation sous l'égide de l'Otan, comme c'est le cas en Libye. Exagération de notre part ? Jugez vous-mêmes ! Achcar écrit froidement : « *La situation en Libye — comme en Tunisie et en Egypte, et dans tous les autres pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord où le processus révolutionnaire actuel se*

déroule n'en est qu'au début d'un cours long et tumultueux de développement. C'est le destin normal des bouleversements révolutionnaires. Les puissances occidentales auront beaucoup de difficultés à contrôler ce processus. Elles n'ont pas de troupes au sol, sans parler du fait qu'elles ont de toute façon échoué à contrôler la situation dans les pays où leurs forces sont déployées, comme en Irak ou en Afghanistan. Le processus de libération et d'autodétermination des peuples est compliqué, et peut bien passer par des phases détestables. Mais sans ce processus et la disposition à s'acquitter du coût qui lui est inhérent et qui peut s'avérer lourd, le monde entier vivrait encore sous des régimes absolutistes » (souligné par nous).

Ce véritable manifeste pro-Otan n'en est pas resté à l'état d'analyses et d'articles destinés à une revue. Il s'est incarné dans des appels publics à manifester, dans des pays impérialistes comme la France, pour la « *reconnaissance du CNT* » et « *pour l'application de la résolution 1973* » (3).

Qu'est-ce qu'une telle politique a de « révolutionnaire » ? Une telle politique n'est que la couverture d'extrême gauche de la politique criminelle de l'impérialisme américain contre les peuples, sous couvert de « défense de la démocratie ». Le combat pour la démocratie, dont le mouvement ouvrier doit constituer l'avant-garde, est inséparable du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, c'est-à-dire du refus net de toute ingérence impérialiste dans les pays dominés.

Dominique Ferré

(3) Cf. note 1.

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

**Revue éditée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Daniel Gluckstein

Imprimerie ROTINFED 2000 Paris



ISSN 0294-359X